TABLE ALPHABETIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

A

Allard, sénateur coopté.

Doc. — N° 165. Rapport : Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent, en date du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès.

N° 252. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

N° 268. Rapport : Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs.

N° 324. Rapport : Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès et projet de loi relatif aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et à la rectification de certains actes de l'état civil.

N° 382. Proposition de loi modifiant l'article 111 de la communale.

N° 398. Rapport complémentaire : Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès, et projet de loi relatif aux déclarations de décès et à la transcription et à la rectification de certains actes de l'état civil.

N° 465. Proposition de loi portant création de conseils consultatifs régionaux.

N° 534. Rapport : Projet de loi relatif aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire dans un organisme international.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent, en date du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Propose de ne pas adopter les amendements de M. Fonteyne et de se rallier au texte proposé, p. 450. — Discussion des articles. Art. 2. Déclare se rallier au texte du gouvernement, p. 488

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Dépose le rapport sur ce projet, p. 736.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Discussion des articles. Discours : Art. 1er. Déclare ne pas suivre M. Fonteyne sur le terrain juridique, déclare que l'amendement de M. Fonteyne aurait pour effet de retarder outre mesure la procédure, p. 759.

Fait personnel de M. Fonteyne. Répond à M. Fonteyne, p. 780.

Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à repousser à la fois et la proposition et l'amendement de M. Fonteyne, p. 869.

Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès et projet de loi relatif aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et à la rectification administrative de certains actes de l'état civil. Dépose le rapport sur cette proposition et ce projet, p. 973.

Proposition de loi modifiant l'article 111 de la loi communale. Dépose cette proposition, p. 1295.

Allard (*suite*)

Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès et à la transcription et la rectification de certains actes de l'état civil. Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Rappelle la nécessité de ces dispositions légales pour que la situation morale et matérielle des familles des disparus de la dernière guerre puisse être régularisée, p. 1378.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait deux observations sur les conclusions du rapport, p. 1392.

Proposition de loi portant création de conseils consultatifs régionaux. Dépose cette proposition, p. 1707.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion des articles. Art. 27. Combat la proposition de rejeter cet article, p. 2148.

Allewaert, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Doc. — N° 156. Amendement : Proposition de loi revisant le Fonds des communes.

N° 258. Rapport : Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Répond à certaines déclarations du ministre, p. 81.

Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de faire face aux exigences actuelles ». Discours : Parle de l'aggravation de la situation de l'industrie de la chaussure, de l'accord Benelux, du niveau des exportations, p. 394.

Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Discussion générale. Discours : Propose un amendement, parle des dépenses des communes, insiste pour que les communes, qui ont espéré une intervention du gouvernement en 1945, ne soient pas exclues du bénéfice de la loi, p. 411. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 414.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Dépose le rapport sur ce projet, p. 780.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Observations, p. 799.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Expose l'économie du projet, p. 800. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 835.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose quelques questions, p. 899.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame moins de paperasseries et plus de simplicité, réclame un rééquipement vivant, humain, familial, p. 1148.

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et à M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Se rallie aux observations formulées par les orateurs précédents, p. 1336.

Allewaert (*suite*)

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Insiste sur la situation difficile de certaines de nos industries d'exportation, souhaite que le plan Marshall puisse être appliqué aux petites industries, p. 1829.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Estime que la loi proposée est insuffisante et qu'elle suscitera plus d'inconvénients que d'avantages, p. 2105.

Ancot, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — N° 7. Rapport : Proposition de loi complétant, en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail.

N° 28. Proposition de loi portant dispense de l'avance de frais judiciaires en faveur des mères, veuves et enfants de fusillés et prisonniers politiques décédés, victimes de crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

N° 41. Rapport : Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale.

N. 104. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 118. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 129. Amendement : Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

N° 170. Rapport : Projet de loi complétant, en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail.

N° 269. Rapport : Projet de loi relatif à l'épuration civique.

N° 346. Rapport : Projet de loi déterminant la date à laquelle cesse la prolongation de carrière accordée à certains magistrats du Congo belge par l'arrêté-loi du 11 mai 1944.

N° 347. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifiée par les lois du 29 mars 1911 et du 9 décembre 1912.

N° 411. Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière.

N° 537. Amendement : Projet de loi concernant les finances communales et provinciales.

N° 542. Amendement : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Proposition de loi portant dispense de l'avance de frais judiciaires en faveur des mères, veuves et enfants de fusillés et prisonniers politiques décédés, victimes de crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. Dépose cette proposition, p. 84.

Proposition de loi complétant en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail. Discussion générale. Discours : S'étend sur les avantages de la nouvelle loi, p. 77.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. Discussion générale. Discours : Propose d'adopter le texte de la Chambre et de modifier l'article 3 adopté par celle-ci, p. 160. — Répond à M. Fonteyne, p. 162.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Demande le renvoi en commission, p. 295.

Interpellation de M. Leclercq « sur les conséquences désastreuses pour les hôteliers et restaurateurs des dispositions de réglementation nouvelle qui leur sont imposées par le récent arrêté du 27 décembre 1947 sur la matière ». Discours : S'associe aux paroles de M. Leclercq, p. 317.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 9. Discours au sujet du préavis, p. 312. — Art. 11*ter*. Donne quelques éclaircissements sur son amendement, p. 340. — Répond à M. Fonteyne, pp. 341 et 342.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. Discussion des articles. Discours. Art. 3. Expose la raison pour laquelle il a déposé des amendements, p. 386.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion des articles. Art. 4. Intervient dans la discussion, p. 547. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'urbanisme, parle des locaux pour pilotes, s'intéresse à la restauration des locaux et du matériel de l'administration des postes, à la réfection des palais de justice de Courtrai et de Furnes, p. 615.

Ancot (*suite*)

Par motion d'ordre demande quelle sera l'attitude du gouvernement, suite à une déclaration de sir Stafford Cripps, mentionnant les pays où pourront se rendre les touristes anglais, p. 780.

Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 783.

Projet de loi concernant l'application des lois relatives aux impôts directs, aux revenus cadastraux afférents, pour les années 1947 et 1948, aux immeubles industriels par nature et par destination. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 784.

Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des orphelins des guerres 1914-1918 et 1940. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 784.

Projet de loi comportant des mesures transitoires relatives aux allocations pour victimes civiles de la guerre 1940-1945. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 785.

Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement de l'Etat ». S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 786.

Projet de loi reportant au 30 juin 1948 la clôture des opérations de liquidation et d'ordonnancement des dépenses relatives à l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 786.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946, prorogeant, en raison des événements de guerre, les délais en matière de propriété industrielle et la durée des brevets d'invention. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Estime utopique la suppression de classification, soulève la question démographique et linguistique, rappelle les arguments d'équilibre et d'ordre psychologique, soulève le facteur « saison d'été », p. 878.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la fiscalité communale, p. 949.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur une question de pure technique, p. 977.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

Projet de loi déterminant la date à laquelle cesse la prolongation de carrière accordée à certains magistrats du Congo belge par l'arrêté-loi du 11 mai 1944. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1157.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifiée par les lois du 29 mars 1911 et du 9 décembre 1912. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1157. — Discussion générale. Discours : Propose le rejet du projet, p. 1362.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. Art. 2. Défend son amendement, p. 1371.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de l'incident au tribunal de guerre de Bruges, p. 1420.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. — Dépose cette proposition, p. 1459.

Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention : « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Discours : Pose une question au rapporteur, p. 1707.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne votera pas le projet, craint que le système proposé nuise à la monnaie, p. 1755.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion des articles. Art. 2. Propose une modification au texte de cet article, p. 1778.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Donne les motifs pour lesquels la proposition a été déposée, déclare que celle-ci constitue un minimum, demande au ministre des finances de faire une déclaration en ce qui concerne l'exclusion des affaires fiscales, p. 1805.

Ancot (*suite*)

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.
Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2018.
Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion générale. Discours : Estime que la formule gouvernementale permettra d'éviter une véritable catastrophe, p. 2031.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Ne peut se déclarer d'accord avec le panégyrique du rapporteur à la fin de son rapport, défend l'amendement tendant à la constitution d'un fonds destiné à la propagande touristique, p. 2129. — Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 20, p. 2146. — Art. 33. Propose de supprimer cet article, p. 2149. — Intervient dans la discussion à l'article 34, p. 2150.

B

Baers (Mlle), sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 13. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936.
N° 143. Amendement : Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
N° 153. Amendements : Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

Ann. — Réélue secrétaire du Sénat, p. 6.
Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936. Discussion générale. Discours : Demande d'accorder le bénéfice de la sécurité sociale aux femmes non salariées, p. 141.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Discussion des articles. Art. 3. Discours : Développe la portée de son amendement, p. 385. — Soulève la question du nombre des détenteurs du diplôme d'assistant social, p. 387.
Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Répond aux critiques émises par M. Buisseret, p. 405. — Se déclare opposé au renvoi en commission, p. 407.
Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : Insiste sur les raisons qui ont motivé l'intervention législative, parle de la mentalité des travailleurs domestiques et des employeurs, p. 419. — Discussion des articles. Art. 1, 2, 16, 44, 45. Intervient dans la discussion, pp. 423, 428, 432 et 4[illegible].
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 479. Se rallie à l'amendement proposé, p. 638.
Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Regrette les paroles prononcées par M. Missiaen, considère l'adoption du projet comme un hommage aux femmes, prend la défense des religieuses, p. 707.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : Affirme que le projet méconnaît la politique familiale acceptée par le gouvernement, déclare que le pécule de vacances devrait tenir compte des charges de famille du travailleur, p. 1130. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1269.
Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur quelques questions d'intérêt actuel, p. 1229.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Demande que la fonction des assistants sociaux auprès des parquets soit assumée par la police féminine, p. 1388. — Déclare retirer son amendement, fait une rectification au *Compte rendu analytique*, p. 1411.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite que la politique du département soit plus rationalisée, évoque la question familiale, réclame des mesures contre l'alcoolisme, p. 1469.

Baers (Mlle) (*suite*)

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion des articles. Art. 9. Intervient dans la discussion, p. 1575.
Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : Souligne l'intérêt des dispositions qui visent à protéger et à revaloriser une profession, p. 1576. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1576.
Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution. Discussion générale. Discours : Propose au Sénat de voter le projet, p. 1711.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet ne prête pas suffisamment attention à l'aspect familial, p. 1787. — Discussion des articles. Art. 25 : Intervient dans la discussion, p. 1802.
Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'incorporation du rééquipement sanitaire du pays dans le plan de coopération économique, p. 1829.
Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 15. Intervient dans la discussion, p. 2006.
Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Affirme, au nom des femmes de toutes les classes qui attendent le retour du Roi, ne pas être d'accord avec ce qui a été dit par Mme Spaak, p. 2086.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Démontre que le Fonds de l'assistance publique présente un inconvénient de politique générale et deux de caractère technique et préconise de modifier le projet ainsi que la loi sur l'assistance publique, p. 2105. — Discussion des articles. Art. 6. Déclare qu'elle votera le projet du moment que le ministre de l'intérieur promette qu'il réexaminera les remarques qu'elle a faites, p. 2140.

Baert, sénateur provincial de Flandre occidentale.

Doc. — N° 48. Rapport : Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948.
N° 168. Rapport : Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.
N° 514. Rapport : Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les inaptes et les miliciens des classes 1949 et immédiatement antérieures, les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi qu'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Sur les frais de recensement, p. 19. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.
Interpelle M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Développe son interpellation, p. 49.
Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1943. Dépose le rapport sur ce projet, p. 118.
Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Fait un exposé de son rapport et réfute les arguments de M. de Dorlodot, p. 138.
Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 414.
Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à repousser la proposition de M. de Dorlodat, p. 502. — Répond à M. de Dorlodot, p. 503.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782

Baltus, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministre de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Préconise un plan décennal d'assainissement hydrographique, parle de la réadaptation sociale et du contrôle de l'hygiène dans les ateliers, examine les mesures prises pour combattre les maladies contagieuses, p. 1462.

Baur, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Doc. — N° 500. Rapport : Projet de loi accordant une subvention annuelle à l'Université libre de Bruxelles, à l'Université catholique de Louvain, à la Faculté polytechnique de Mons et au Fons national de la recherche scientifique.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Sur les querelles linguistiques, p.19.

Projet de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion des articles. Art. 4. Intervient dans la discussion, p. 547. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi créant une Caisse autonome des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 17. Intervient dans cette discussion, p .896.

Projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de commerce en matière de droit maritime et fluvial. Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'avant la guerre, il existait une commission pour la traduction des codes, p. 985.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1057.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait part au ministre de quelques suggestions techniques, p. 1080.

Projet de loi accordant une subvention annuelle à l'Université libre de Bruxelles, à l'Université catholique de Louvain, à la Faculté polytechnique de Mons et au Fonds national de la recherche scientifique. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1889.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Behogne, ministre des travaux publics.

Ann. — Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Défend la cause de son département, p. 224.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Dsicussion générale. Discours : Aborde la question des routes, des voies hydrauliques, des bâtiments et de l'urbanisme, répond aux questions posées à propos des dispositions relatives aux transferts de crédits, p. 608. — Discussion des articles. Art. 455. Regrette que l'on n'achève pas les constructions en cours, p. 631. — Art. 462, 463 et 464. Demande aux auteurs des amendements d'attendre les propositions du gouvernement, p. 632. — Art. 469. Demande le rejet de l'amendement proposé par M. Godding, p. 635.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 973.

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Déclare qu'un crédit de 600 millions a été octroyé cette année pour subsidier les travaux communaux, donne la répartition des crédits alloués à différents travaux, déclare qu'un crédit supplémentaire de 100 millions sera demandé pour équiper les habitations des mineurs, répond à M. Machtens, p. 1338.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Rappelle avoir apporté à la Chambre toutes les précisions sur les agissements, pendant la guerre, de son chef de cabinet, parle des mesures prises à l'endroit de plusieurs centaines d'entrepreneurs, déclare qu'il ne faut pas exagérer les critiques à l'égard du réseau routier, signale la difficulté de réunir un corps d'ingénieurs et de techniciens de valeur, parle de la simplification des contrôles techniques, demande à la commission du Sénat de collaborer avec son département afin de rechercher le meilleur moyen d'améliorer les routes. Répond à M. Goossens, pp. 1445 à 1448.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. Discussion générale. Discours : Rappelle avoir repris textuellement les dispositions établies en la matière par son prédécesseur, M. Vos; demande le rejet des amendements du groupe communiste, p. 1449.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. Discussion générale. Discours : Donne la raison pour laquelle le gouvernement a présenté ce projet, p. 1693.

Bernard (Henri), sénateur suppléant de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs et prestation de serment, p. 1752.

Bernard (Louis), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Rappelle la promesse faite à la Chambre au sujet de la réfection du pont de Lobbes, p. 1331.

Bertrang, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — N° 244. Rapport : Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des mieux-doués.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des mieux-doués. Discussion générale. Discours : Souligne l'importance des modifications que veut apporter le gouvernement au Fonds des mieux-doués, invite le Sénat à voter le projet, p. 857.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève deux points concernant l'archéologie, p. 1098.

Bouilly, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 61. Rapport : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. (Rapport de MM. Bouilly et Derbaix.)

N° 158. Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. (Rapport de MM. Bouilly et Derbaix.)

N° 216. Rapport : Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

N° 300. Rapport : Budget du ministère du budget pour l'exercice 1948.

N° 455. Rapport : Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine.

N° 528. Rapport : Projet de loi étendant aux anciens combattants, aux résistants, aux prisonniers politiques, aux réfractaires et aux déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, l'application de la loi du 15 mars 1938, instituant l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques de la guerre 1914-1918.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 6.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi qu'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Interpellation de M. de Dorlodot à M. le ministre du ravitaillement « au sujet des fermetures ordonnées aux magasins par décision administrative contraire aux déclarations ministérielles ». Discussion. Discours : Répond à M. de Dorlodot, p. 107.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Dépose le rapport sur ce projet, p. 118.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. Discussion générale. Discours : Estime la taxe sur le tabac indigène trop élevée, p. 192.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Souligne l'accord du ministre de l'agriculture pour l'adoption du projet et fait un exposé de celui-ci, p. 239. — Répond aux différents points soulevés par les orateurs, p. 257. — Discussion des articles. Discours : Regrette que des amendements rejetés en commission soient repris en séance publique, p. 264. — Maintient son point de vue, p. 265. — Art. 4. Regrette de devoir légiférer sur des interprétations, p. 271. — Expose la portée de son amendement, p. 277. — Art. 8. Répond à M. Buisseret, p. 287. — Combat l'amendement de M. Lagae, p. 296.

Par motion d'ordre demande au premier ministre des éclaircissements au sujet des opérations monétaires qui viennent de se dérouler en France, p. 306.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 9. Attire l'attention sur les observations de M. Depotte, p. 305. — Demande le rejet de l'amendement Ronse, p. 323. — Combat l'amendement proposé par M. Moyersoen, p. 327. — Art. 11*bis*. Fait deux observations, p. 339. — Répond à M. Fonteyne, p. 340.

Interpelle M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et M. le ministre de la coordination économique et du rééquipement national « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles ». Développe son interpellation, p. 392. — Déclare faire confiance aux ministres, p. 400.

Bouilly (*suite*)

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Discours : Art. 3. Demande que l'on s'en tienne au règlement, p. 460. — Art. 11. Pose une question au sujet du rejet en commission de l'amendement de M. Lagae, p. 464. — Répond à M. Lagae, p. 466.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Proposition de loi concernant la revision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire. Discussion générale. Discours : Demande quelques éclaircissements de la part du rapporteur, p. 504.

Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Dépose le rapport sur ce projet, p. 516.

Demande d'interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd, qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Regrette l'absence de M. Pholien. Demande au gouvernement de rejeter l'interpellation, p. 540. — Déclare ne pas avoir abordé le fond de la question, estime qu'il n'y avait pas lieu d'interpeller, p. 565.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 416. Défend l'amendement proposé, p. 625. — Fait remarquer au ministre qu'il n'a pas fait allusion à l'amendement relatif à l'I. N. C. A. Constate qu'il y a deux amendements distincts, p. 626. — Art. 416*bis*. Signale que l'I. N. C. A. ne saura continuer de subsister, p. 626.

Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Discours : Se réjouit de l'adoption, en commission, de l'amendement présenté par MM. Harmegnies, Spreutel et Doutrepont, tendant à réparer une injustice commise envers les adjudants de gendarmerie, demande au Sénat de suivre la commission, p. 776.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Répond à M. Moyersoen, déclare que le parti socialiste est prêt à accepter une loi large et efficace, parle de la situation pénible des sinistrés, s'étonne que le ministre des finances n'ait pas fait connaître son opinion au sujet du projet de loi, déclare ne voter la proposition que si elle est corrigée par les amendements de M. Mertens, p. 813.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Demande de voter le projet tel quel, p. 893.

Projet de loi contenant le budget du ministère du budget pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 897. — Discussion générale. Discours : S'étend sur son rapport, rappelle l'importance que la commission des finances attache à la réorganisation des services de l'Etat, parle de l'application des articles 18, 19 et 73, demande au ministre de prendre des dispositions qui permettent le dépôt de projets de budget devant la Chambre et d'autres devant le Sénat, soulève la question du garage central, parle du comité de la hache, s'intéresse aux pensions des agents de l'Etat, p. 925. — Répond à M. de la Vallée Poussin, prend acte de la déclaration du P. S. C., déclare accepter, sous réserve, de surseoir à la constitution de la commission chargée d'examiner le statut des organismes parastataux, insiste en faveur de la création d'un garage central, combat le budget unique, p. 934.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande que la loi sur les dommages de guerre sorte ses effets sans retard, s'intéresse aux chantiers nationaux, parle de l'urbanisme, défend la cause des sinistrés, dit quelques mots au sujet des nominations, p. 962

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : S'étend sur le rapport de M. Mullie, constate que le ministère de l'agriculture est le ministère d'un parti, parle de l'accord Benelux, soulève la question des produits laitiers, félicite le gouvernement des initiatives prises, réclame le soutien du gouvernement en faveur de l'Institut agronomique de Gembloux, insiste sur une consommation plus abondante du lait, réclame un outillage approprié, soulève la question de la loi sur le bail à ferme et insiste sur l'urgence à faire voter les lois concernant les wateringues, les cours d'eau et le remembrement; soulève la question des cultures, demande à connaître les intentions du gouvernement concernant l'application du plan Marshall, s'associe aux observations formulées, parle du contrôle laitier, soulève la question des subsides et des crédits, parle des abatages et s'intéresse à l'action de la F. A. O., p. 1035.

Bouilly (*suite*).

Par motion d'ordre donne connaissance d'une communication de M. Parisis, membre de la Chambre des représentants, p. 1076.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question du Fonds des estropiés et mutilés, p. 1230.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande qu'il soit fait le plus grand usage de la pierre belge pour la construction des établissements publics, s'intéresse à l'entretien de certaines routes dans le Borinage, parle de l'urbanisation, des travaux d'amélioration des cours d'eau, p. 1415.

Par motion d'ordre émet le vœu que la Chambre s'attache à examiner le projet relatif au bail à ferme, afin que le Sénat puisse le voter au cours de la deuxième quinzaine de juillet, p. 1453.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1703. — Discussion générale. Discours : Défend le projet et demande de le voter à l'unanimité sans le modifier, p. 1777. — Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 15, p. 1780.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente sur pensions à certaines veuves de victimes civiles de la guerre 1914-1918. Discussion générale. Fait une remarque concernant les chiffres cités dans le rapport sur ce projet, p. 1911.

Interpellation de M. de Dorlodot adressée à MM. les ministres du ravitaillement et de l'intérieur « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie réquisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut, ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie réquisitionnée par la province du Hainaut ». Discours : S'étonne que l'on interpelle sur une question relevant des tribunaux, justifie la nécessité de réquisitionner les laiteries, p. 1941.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Discussion générale. Discours : Rappelle les buts et le programme de la F. A. O., p. 1946. — Convie le Sénat, au nom du groupe P. S. B., à voter la ratification de la convention, p. 1946.

Vote sur les ordres du jour proposés par M. de Dorlodot et MM. Bouilly et de la Barre d'Erquelinnes en conclusion de l'interpellation de M. de Dorlodot à MM. les ministres de l'intérieur et du ravitaillement et des importations, concernant la laiterie de Boussu-Walcourt. Intervient dans la discussion, p. 2016.

Par motion d'ordre demande de limiter le temps de parole à cinq minutes en ce qui concerne la discussion de la proposition de la consultation nationale, p. 2033.

Boulanger, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 8.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Défend la cause des classes moyennes, p. 132.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Constate quelques lacunes, p. 244.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Considère le projet inefficace, défend les classes laborieuses, p. 401.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Boulanger (*suite*).

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discours : Soulève la question des crédits alloués à l'agriculture, discute l'augmentation des crédits à la petite propriété terrienne, s'intéresse aux voies aériennes, conteste l'utilité de certains aérodromes, parle des casernes, p. 601.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Critique le gouvernement de n'avoir pas encore réalisé de réformes de structure, critique la mesure proposée par le projet, s'en prend à l'organisation de l'industrie charbonnière, p. 650. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question du plan Marshall, fait appel à la production indigène, défend la cause des agriculteurs, réclame des mesures contre certains producteurs, demande la réalisation d'économies sur le poste des missions à l'étranger, soulève la question des importations et exportations, critique l'impérialisme américain sur le plan économique, soulève la question de l'uranium, p. 995.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame plus de compétence de la part de l'administration de l'agriculture, p. 1023.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'art dramatique, s'élève contre les critiques émises au sujet du Théâtre national, p. 1099.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que les projets du ministre du rééquipement peuvent être réalisés par les ministères intéressés, p. 1151.

Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour 1948. Discussion générale. Discours : Désire quelques éclaircissements, demande que les mineurs puissent sous-louer des pièces de leurs maisons, désire que la société protectrice des animaux puisse voir comment sont traités les chevaux de fond, p. 1157.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Examine la question des économies à réaliser au département, regrette de ne pouvoir marquer son accord en ce qui concerne le commerce extérieur, défend la cause des classes moyennes, réclame une réduction massive des importations, parle de la concurrence étrangère, soulève la question du plan Marshall, se déclare en désaccord avec la proposition Motz, dénonce la guerre économique qui nous est imposée, pp. 1249 à 1251.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Formule une légère réserve quant aux conclusions du rapport, déclare que si le projet n'est pas amendé il sera néfaste pour la classe ouvrière, reprend des déclarations faites à la Chambre, examine les faiblesses et les erreurs du projet, p. 1973. — Discussion des articles. Art. 20. Intervient dans la discussion, p. 2008. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Bouweraerts, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 279. Rapport : Projet de loi portant création d'un centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux et juridiques en régions wallonnes et flamandes.

Ann. — Projet de loi concernant le rajustement des traitements du personnel enseignant des universités de l'Etat. Discussion générale. Discours : Invite ses amis à approuver le projet, p. 176.

Bouweraerts (*suite*).

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Discussion générale. Discours : Sur les données statistiques, p. 359.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation de ces pensions. Discussion générale. Discours : Demande de prendre une mesure provisoire en faveur des victimes d'une injustice, p. 536.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi portant création d'un centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux et juridiques en régions wallonnes et flamandes. Dépose le rapport sur ce projet, p. 801. — Discussion générale. Discours : Se réjouit de voir que le projet ne soulève guère de passions, déclare que le centre de recherche déploiera des activités en vue de respecter les droits de tous, p. 844.

Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des Mieux-Doués. Discussion générale. Discours : Rappelle au ministre avoir demandé de contrôler les résultats qui ont été obtenus dans la vie de ceux qui ont pu jouir du fonds, regrette le nombre d'échecs, p. 857.

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi p. 2025.

Broeckx, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réjouit de la hausse du revenu national, réclame pour les organisations ouvrières un plus grand rôle dans la vie économique, déclare attacher une grande importance aux réformes de structure, condamne le capitalisme, pp. 1247 à 1249.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Justifie son vote, p. 2011.

Buisseret, sénateur provincial de Liège, 3e vice-président du Sénat.

Doc. — N° 27. Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.

N° 72. Proposition de loi relative à la responsabilité en matière d'accidents de roulage et à l'assurance obligatoire des titulaires de plaques d'immatriculation de véhicules automoteurs.

N° 74. Proposition de loi portant péréquation des pensions annuelles de 120 francs et plus, acquises auprès de la Caisse générale de Retraite.

N° 142. Amendement. Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste.

N° 172. Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi du 28 juin 1932, réglant l'emploi des langues en matière administrative.

N° 205. Amendement au texte adopté par la commission. Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 464. Amendements. Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

N° 476. Amendement. Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie.

N° 478. Amendement. Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front.

N° 503. Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.

Ann. — Proclamé 3e vice-président du Sénat, p. 5.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi qu'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Critique la position du gouvernement, p. 54.

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Dépose cette proposition, p. 84.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Prise en considération. Intervention, p. 114.

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Déclare retirer sa proposition en faveur de celle de M. Servais, p. 135.

Buisseret (*suite*)

Proposition de loi portant péréquation des pensions annuelles de 120 francs et plus, acquises auprès de la Caisse générale de Retraite. Dépose cette proposition, p. 176.

Proposition de loi relative à la responsabilité en matière d'accidents de roulage et à l'assurance obligatoire des titulaires de plaques d'immatriculation de véhicules automoteurs. Dépose cette proposition, p. 176.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Discours sur l'amendement de M. Leurquin, p. 277. — Critique l'opinion de M. Bouilly, p. 27. — Déclare que les arguments du ministre peuvent être employés contre la loi, p. 285.

Interpellation de M. Leclercq au gouvernement, plus spécialement à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et à M. le ministre du ravitaillement et des importations « sur les conséquences désastreuses pour les hôteliers et restaurateurs des dispositions de réglementation nouvelle qui leur sont imposées par le récent arrêté du 27 décembre 1947 sur la matière ». Discours : Trouve regrettable d'avoir attendu si longtemps pour finir par réaliser ce qui eût pu se faire depuis le 1er août de l'an dernier, p. 320.

Interpellation de M. Glineur à M. le ministre de la justice « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Parle de la politique de clémence, de l'épuration administrative, de la santé morale du pays, p. 368.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Demande que soit résolue la question de l'impôt foncier et de l'incidence du calcul de cet impôt, p. 402.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Propose de renvoyer le projet en commission, p. 405. — Se déclare d'accord avec M. Duchaine, p. 407.

Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi du 28 juin 1932 réglant l'emploi des langues en matière administrative. Dépose cette proposition, p. 420.

Proposition de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 2*bis*. Discours : Explique la raison de son amendement. Regrette de ne pouvoir se rallier à l'avis exprimé par le ministre. Répond à M. Van Roosbroeck, pp. 520, 521.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Relève l'esprit de discipline des groupes de la majorité, parle de la détresse des pensionnés, des différents taux, développe sa proposition, demande la revision de la procédure actuelle, répond aux objections présentées, soulève le côté financier, parle des abus, insiste pour l'adoption de sa proposition, p. 528. — Répond à M. Taillard, déclare apporter une solution d'ensemble, p. 536.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Interpelle M. le ministre de l'agriculture « sur les conditions anormales dans lesquelles s'effectue l'importation de 2,000 vaches de race pie noire et sur les mesures qu'il compte prendre pour arrêter d'urgence le trafic inadmissible qui est en cours ». Discours : Développe son interpellation, pp. 573 à 576.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction, Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Parle de la question des investissements à l'étranger, demande au gouvernement qu'elle est sa politique générale, p. 593.

Motion d'ordre de Minnaert. Observation, p. 599.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse aux services de sécurité, p. 948.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se borne à quelques considérations relatives à des questions précises, p. 970.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore la liquidation tardive des pensions, critique les inégalités et discriminations arbitraires en cette matière, p. 1012. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1059.

Buisseret (*suite*)

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose deux questions au ministre, p. 1257.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour 1948; 2° Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° Interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : S'occupe du statut administratif, parle du recrutement et de l'avancement des magistrats, soulève la question de la réforme pénitentiaire, parle de l'organisation judiciaire, demande de s'occuper des indigènes de la brousse, traite de l'enseignement officiel, p. 1356.

Vote sur la motion de M. Godding, déposée en conclusion de son interpellation au ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discours : Déclare que la proposition de M. Godding est une mesure d'apaisement, p. 1374.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale; 2° le budget de l'armée; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame un statut du gendarme, s'intéresse au traitement médical et aux fournitures de médicaments aux épouses, veuves et orphelins de gendarmes, aux allocations de ceux-ci, souhaite que les miliciens et volontaires de guerre, qui ont continué la guerre, reçoivent un statut qui les place sur le pied d'égalité avec ceux qui ont été faits prisonniers, p. 1496.

Par motion d'ordre souhaite que le ministre des finances soit présent lors de la discussion de son budget, p. 1500.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parastatiques. Discussion générale. Discours : Appuie les considérations développées par M. Doutrepont, p. 1698.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Fait une observation, p. 1745. — Relève quelques points exposés par le ministre des finances, reproche au ministre de camoufler l'opération tendant à l'étatisation de la Banque Nationale, p. 1750.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1796 et p. 1798.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Proteste contre le manque de bon sens de l'administration, p. 1874. — Se rallie au renvoi en commission des deux dernières propositions, fait deux rectifications, p. 1878.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Examen en seconde lecture de l'article 1er. Discours : Retient que l'on s'est rendu compte qu'il fallait supprimer certaines discriminations, déclare ne pouvoir se rallier à la procédure proposée, réclame justice pour les grands invalides, p. 1889. — Répond au ministre du budget, désire que l'on tienne compte des protestations silencieuses devant le parlement des délégués des anciens combattants, p. 1892.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1893.

Buisseret (*suite*)

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion des articles. Art. 1er, litt. *c*. Déclare avoir réintroduit les amendements présentés à la Chambre par M. Rey, p. 1902. — Précise le but de son amendement subsidiaire, p. 1909.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Discussion générale. Discours : Défend son amendement, p. 1925.

Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation. Dépose cette proposition, p. 1992.

Par motion d'ordre insiste pour que, dès la rentrée des vacances parlementaires, la commission compétente s'occupe de la proposition de loi relative aux pensions du personnel provincial et communal et de la proposition concernant la péréquation des pensions de la Caisse de Retraite, p. 2029.

C

Casterman, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi qu'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Catala, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Attribue au régime dirigiste les difficultés dont souffre l'industrie charbonnière, p. 661. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 782.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

Projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1811.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Reconnaît la grande importance de la réforme mais regrette que le texte n'ait pas tenu compte des suggestions des divers groupements, déclare que le projet renferme trois vices fondamentaux, demande le renvoi en commission, p. 1977.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2018.

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Catteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 83. Proposition de loi accordant une pension à Mlle Janson, fille de M. Paul-Emile Janson, et à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.

N° 209. Amendement proposé au texte adopté par la commission. Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

N° 378. Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, veuve de M. Arthur Vanderpoorten.

N° 507. Amendements. Projet de loi portant organisation de l'économie

Ann. — Propose la candidature de M. Buisseret comme 3e vice-président du Sénat, p. 5. — Elu secrétaire du Sénat, p. 6.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi qu'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Interpellation de M. de Dorlodot à M. le ministre du ravitaillement « au sujet des fermetures ordonnées aux magasins par décision administrative contraire aux déclarations ministérielles ». Discussion. Discours : Joint ses protestations à celles de M. de Dorlodot, p. 108.

Proposition de loi accordant une pension à Mlle Janson, fille de M. Paul-Emile Janson, et à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten. Dépose cette proposition, p. 192.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion des articles. Art. 3. Attire l'attention sur l'imprécision de la définition du grand magasin, p. 403.

Catteau (*suite*)

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Appuie M. Buisseret, p. 406.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi reduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion des articles. Art. 1er. Conteste l'utilité du projet de loi soumis, pose une question à M. le ministre. Art. 4. Propose la suppression de l'article 4, pp. 694, 700.

Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». Discussion générale. Discours : S'étonne de la lenteur mise dans l'application de la loi Vanderpoorten, se réjouit de voir la création d'écoles moyennes dans certaines régions du pays, déclare que le groupe libéral votera le projet, p. 750.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Motion d'ordre de M. Dierckx. Rectification, p. 899.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question des finances communales, p. 944.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souligne que les dépenses de l'enseignement ne représentent que 5.68 p. c. de l'ensemble du budget de l'Etat, demande d'améliorer les locaux scolaires, évoque les raisons de la récente crise ministérielle, s'intéresse à l'enseignement technique, critique les mesures prises par le département, parle des subsides accordés, p. 1089.

Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, veuve de M. Arthur Vanderpoorten. Dépose cette proposition, p. 1326.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Soulève la question de savoir si la Banque Nationale manque d'indépendance vis-à-vis des intérêts privés, constate qu'il n'est pas nécessaire de modifier le statut de la Banque Nationale pour garantir son indépendance, déclare que le groupe libéral ne veut pas de la nationalisation de la Banque, même par le truchement d'une étatisation non déclarée; soulève la question du droit de vote, défend les intérêts des actionnaires, estime qu'il est désirable de maintenir à la Banque un pouvoir autonome capable d'entrer en conflit avec le gouvernement et obligeant le parlement à prendre souverainement la décision finale, met les groupes en garde contre toute réforme de cette espèce, pp. 1738 à 1742. — Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion de l'article 1er, § 9, p. 1767.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1893.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Discours : Affirme que l'Etat veut se rendre maître de la S. N. C. I. tout comme il l'a fait pour la Banque Nationale, formule quelques observations, demande qu'au sein du conseil d'administration il y ait des représentants des industries privées, déclare appuyer l'amendement tendant à sauvegarder les intérêts de l'industrie, demande plus de souplesse dans la désignation des membres du conseil de gestion, p. 1897.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet est amputé de certains éléments importants, marque sa préférence pour une organisation librement consentie sous le contrôle du pouvoir exécutif, déclare que le groupe libéral est partisan d'une organisation de l'économie conçue et élaborée par les producteurs eux-mêmes et que les conseils d'entreprises, tels qu'ils sont constitués dans le projet, postulent la lutte des classes, estime que la compétence de ces conseils devrait

Catteau (*suite*)

être limitée, p. 1990. — Discussion des articles. Art. 4. S'oppose au pouvoir discrétionnaire du seul ministre pour la nomination du secrétaire du conseil, p. 1999. — Proteste contre l'emploi des termes « conseils professionnels » au lieu de « conseils économiques », p. 2000.

Projet de loi modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs. Discours : Demande la disjonction, le chapitre concernant les spectacles et divertissements faisant l'objet d'un amendement; cette demande n'étant pas acceptée, déclare que le groupe libéral émettra un vote négatif, p. 2018.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Estime que la réforme proposée simplifiera la fiscalité des communes et apportera une plus grande justice distributive dans la répartition des impôts, formule quelques réserves quant à la situation financière des grandes villes et à l'amendement tendant à instituer un fonds du tourisme, p. 2111.

Ciselet (Mme), sénateur coopté.

Doc. — N° 20. Rapport : Projet de loi sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre.

N° 26. Rapport complémentaire : Projet de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2, du Code pénal.

N° 73. Proposition de loi modifiant le titre V du livre III du Code civil sur le contrat de mariage et instituant comme régime matrimonial légal le régime des biens matrimoniaux.

N° 225. Rapport complémentaire : Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

N° 304. Deuxième rapport complémentaire : Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

N° 318. Proposition de loi autorisant les femmes à exercer les fonctions de notaire.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. Discussion générale. Discours : Invite l'assemblée à voter le projet, p. 96.

Projet de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2, du Code pénal. Discussion générale. Discours : Invite l'assemblée à voter le texte présenté par la commission, p. 98.

Proposition de loi modifiant le titre V du livre III du Code civil sur le contrat de mariage et instituant comme régime matrimonial légal le régime des biens matrimoniaux. Dépose cette proposition, p. 126.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : Fait un exposé du projet, p. 415. — Discussion des articles. Art. 1, 2, 8, 13, 15, 19, 34, 45, 54, 56. Intervient dans cette discussion, pp. 423, 426, 427, 428, 432, 434, 436, 438.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Applaudit à l'heureux aboutissement de longs efforts, regrette que la Chambre ait cru devoir en retarder l'application, fait une remarque à M. le ministre de l'intérieur, p. 705.

Proposition de loi autorisant les femmes à exercer les fonctions de notaire. Dépose cette proposition, p. 780.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause de certains petits pensionnés, réclame la péréquation et l'unification des pensions, s'intéresse à la cause des veuves des agents de l'Etat, p. 1008.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore l'empirisme qui préside à l'octroi des assurances sociales, préconise des remèdes, p. 1136.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait quelques remarques au sujet de l'arrêté de février 1948 transformant le Conseil supérieur de l'assistance en un Conseil de l'assistance et du service social, s'intéresse à la protection de la santé, rectifie une erreur glissée dans le rapport de la Chambre, parle de l'éducation physique, soulève la question des allocations familiales, pp. 1453 à 1455.

Ciselet (Mme) (*suite*)

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : S'en réfère à son rapport, p. 1575. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 1576. — Art. 25. Intervient dans cette discussion, p. 1580. — Art. 45. Intervient dans cette discussion, p. 1582.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

Projet de loi modifiant le chapitre VII de la loi du 18 juin 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe libéral votera le projet, p. 1695.

Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe libéral votera le projet, parle de l'aspect international de la question, demande au Sénat de voter le projet à l'unanimité, p. 1710.

Clays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Critique la façon de procéder de certains juges et cite plusieurs cas flagrants. Déclare que les faits cités sont fondés, pp. 517, 518.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Demande que le tribunal de Courtrai soit classé dans la première catégorie, p. 884.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Clerckx, sénateur provincial de Limbourg.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie. Discussion générale. Discours : Réclame une liberté économique totale dans l'industrie charbonnière, soulève la question du rendement par ouvrier, demande de mettre fin à l'affluence de la main-d'œuvre étrangère, réclame des moyens de transport pour les ouvriers, soulève la question de la petite propriété terrienne, p. 1156.

Coeckelbergh, sénateur coopté.

Doc. — N° 157. Rapport : Proposition de loi modifiant les articles 4 et 45 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes.

N° 178. Amendements proposés au texte de la commission : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

N° 187. Sous-amendement : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

N° 417. Rapport : Projet de loi modifiant le chapitre VII de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

N° 402. Rapport : Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires.

N° 529. Rapport complémentaire : Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires.

Ann. — Proposition de loi modifiant les articles 4 et 45 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 414.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Défend ses amendements, p. 495. — Répond au ministre, p. 497.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Coeckelbergh (*suite*)

Proposition de loi modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours : Commente l'amendement, p. 567.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réjouit des progrès accomplis dans la voie de la justice sociale, p. 1134.

Projet de loi modifiant le chapitre VII de la loi du 18 juin 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1591.

Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1636. — Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à se rallier au texte amendé par la commission, p. 1690.

Projet de loi modifiant le chapitre VII de la loi du 18 juin 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. Discussion générale. Discours : Propose l'adoption du projet, p. 1695.

Coenen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Interpellation de M. Nothomb « sur les conditions nouvelles de la politique extérieure et intérieure de la Belgique au lendemain des délibérations de l'O. N. U. et de la constitution du Komjnform, et à la veille de la conférence des puissances pour la solution du problème allemand ». Discours : Sur le capitalisme exploiteur, p. 37.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Donne lecture du rapport sur le projet de loi tendant à proroger l'article 8 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques, p. 203.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assumer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif au classement des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Cossée de Maulde (vicomte), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Ann. — Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale. Discours : Pose une question à M. Moulin, p. 453.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Commente certaines conclusions de la commission militaire mixte, soulève la question de l'utilisation de l'énergie atomique, réclame une armée de spécialistes, examine la composition

Cossée de Maulde (*suite*)

nouvelle de l'armée, parle de l'installation de notre base militaire au Congo, réclame une force navale, insiste sur l'importance militaire de l'aviation et soulève la question du cadre des officiers, p. 1494.

Craeybeckx ,sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 245. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen.

N° 494. Rapport complémentaire : Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 712.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Démontre dans quel esprit il importe d'interpréter le texte de l'article 2, propose au Sénat de voter le projet avec les trois amendements de la commission, p. 859.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1059.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen. Dépose le rapport complémentaire sur cette proposition, p. 1820.

Craps, sénateur coopté.

Doc. — N° 69. Rapport : Projet de loi portant dissolution de l'Office belge d'information et de documentation (Inbel).

N° 75. Rapport : Projet de loi approuvant l'Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, signé à Neuchâtel, le 8 février 1947.

N° 90. Rapport : Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'organisation internationale des réfugiés.

Ann. — Projet de loi portant dissolution de l'Office belge d'information et de documentation. Dépose le rapport sur ce projet, p. 176.

Projet de loi approuvant l'arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, signé à Neuchâtel, le 8 février 1947. Donne lecture du rapport sur ce projet, p. 203.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. Dépose le rapport et en donne lecture, p. 214.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet,p. 468.

Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 492.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Crommen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Doc. — N° 56. Rapport : Projet de loi déclarant l'arrêté-loi du 28 février 1947, relatif à la liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, non applicable aux communes et commissions d'assistance publique de fait créées durant l'occupation.

N° 77. Rapport : Projet de loi tendant à proroger l'article 8 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques.

N° 493. Rapport : Proposition de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

Ann. — Projet de loi déclarant l'arrêté-loi du 28 février 1947, relatif à la liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, non applicable aux communes et commissions d'assistance publique et de fait créées durant l'occupation. Dépose le rapport sur ce projet, p. 133.

Interpellation de M. Minnaert « sur la situation tragique des ouvriers du port de Gand durement touchés par le chômage ». Discours : Fait siennes les paroles de M. Ronse et réclame une nouvelle écluse à Terneuzen, p. 251.

Crommen (*suite*)

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 455. Propose d'adopter l'amendement du gouvernement et de rejeter l'amendement Godding, p. 631.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des membres du corps enseignant, défend l'accord intervenu entre le P. S. C. et le P. S. B., constate la grande tolérance du P. S. B.., parle de la surveillance médicale, s'intéresse aux cours de pédagogie, soulève la question des barèmes des inspecteurs cantonaux, se réjouit de l'application de la loi Vanderpoorten, réclame la liberté en fait d'enseignement, p. 1093.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

Proposition de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire. — Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1819.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Examine : 1° pourquoi le parlement discute seulement maintenant la proposition qui fut déjà déposée il y a trois ans; 2° si la proposition peut avoir un résultat positif; 3° si les socialistes craignent d'être désavoués par le corps électoral; 4° si tous les éléments de la question sont connus; 5° quelles seraient les conséquences morales d'une consultation nationale, demande des éclaircissements au sujet des sommes octroyées à M. Pirenne pour la propagande belge en Suisse pendant la guerre, pp. 2056 à 2061.

Par motion d'ordre déclare que les sommes touchées par M. Pirenne pendant la guerre constituaient des avances et qu'elles ont été remboursées, p. 2099.

D

Dachet-Baudson (Mme), sénateur provincial de Namur.

Ann. — Validation de ses pouvoirs et prestation de serment, p. 2038.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

d'Aspremont Lynden (comte), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 249. Rapport : Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948.

N° 299. Rapport : Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948.

N° 459. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération économique intervenu entre le royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Bruxelles, le 2 juillet 1948.

Ann. — Interpellation de M. Nothomb « sur les conditions nouvelles de la politique extérieure et intérieure de la Belgique au lendemain des délibérations de l'O. N. U. et de la constitution du Kominform, et à la veille de la conférence des puissances pour la solution du problème allemand ». Discours : Proteste contre une calomnie du *Drapeau rouge*, p. 35.

Par motion d'ordre demande au ministre de l'agriculture de faire une déclaration sur la pénurie de pommes de terre, p. 48.

Au nom du groupe P. S. C. rend hommage à M. le premier ministre à l'occasion du dépôt du projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France ,le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, p. 655.

Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. Discussion générale. Discours : Parle de deux textes constitutionnels, critique les dépenses sous forme d'avances de trésorerie, attire l'attention sur les crédits consentis et que le parlement aurait refusés, invite le Sénat à se montrer vigilant, p. 674.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Dépose le rapport et en donne lecture en français, p. 174.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Réplique à M. Libois, déclare qu'après les événements qui se sont produits, il faut que la démocratie se dresse pour la défense de la liberté, p. 720.

d'Aspremont Lynden (comte) (*suite*).

Par motion d'ordre, demande au gouvernement à connaître ses intentions au sujet de l'organisation administrative du plan Marshall en Belgique, p. 992.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1054. — Discussion générale. Discours : Demande de prendre des mesures afin de faciliter les contacts avec notre zone d'occupation, parle de notre commerce d'exportation, répond aux objections communistes relatives au plan Marshall, constate que nos prix de revient sont plus élevés que ceux de nos concurrents, constate la difficulté de se mettre d'accord sur un plan général de paix, dénonce les menées communistes, demande de prendre les précautions nécessaires dans le domaine militaire, p. 1190.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Désire obtenir une déclaration du ministre au sujet des voyages accomplis par des généraux des armées alliées en Belgique, p. 1510.

Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1710.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'Accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : S'oppose à la proposition d'ajournement de M. Taillard, déclare qu'il s'agit d'une manœuvre dilatoire des communistes, et que le gouvernement n'aurait pu agir autrement que comme il a agi, p. 1815. — Répond à M. Taillard, situe le plan Marshall dans son atmosphère, estime qu'il faudra vaincre de grosses difficultés, déclare que toutes les ressources nationales doivent être utilisées pour arriver au but, soulève la question des capitaux et investissements américains, souhaite l'arrivée de techniciens américains pour nous donner des conseils, parle de la main-d'œuvre, des dons et des prêts, attire l'attention sur la note interprétative n° 11, aborde l'article 5, signale que l'Amérique ne nous demande des matières stratégiques qu'à des conditions raisonnables, déclare que notre souveraineté reste intacte, p. 1823 à 1827. — Répond à M. de Dorlodot, p. 1831.

De Block, sénateur provincial de Flandre orientale .

Doc. — N° 53. Rapport : 1° Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail; 2° proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.

N° 194. Rapport : Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1948.

N° 325. Amendement : Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948.

N° 327. Rapport : Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948.

N° 343. Rapport : Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948.

N° 377. Rapport : Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, modifié par celui du 28 février 1947, relatif aux accidents du travail survenus aux gens de mer.

N° 447. Rapport : Projet de loi approuvant l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Signale quelques caractéristiques du recensement, p. 17.

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Prise en considération. Intervention, p. 114.

1° Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail; 2° proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Donne lecture de son rapport, p. 132. — Demande l'adoption de la proposition de M. Servais, p. 135.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

De Block (*suite*)

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 494. — Discussion générale. Discours : Rend hommage aux dirigeants des services frigorifiques, p. 569.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. Godding, parle du plan décennal, pose deux questions au ministre, p. 614.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Manifeste son inquiétude au sujet de la main-d'œuvre indigène, parle du rééquipement, s'intéresse aux prix de vente, déclare s'opposer à l'amendement proposé par M. De Smet, répond à MM. De Smet et Boulanger, insiste pour que le projet soit voté sans modification, p. 652.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1148.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande quelles mesures le ministre envisage de prendre pour permettre aux industriels belges d'équiper leurs entreprises dans les mêmes conditions que leurs concurrents étrangers, p. 1149.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1180.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souligne que la situation économique est satisfaisante, bien qu'un certain malaise se manifeste dans quelques secteurs, recommande la réorganisation de l'industrie, réclame une intensification de la production, parle du plan Marchall, fait un appel à l'épargne en vue de la reconstitution des richesses détruites par la guerre, p. 1246.

Vote sur l'ordre du jour pur et simple de MM. De Bruyne et Matagne concernant les budgets des ministères de la coordination économique et du rééquipement national et du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Justifie le vote de son groupe, p. 1266.

Projet de loi portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, modifié par celui du 28 février 1947 relatif aux accidents du travail survenus aux gens de mer. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1320.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Formule quelques observations au sujet de certaines interventions, émet quelques considérations concernant le rapport, souligne le côté illogique de l'augmentation des tarifs des tramways le dimanche, parle de la coordination des transports, soulève la question du statut de la S. A. B. E. N. A., parle de l'I. N. R., pp. 1323 à 1326.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes. Discussion générale. Discours : Défend le projet, conteste la compétence des dirigeants de l'armement d'avant 1940, p. 1550.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Projet de loi approuvant l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1713.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Discussion générale. Discours : Expose la mission de la F. A. O., déclare que le vote du projet constitue un acte de foi dans la

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Constate que la discussion a porté beaucoup plus sur les intentions supposées du projet que sur les textes, déclare que l'initiative privée n'est plus capable de résoudre les grandes questions et que le système économique devra subir des changements profonds, examine plusieurs points du projet, p. 1970. — Discussion des articles. Art. 15. Intervient dans la discussion, p. 2005.

De Boodt, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 241. Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, en ce qui concerne les miliciens des classes 1946 et 1947.

N° 485. Amendement : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 6.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. Discussion générale. Discours : Demande la remise de la discussion jusqu'à ce que l'auteur de la proposition soit présent, p. 9.

Vote sur l'ordre du jour de confiance au gouvernement, suite à l'interpellation de M. Glineur. Intervention, p. 388.

Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligtaions de service. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre et au rapporteur, espère que tous les sursitaires des classes 1946 à 1948 seront définitivement exemptés, p. 502.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des ingénieurs agronomes, défend les intérêts de l'agriculture, réclame pour l'Allemagne occupée un attaché qui puisse défendre les intérêts belges et réclame des mesures pour combattre le doryphore, les chardons et les chenilles; parle de la F. A. O., soulève la question des directions provinciales agricoles, demande un crédit supplémentaire pour le subside accordé à l'Institut national du houblon et se rallie à l'action entreprise par M. Van Peteghem au sujet des lapins sauvages, p. 1040.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1057.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des agriculteurs, attire l'attention sur la situation déplorable des machines agricoles que l'on met à la disposition des différents instituts agronomiques, p. 1152.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de la situation linguistique à l'armée et des journaux de l'armée, proteste contre le fait qu'il soit prévu plus de miliciens en 1949 qu'en 1948, préconise une aviation puissante et l'établissement d'une base militaire à la colonie, p. 1503.

Projet de loi ouvrant, pour l'exercice 1948, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'administration belge de coopération économique. Discussion générale. Discours : Demande à combien s'élève le nombre des fonctionnaires chargés d'appliquer le plan Marshall, p. 1572.

Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Amendé par la Chambre.) Donne lecture en néerlandais du rapport de M. Derbaix sur ce projet, p. 1632.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. Donne lecture en néerlandais du rapport de M. Lapaille sur ce projet, p. 1634. — Donne lecture, en néerlandais, du rapport de la commission concluant à la validation des pouvoirs de M. Bernard, Henri, en remplacement de M. Maquet, décédé, p. 1752.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rente pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Manifeste son étonnement de voir que la défense nationale n'a pas participé à l'examen du projet, espère qu'on fera droit aux réclamations formulées par les porteurs de la croix de guerre, motive son amendement à l'article 9, demande que s'il est sursis au paiement de la pension au cours de la durée d'une peine de condamnation ou de la perte de droits civils, il soit procédé au paiement de cette pension immédiatement après, p. 1789. — Demande le vote par appel nominal de son amendement, p. 1793. — Déclare maintenir son amendement, p. 1795.

De Boodt (*suite*)

Pour fait personnel, relève une déclaration offensante de M. Fonteyne, p. 1814.

Pour fait personnel, relève des propos outrageants de M. Glineur, p. 1814.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Discussion générale. Discours : Souligne qu'à trois reprises les Chambres ont approuvé des crédits pour l'exécution d'un acte international qui n'est pas encore approuvé, déclare ne pouvoir admettre que l'on abuse de la F. A. O. dans des buts spéculatifs, p. 1945.

De Bruyne, Edg., sénateur coopté.

Ann. — Nomination du bureau. Propose la réélection de M. Gillon, p. 4. — Propose d'élire tous les vice-présidents de la législature précédente, p. 4. — Présente la candidature de M. Mullie comme 2e vice-président, p. 5.

Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Sur la recevabilité de l'ordre du jour, p. 57.

Projets de loi contenant : 1° le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 3° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Parle des subsides octroyés aux missions chrétiennes et de la question linguistique, p. 59.

Motion d'ordre de M. le baron de Dorlodot. Observation, p. 74.

Incident relatif à la demande d'interpellation de M. de Dorlodot. Intervention, p. 88.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 115.

Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Au sujet des ordres du jour déposés, p. 371.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Dicussion générale. Discours Proteste contre certaines allégations de M. Fonteyne à l'adresse du cardinal et demande qu'il soit procédé par appel nominal au vote sur l'amendement de MM. Doutrepont et Mazereel, p. 449.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Appuie M. Gillon pour l'ajournement, p. 498.

Demande d'interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Répond aux observations de M. Bouilly, p. 540.

Interpellation de M. Buisseret à M. le ministre de l'agriculture « sur les conditions anormales dans lesquelles s'effectue l'importation de 2,000 vaches de race pie noire et sur les mesures qu'il compte prendre pour arrêter d'urgence le trafic inadmissible qui est en cours ». Discours : Déclare retirer l'ordre du jour pur et simple qu'il pensait déposer, p. 580.

Motion d'ordre de M. de Dorlodot. Observations, p. 648.

Par motion d'ordre, propose de passer au vote de l'article 1er du projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité, d'y procéder par appel nominal et demande à pouvoir faire une déclaration, avant le vote, au nom du groupe P. S. C. Motive le vote de son groupe, p. 698.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Au nom du groupe P. S. C., rend hommage aux femmes, défend la cause de la femme dans la vie politique, p. 704.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Souligne les arguments qui plaident en faveur du pacte, déclare que le P. S. C. approuve le traité sans réserve, p. 720.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Propose le vote immédiat du projet, p. 893.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Dépose un ordre du jour pur et simple, p. 1056. — Observations.

De Bruyne, Edg. (*suite*)

Projets de loi contenant les budgets du ministère de la coordination économique et du rééquipement national et du ministère du combustible et de l'énergie. Dépose un ordre du jour pur et simple, p. 1266.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° Interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Insiste sur les aspects financiers du problème colonial, parle du plan décennal, du problème de l'harmonisation des besoins immédiats, réclame une politique hardie de progrès social et de civilisation pour les indigènes, déclare qu'il se pose un problème de financement de la colonie, soulève la question des emprunts, s'occupe du fonds de crise et de l'auto-financement, s'intéresse à l'amélioration du standing de l'indigène, se préoccupe des statistiques, pp. 1301 à 1305.

Vote sur la motion de M. Godding, déposée en conclusion de son interpellation au ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo ». Discours : Déclare que son groupe ne votera pas le vœu proposé par M. Godding, p. 1375.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (n° 76, S. E., 1946). Discussion générale. Discours : Examine les positions respectives des partis de gauche, regrette que la proposition des libéraux écarte *ipso facto* la proposition de consultation nationale, déplore l'attitude et la résolution des socialistes, fait appel à leur sentiment pour l'intérêt du pays, déclare que la solution d'une consultation nationale, proposée par le parti social chrétien, est parlementaire et que le pays aura à se prononcer tôt ou tard sur cette question, évoque la lettre du Roi par laquelle celui-ci s'engage à se soumettre au verdict de la nation, fait allusion au discours prononcé par M. Spaak devant l'O. N. U., révélant l'esprit qui anime les masses populaires de l'Occident, pp. 2043 à 2045.

Motion d'ordre de M. Bouilly proposant de limiter le temps de parole à cinq minutes en ce qui concerne la discussion de la proposition instituant une consultation nationale. Intervention, p. 2083.

Dépose un ordre du jour de confiance en conclusion de l'interpellation de M. Fonteyne au ministre de la justice « sur sa politique à l'égard des travailleurs étrangers », p. 2154.

De Bruyne (Victor), sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 188. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et affectant d'un coefficient 4 les avoirs libellés en francs au 1er janvier 1940 dans le calcul des éléments considérés pour l'établissement de l'impôt.

N° 189. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et visant à compter au prix de « remplacement » la valeur d'une tête de bétail au lieu du prix de « réquisition ».

N° 209. Amendement proposé au texte adopté par la commission : Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

N° 469. Rapport : Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et visant à compter au prix de « remplacement » la valeur d'une tête de bétail au lieu du prix de « réquisition ». Dépose le rapport sur ce projet, p. 469.

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et affectant d'un coefficient 4 les avoirs libellés en francs au 1er janvier 1940 dans le calcul des éléments considérés pour l'établissement de l'impôt Dépose le rapport sur cette proposition, p. 469. — Discussion générale. Discours Motive les raisons pour le rejet de la proposition de M. de Dorlodot, p. 506.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

De Bruyne (Victor) (*suite*)

Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1723.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Réfute les critiques émises contre le projet, déclare que la politique des impôts a une signification économique et sociale, estime pouvoir démontrer que le groupement des petites communes ne ferait que rendre plus aigus les problèmes financiers, déclare que le projet mettra fin à l'influence néfaste de la conjoncture descendante et ascendante, conclut en donnant les raisons pour lesquelles le rapport réalise une des plus importantes réformes proposées depuis la guerre, p. 2125.

De Clercq, sénateur coopté, questeur du Sénat.

Doc. — N° 167. Rapport : Projet de loi relatif à la procédure devant la Cour de cassation et complétant l'article 40 de la loi du 15 juin 1935, concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

N° 288. Rapport : Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre.

N° 460. Rapport : Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie.

N° 513. Rapport : Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 8.

Demande d'interpellation de M. Fonteyne. Observation, p. 89.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Demande, dans certains cas, une attitude plus conciliante de l'administration des finances, p. 81.

Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties. Discussion générale. Discours : Appuie les conclusions de M. Eyskens, p. 129.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 9. Intervention, p. 310. — Pose une question au rapporteur, p. 314.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Demande quelques renseignements au rapporteur, p. 545.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Dépose le rapport sur ce projet, p. 844. — Discussion générale. Discours : Constate l'unanimité au sujet de l'urgence du vote de la loi en discussion, p. 892. — Discussion des articles. Art. 17. Intervient dans cette discussion, p. 896.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Combat le système préconisé par M. Fonteyne, p. 978.

Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Amendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Présente quelques observations d'ordre juridique, 1632. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Discours : Répond aux objections de M. Catteau, p. 1899.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Dépose le rapport sur le projet amendé par la Chambre et en donne lecture, p. 2027.

De Coene, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Discours sur le renvoi en commission, p. 295. — Au sujet de certaines zones de régions industrielles, p. 300. — Art. 9. Donne quelques précisions, p. 326. — Art. 11*ter*. Pose une question à M. Ancot, p. 341.

Interpellation de M. de Dorlodot adressée à MM. les ministres du ravitaillement et de l'intérieur : « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie réquisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut, ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie réquisitionnée par la province de Hainaut ». Discours : Demande au ministre du ravitaillement de s'occuper de toutes les laiteries se trouvant dans le même cas, p. 1944. — Vote sur les ordres du jour proposés par M. de Dorlodot et par MM. de la Barre d'Erquelinnes et Bouilly en conclusion de cette interpellation. Intervient dans la discussion, p. 2017.

de Dorlodot (baron), sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 19. Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale.

N° 39. Amendement : Projet de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance destinée à garantir la responsabilité civile des propriétaires de véhicules automobiles en cas d'accident.

de Dorlodot (*suite*)

N° 49. Amendement : Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948.

N° 78. Amendement : Projet de loi de finances pour l'exercice 1948.

N° 120. Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 148. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

N° 173. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les antérieures, les dispositions de la loi sur la milice, le recruinaptes et les miliciens des classes 1949 et immédiatement tement et les obligations de service.

N° 192. Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays.

N° 287. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au recensement des titres belges et étrangers.

N° 329. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948.

N° 432. Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution.

Ann. — Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Dépose cette proposition, p. 48.

Projets de loi contenant : 1° le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 3° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruandi-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Parle d'un film de propagande coloniale dont certains passages, où paraissait le Roi, avaient été supprimés, p. 59.

Par motion d'ordre, rappelle au Sénat que son interpellation à M. le ministre du ravitaillement avait été fixée la veille et que le ministre du ravitaillement n'était pas présent, p. 74.

Incident relatif à sa demande d'interpellation. Intervention, p. 87.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Justifie la raison d'être de cette proposition, p. 79. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 85.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1945. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Projet de loi sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, par application de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Projet de loi tendant à modifier l'article 443, alinéa 2, du Code pénal. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 100.

Interpelle M. le ministre du ravitaillement « au sujet des fermetures ordonnées aux magasins par décision administrative contrairement aux déclarations ministérielles ». Discours : Développe son interpellation, p. 105.

Interpellation de M. Fonteyne « sur la hausse des loyers ». S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 118.

Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition, p. 127.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Rappelle la raison pour laquelle il a déposé un amendement, p. 137.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 139.

Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Proteste contre le fait qu'un rapport si important soit parvenu si tardivement aux membres, demande le respect des engagements, p. 147. — Répond à M. Doutrepont, p. 150.

Projet de loi portant dissolution de l'Office belge d'information et de documentation (Inbel). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 205.

de Dorlodot (*suite*)

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Sur le calcul des impôts. Maintient son amendement, pp. 184, 185. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 189.
Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.
Projet de loi concernant les douanes et accices. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.
Projet de loi déclarant l'arrêté-loi du 28 février 1947, relatif à la liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, non applicable aux communes et commissions d'assistance publique de fait créées durant l'occupation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 205.
Projet de loi tendant à proroger l'article 8 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 205.
Projet de loi approuvant l'arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, signé à Neuchâtel, le 8 février 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 205.
Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 205.
Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.
Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 241.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 4. Discours sur les clauses du bail, p. 272.
Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Dépose cette proposition, p. 315.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 389.
Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Dépose cette proposition, p. 390.
Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les inaptes et les miliciens des classes 1949 et immédiatement antérieures, les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Dépose cette proposition, p. 414.
Proposition de loi portant suppression du diplôme de droguiste. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 419.
Projet de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Dépose cette proposition, p. 449.
Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 492.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.
Projet de loi relatif à la procédure devant la Cour de cassation et complétant l'article 40 de la loi du 15 juin 1935, concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 492.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.
Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Insiste pour l'adoption de sa proposition, p. 501. — Répond à trois objections p. 502.
Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et visant à compter au prix de « remplacement » la valeur d'une tête de bétail au lieu du prix de « réquisition ». Discussion générale. Discours : Insiste pour l'adoption de sa proposition. Déclare vouloir remplacer la politique fiscale excessive par une politique de confiance et de crédit, . 507.
Projet de loi approuvant l'accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Discussion générale. Discours : Soulève le fond de la question, critique la politique suivie par les alliés vis-à-vis de l'Allemagne, parle des réquisitions. Soulève une contestation au sujet des opérations commerciales, répond au premier ministre, pp. 510, 512.

de Dorlodot (*suite*)

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 527.
Projet de loi complétant, en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail (amendé par la Chambre des représentants). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 526.
Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Proposition de loi modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction, Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles. » Discours : Critique la carence du gouvernement, déclare ne pouvoir admettre que les dépôts belges à l'étranger ne soient pas garantis, p. 594.
Demande d'interpellation à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre du ravitaillement et des importations : « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie réquisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie réquisitionnée par la province de Hainaut ». Se déclare d'accord, p. 598.
Par motion d'ordre, déclare représenter ses amendements repoussés en commission au sujet du vote des femmes, p. 648.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 783.
Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 783.
Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 783.
Projet de loi concernant l'application des lois relatives aux impôts directs, aux revenus cadastraux afférents, pour les années 1947 et 1948, aux immeubles industriels par nature et par destination. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 784.
Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des orphelins des guerres 1914-1918 et 1940. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 784.
Projet de loi comportant des mesures transitoires relatives aux allocations pour victimes civiles de la guerre 1940-1945. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 785.
Projet de loi fixant une date limite pour l'introduction des demandes en indemnisation du chef de réquisitions effectuées par les troupes belges. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 785.
Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 786.
Projet de loi reportant au 30 juin 1948 la clôture des opérations de liquidation et d'ordonnancement des dépenses relatives à l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 786.
Projet de loi modifiant le § 2 de l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.
Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.
Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.
Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946 prorogeant, en raison des événements de guerre, les délais en matière de propriété industrielle et la durée des brevets d'invention. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

de Dorlodot (*suite*)

Demande qu'une commission d'enquête parlementaire soit instituée au sujet du journal collaborateur *La Gazette de Charleroi*, p. 794.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial à rattacher au budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 802.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au recensement des titres belges et étrangers. Dépose cette proposition, p. 812.

Interpellation de M. Dierckx à M. le ministre des finances et à M. le ministre du budget « à propos des contradictions entre les documents officiels et les chiffres communiqués à la presse par M. le ministre des finances, concernant le rétablissement de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 1947, le montant du mali existant à la fin du dit exercice ainsi que le nombre d'agents actuellement en fonction ». Discours. Déclare que du point de vue de l'économie nationale, il n'y a pas de réduction d'impôts, constate que la fiscalité décourage l'épargne, p. 828.

Proposition de loi supprimant la case de tête des bulletins de vote pour les élections législatives et provinciales. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition, démontre l'avantage de la suppression de la case de tête, p. 848.

Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition, p. 955.

Projet de loi approuvant la Charte de l'Organisation mondiale de la santé, signée à New-York, le 22 juillet 1946. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 969.

Projet de loi relatif à la circulation des monnaies divisionnaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 969.

Projet de loi apportant modification à l'article 2 de la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 969.

Avise le Sénat du retrait de sa demande d'interpellation adressée à MM. les ministres de la justice et des finances au sujet de l'affaire *Gazette de Charleroi*, p. 970.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Marque son accord avec M. Orban de Xivry, p. 999. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 1003.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que les cultivateurs doivent être taxés sur leurs avoirs et gains réels, p. 1026. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 1065. — Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 1065.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Ordre du jour de méfiance de M. Leurquin et ordre du jour pur et simple de MM. E. De Bruyne et Mertens. Observations. S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 1056.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1059.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique longuement notre politique étrangère, déplore les avances consenties à nos voisins, parle des avoirs bloqués à l'étranger, craint la répétition des mêmes erreurs qu'en 1940, p. 1203.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 1235.

Vote sur l'ordre du jour pur et simple de MM. De Bruyne et Matagne concernant les budgets du ministère de la coordination économique et du rééquipement national et du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. S'abstient au vote, p. 1266.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1267.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'article 2 du projet, p. 1373.

Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1376.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1376.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1376.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1376.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1376.

de Dorlodot (*suite*)

Dépose une proposition d'enquête parlementaire au sujet du journal collaborateur *La Gazette de Charleroi*, p. 1428.

Rectification du président au sujet d'une déclaration de M. Dierckx laissant supposer que le règlement n'aurait pas été observé quant à la distribution des rapports des budgets. Observations, p. 1455.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande d'accorder des congés exceptionnels aux travailleurs agricoles se trouvant sous les drapeaux, p. 1514.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Discussion générale. Discours : Proteste contre le dépôt tardif du rapport et contre le fait que plusieurs commissions siègent en même temps, p. 1568.

Projet de loi portant approbation de l'accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948. Discussion générale. Discours : Demande plus de garanties quant aux prix, p. 1571.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Renouvelle ses critiques sur les méthodes de travail parlementaire, p. 1606.

Déclare s'absenter lors des votes sur l'ensemble des projets de loi ci-après : budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; budget des cultes pour l'exercice 1948; budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948; budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948; budget du ministère des finances pour l'exercice 1948; budget de la dette publique pour l'exercice 19448; budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948; projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1947 et pour l'exercice 1948; projet de loi ouvrant, pour l'exercice 1948, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'administration belge de coopération économique; budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; budget de l'armée pour l'exercice 1948; budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948; projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1948; budget des dotations pour l'exercice 1948; projets de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1947 et allouant dès crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1946 et antérieurs et à l'exercice 1947 (*Doc.*, n° 391 et n° 392); projets de loi : 1° conférant la naturalisation; 2° portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947; 3° portant revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, modifié par celui du 28 février 1947, relatif aux accidents du travail survenus aux gens de mer; 4° relatif aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification de certains actes de l'état civil; 5° portant prorogation de l'existence du « Fonds Bibliothèque Albert Ier », à partir du 1er janvier 1948; 6° portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique; 7° créant un établissement public dénommé « Office national belge d'expansion commerciale »; 8° octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires; proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse; projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries; projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949; projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général; projet de loi portant approbation de l'accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948; projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail; projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer; projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes. Déclare cependant qu'il aurait voté contre le budget de la dette publique, p. 1641.

Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Discussion sur la prise en considération. Intervient dans la discussion, p. 1689.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à

de Dorlodot (*suite*)

l'approvisionnement du pays; proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Proposition d'ajournement. Discours : S'oppose à cette procédure, p. 1702.

Adresse une demande d'interpellation au gouvernement au sujet des faits relatés dans l'interview du maréchal des logis pensionné Maurice B..., publié dans le journal *Vrai* du 4 juin 1948. Discours : Développe sa demande d'interpellation en rappelant les déclarations du maréchal des logis, qui prétend que certaines personnes ont sollicité de faux témoignages contre le chef de l'Etat, p. 1716.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944, relatif aux conditions [illegible] de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Critique la réforme proposée, affirme que ce sont les agissements de l'Etat qui ont nécessité l'obligation d'assainir le bilan de la Banque Nationale, déclare déposer une motion sur le bureau, motion qui est reproduite dans le rapport et qui a été déposée en commission, p. 1725 à 1727.

Par motion d'ordre, demande un accomodement permettant au Sénat d'entendre tous les discours. Observations de M. Ronse, p. 1737.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Parle des personnes privées de leurs droits civils à la suite d'une vengeance politique, p. 1793.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Rend hommage à l'esprit d'aide et de coopération des Etats-Unis, critique les méthodes de travail du Sénat, s'inquiète du sort réservé aux capitaux déposés par des particuliers belges aux Etats-Unis, p. 1830. — S'abstient au vote sur l'ensemble des projets de loi, p. 1831.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Déclare se rallier aux conclusions de la commission en ce qui concerne la première de ces propositions, estime que l'amnistie s'impose, critique la politique du gouvernement, cite des abus, exprime son indignation quant aux procédés inqualifiables dont les agriculteurs sont victimes, fait remarquer que le rapport contient une inexactitude, pp. 1872 à 1874. — Insiste pour que les propositions soient votées avant les vacances, p. 1878.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Discours : Estime que la S. N. C. I. dépend trop du gouvernement, émet des craintes au sujet des entreprises qui tenteraient de rester indépendantes, évoque un fait qui a été révélé grâce à une question posée [illegible] déclare émettre un vote négatif, p. 1899.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. Discussion générale. Discours : Déclare ne pouvoir voter le projet, regrette le doublement de la taxe sur le permis du port d'armes, p. 1912.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Regrette que « l'opportunité » de la proposition de consultation se produise à la veille des vacances, demande que le 15 septembre au plus tard ait lieu la discussion du fond de la question, p. 1935.

Développe son interpellation adressée à MM. les ministres du ravitaillement et de l'intérieur « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie réquisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut, ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie réquisitionnée par la province de Hainaut [illegible], p. 1939. — Répond aux déclarations du ministre du ravitaillement et des importations, p. 1944.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1963.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Justifie son vote. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.

de Dorlodot (*suite*)

Vote sur les ordres du jour proposés par M. de Dorlodot et MM. de la Barre d'Erquelinnes et Bouilly, en conclusion de l'interpellation de M. de Dorlodot à MM. les ministres de l'intérieur et du ravitaillement et des importations concernant la laiterie de Boussu-Walcourt. Intervient dans la discussion, p. 2016.

Projet de loi modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2019.

Projet de loi concernant les accises. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2020.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Réamendé par la Chambre.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2026.

Projet de loi modifiant l'article 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt [illegible] le capital. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2022.

Projet de loi réglant l'enseignement de la religion et l'enseignement de la morale dans les athenées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2023.

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi approuvant la convention générale sur les privilèges et immunités des Nations unies. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2024.

Projets de loi portant ratification de deux arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets de loi, p. 2024.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2032.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2026.

Pour fait personnel demande des précisions relatives à une parole injurieuse de M. Van Remoortel à son égard, p. 2060.

Motion d'ordre de M. Bouilly proposant de limiter le temps de parole à cinq minutes en ce qui concerne la discussion de la proposition instituant une consultation nationale au sujet de l'affaire royale. Intervention, p. 2083.

de Fraiteur, ministre de la défense nationale.

Ann. — Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Dépose ce projet, p. 98.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 137.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Dépose ce projet de loi, p. 192.

Projet de loi fixant une date limite pour l'introduction des demandes en indemnisation du chef de réquisitions effectuées par les troupes belges. Dépose ce projet, p. 353.

Projet de loi relatif au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 354.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale Discours : Répond à M. Moulin, p. 483. — Demande à M. Moulin de ne pas insister pour son amendement, p. 483

Proposition de loi modifiant temporairement les dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il déposera un projet de loi qui réglera la question, p. 502.

Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique. Dépose ce projet, p. 711.

Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Discours : Déclare se rallier à l'amendement de MM. Harmegnies et consorts, déclare que le gouvernement adopte le § 1er des amendements déposés par MM. Van Gerven et consorts, de même que leur amendement à l'article 2, déclare ne pouvoir approuver le texte de l'amendement proposé par MM. Van Gerven et consorts au § 2 de l'article 1er, maintient son point de vue, pp. 777, 778.

de Fraiteur (*suite*)

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. Buisseret, p. 1497. — Déclare que les projets de loi sur la milice seront présentés après les vacances parlementaires, fait savoir que les circonstances internationales nécessitent la revision du problème de la défense du territoire, regrette que l'O. N. U. n'ait pu organiser une force internationale, déclare que des contrats techniques permanents existent entre la Belgique et la Hollande et que la commission mixte préconise l'armée de qualité; parle de l'installation d'une base militaire au Congo et du développement de l'aviation, s'occupe de la défense civile, déclare que l'effort de réorganisation sera étendu sur un certain nombre d'années, cite le nombre de classes que comportera l'armée, parle de la situation de l'armée d'occupation, rend hommage au corps des forestiers et au service de Sédichar, en vient au commandement suprême, répond à M. Buisseret, parle de l'application de la loi linguistique, soulève la question des congés agricoles, déclare que les visites des généraux étrangers n'ont rien de commun avec l'accord militaire, examine la situation du corps de la gendarmerie, p. 1515.

Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique. Discussion générale. Discours : Répond à M. Mazereel, p. 1522.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes, pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Répond à M. P. De Smet, p. 1784. — Déclare qu'il n'a pas été touché aux droits des veuves de guerre, p. 1785 Répond aux deux questions posées par la commission, déclare que les prisonniers de guerre et les prisonniers politiques auront les mêmes droits, n'admet pas l'amendement de M. De Boodt, cite le nombre des pensions militaires supprimées pour incivisme, prie le Sénat de voter le projet, p. 1790. — Rectifie une erreur en ce qui concerne le nombre de pensions supprimées pour incivisme, p. 1792. — Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1796.

Projet de loi réglant les conditions de nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie. Dépose ce projet, p. 1964.

Degeer-Adère (Mme), sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

De Groote, ministre de la coordination économique et du rééquipement national.

Ann. — Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles ». Discours : Donne quelques détails sur la politique suivie dans le domaine de l'outillage, p. 398.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national. Discussion générale Discours : Rappelle les sommes consacrées au rééquipement depuis la libération, parle du recensement et du classement des besoins de l'industrie, évoque les efforts accomplis par les parastataux en vue du rééquipement, signale les expériences de gazéification poursuivies dans les charbonnages, déclare qu'une usine de raffinage de pétrole sera installée à Anvers, estime que les statistiques précises font souvent défaut en matière notamment de cadastre des industries, fait savoir que le département poursuit de nombreuses études pour essayer de valoriser le sous-sol belge, pp. 1145 à 1148. — Répond aux orateurs, p. 1152.

de Groote (H.), sénateur provincial de Flandre occidentale.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande aux ministres de la défense nationale et de la justice de s'intéresser davantage à la situation des membres du corps de la gendarmerie, p. 1514.

De Haeck, sénateur de l'arrondissement d'Audenaerde-Alost.

Doc. — N° 467. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 23 juillet 1926, portant création de la Société nationale des Chemins de fer belges, et les articles 20, 27 et 28 de l'arrêté royal du 7 août 1926, relatif aux statuts de la même société.

Ann. — Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Insiste en faveur de l'unification des pensions, p. 1010.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la gestion financière de la Société nationale des Chemins de fer belges examine quelques points particuliers, p. 1260.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande une priorité de raccordement pour les anciens abonnés qui avaient supprimé leur téléphone pendant la guerre, p. 1367.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la S. N. C. B. et les articles 20, 27 et 28 de l'arrêté royal du 7 août 1926 relatif aux statuts de la même société. Dépose cette proposition, p. 1727.

de Kerchove d'Exaerde (baron), sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 110. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 486. Amendement : Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question des cours d'eau non navigables et des wateringues, appuie les observations de M. Mondelaers à propos [illegible] cet objet, p. 1062.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur. Discussion générale. Discours : S'intéresse au régime d'écoulement des eaux à la frontière hollandaise, p. 1200.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Regrette que le gouvernement n'ait pas accepté la proposition de loi de M. Verbaet créant une flotte maritime, attire l'attention sur la gare d'Esschen, p. 1318.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Signale l'état lamentable des routes Rotterdam-Bruxelles et Anvers-Gand, p. 1445.

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Justifie son amendement, p. 1874.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Déclare que c'est par ordre du Roi que tous les produits recueillis par « La Gerbe du Roi » allaient, pendant l'occupation, à l'armée secrète et aux prisonniers politiques, p. 2080.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

de la Barre d'Erquelinnes (comte), sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.

Doc. — N° 335. Rapport : Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes.

N° 368. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 380. Rapport : Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes pour les exercices 1947 et 1948.

N° 504. Rapport complémentaire : Demandes de naturalisation.

N° 527. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 23 juillet 1926, portant création de la Société nationale des Chemins de fer belges, et les articles 20, 27 et 28 de l'arrêté royal du 7 août 1926, relatif aux statuts de la même société.

de la Barre d'Erquelinnes (comte) (*suite*)

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 8.
Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles ». Discours : Parle des résolutions de la conférence nationale du travail, demande de rationaliser la production, se plaint du trop grand nombre de détaillants, p. 396.
Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction navale et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1059.
Projets de loi tendant à conférer la naturalisation. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1254.
Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes : *a*) pour l'exercice 1947; *b*) pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ces projets, p. 1320.
Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur le passage du canal Mons-Condé à l'endroit dit « Pont-Canal », à proximité de Jemappes, p. 1445.
Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Discussion générale. Discours : Fait un exposé du problème d'une importance capitale pour l'équipement national, déclare que la Belgique doit s'efforcer de prendre dans le domaine maritime la place qui lui revient, p. 1548. — voudrait apporter une correction au texte, p. 1555. — Discussion des articles. Art. 11*bis*. Intervient dans cette discussion, fait une mise au point, p. 1557.
Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il est déraisonnable de parler, à propos du projet, de plans de marxisme destructeur, marque son adhésion, p. 1989.

Delattre, ministre du combustible et de l'énergie.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet est destiné à faire face aux difficultés momentanées, affirme que l'amendement de M. De Smet est contradictoire au projet, précise les cas où l'Etat interviendrait dans certains charbonnages, résume les raisons pour lesquelles le projet doit être voté, p. 657. — Discussion des articles. Art. 1er. Répond à M. Meurice, parle de la main-d'œuvre ainsi que de la situation des mineurs, soulève la question de la production et de la compensation, demande le rejet de l'amendement proposé. Répond à MM. Catteau et Van Buggenhout, pp. 692, 697.
Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Justifie le crédit prévu pour l'utilisation d'autos par les ingénieurs-fonctionnaires du département, parle de la production, déclare que les importations ont été freinées, reconnaît les difficultés d'exportation vers l'Italie, fait constater que le commerce intérieur du charbon est pratiquement libre, soulève la question de la main-d'œuvre, parle de l'absentéisme, annonce la création prochaine d'homes pour mineurs, parle de la politique du logement, estime que la compensation devrait être généralisée, parle du plan Marshall, réclame plus de pouvoir au ministère du combustible et de l'énergie, p. 1159. — Répond aux remarques formulées par certains orateurs, p. 1167.

de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 193. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la régie des voies aériennes.

Ann. — Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Fait siennes les paroles de M. Dierckx et rappelle son interpellation à propos de la revision des barèmes des traitements des agents de l'Etat, p. 148.
Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la régie des voies aériennes. Dépose cette proposition, p. 450.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord avec M. Buisseret, regrette que le ministre ait placé la question sur le terrain politique, rappelle la promesse du ministre à la centrale des services publics, défend la cause des pensionnés, insiste pour l'adoption de la proposition de M. Buisseret, p. 533.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

de la Vallée Poussin (*suite*)

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi contenant le budget du ministère du budget pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de la réforme administrative, p. 928.
Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande quel régime sera appliqué aux agents mis à la pension avant 1946 et de quelle façon on envisage la refonte du régime général des pensions, p. 1007. — Insiste pour le respect des droits acquis, p. 1021.
Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Conteste la légalité du conseil d'administration de la Société nationale des Chemins de fer belges, parle de la liberté syndicale, soulève la question de l'épuration, pp. 1262 à 1264.
Donne lecture du rapport de la commission concluant à la validation des pouvoirs de Mme Vandervelde-Beeckman, en remplacement de M. Renard, décédé, p. 1792.
Par motion d'ordre demande au premier ministre si la création d'une assemblée européenne élue par les parlementaires nationaux est dans la ligne de la politique belge, p. 1945.
Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

della Faille d'Huysse (Mlle la baronne), sénateur de l'arrondissement d'Audenaerde-Alost.

Ann. — Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Se borne à quatre considérations et à une conclusion, p. 709.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame l'intensification de la campagne de l'hygiène, insiste sur l'importance du contrôle de la qualité du lait, p. 1468.

Delmotte, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 127. Rapport : Projet de loi suspendant l'application de l'article 16 de la loi du 4 août 1926 (art. 18, 1°, 3e alinéa, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932).
N° 202. Rapport : Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions.

Ann. — Projet de loi suspendant l'application de l'article 16 de la loi du 4 août 1926 (art. 18, 1°, 3e alinéa, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par arrêté royal du 14 décembre 1932). Dépose le rapport sur ce projet, p. 353. — Discussion générale. Discours : Parle de l'exposé des motifs du projet, p. 377.
Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 469. — Discussion générale. Discours : Rectifie une erreur se trouvant dans le rapport, demande le rejet des propositions de M. Buisseret, p. 528.
Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et à M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Déplore les mesures trop draconniennes qui ont été prises, p. 1336.

Delport, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Doc. — N° 360. Rapport : Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1251.
Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question de l'épuration, demande de procéder à une réorganisation complète des chemins de fer vicinaux, p. 1273.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Précise ce qui a été réalisé depuis la guerre pour le rétablissement et l'extension des relations télégraphiques et téléphoniques, évoque la question des émetteurs privés, demande certaines améliorations en faveur du personnel de la régie, p. 1365.

De Man, ministre de la reconstruction.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er. Répond aux orateurs, p. 987.

Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre et de l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques. — Dépose ce projet, p. 1688.

Projet de loi étendant aux anciens combattants, aux résistants, aux prisonniers politiques, aux réfractaires et aux déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, l'application de la loi du 15 mars 1938, instituant l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques de la guerre 1914-1918. Dépose ce projet, p. 1688.

Projet de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946 concernant l'octroi de subsides aux homes pour enfants débiles de prisonniers politiques ou de résistants. Discussion générale. Discours : Fait une mise au point, p. 1697.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente sur pension à certaines veuves de la guerre 1914-1918. Dépose ce projet, p. 1766.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion générale. Discours : Demande que le projet soit approuvé comme hommage aux résistants par la presse clandestine, déclare que le bénéfice du statut ne sera accordé qu'après s'être entouré de toutes les garanties, p. 1777. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion aux articles 3, 15, 17, pp. 1779 à 1782.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente sur pension à certaines veuves de victimes civiles de la guerre 1914-1918. Discussion générale. Discours : Déclare que les chiffres cités par M. Bouilly sont exacts, p. 1911.

De Nauw, sénateur de l'arrondissement d'Audenaerde-Alost.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Depotte, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que les agriculteurs wallons sont désavantagés vis-à-vis des cultivateurs flamands, s'élève contre la suppression des crédits aux petits fermiers, p. 1049.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Depotte (*suite*)

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Derbaix, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 46. Rapport : Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages.

N° 61. Rapport. Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme (de MM. Bouilly et Derbaix).

N° 117. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. (Projet amendé par la Chambre.)

N° 158. Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme (de MM. Bouilly et Derbaix).

N° 211. Rapport : Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme.

N° 214. Rapport : Proposition de loi supprimant la case de tête des bulletins de vote pour les élections législatives et provinciales.

N° 256. Rapport : Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme.

N° 408. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

N° 409. Rapport : Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays.

N° 410. Rapport : Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

N° 418. Rapport : Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Amendé par la Chambre.)

N° 525. Rapport : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Interpellation de M. de Dorlodot à M. le ministre du ravitaillement «au sujet des fermetures ordonnées aux magasins par décision administrative contraire aux déclarations ministérielles ». Discussion. Discours : Demande que le gouvernement prenne une attitude favorable devant une proposition de loi déposée par le P. S. C., p. 107.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Dépose le rapport sur ce projet, p. 118.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. Discussion générale. Discours : Soumet à l'approbation de l'assemblée les observations de la commission, p. 159.

Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Complète par quelques considérations l'exposé de M. Bouilly, p. 241. — Discussion des articles. Art. 1er. Répond à M. Fonteyne, p. 260.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14-18 mai et des 7 et 29 juin 1946 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Dépose le rapport sur ce projet, p. 250.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 3. Convie le Sénat à écarter l'amendement de M. Fonteyne, p. 269. — Estime cet amendement sans objet, p 269. — Considère que la limitation n'est pas nécessaire, p. 270. — Art. 4. Répond à M. Verbaet, p. 271. — Art. 6. Estime préférable de maintenir le texte du Code civil, p. 273. — Intervention, p. 274. — Art. 8. Déclare que le projet a été discuté avec soin en commission, p. 279. — Critique l'amendement Van Laeys, p. 291. — Répond à M. Fonteyne, p. 292. — Critique l'amendement de M. Godding, p. 294. — Répond à M. De Coene, p. 301. — Art. 9. Rappelle la portée des dispositions de cet article, p. 303. — Marque son accord sur l'amendement principal de M. Fonteyne, p. 305. — Demande le rejet de l'amendement proposé, p. 307. — Répond à M. Fonteyne, p. 308. — Répond à M. Sobry, p. 310. — Pose une question à M. Fonteyne, p. 311. — Demande l'adoption du texte de la commsision, p. 313. — Emet son point de vue au sujet de l'amendement proposé par M. Ronse, p. 323. — Art. 10. Exprime l'opinion de la commission, p. 329. — Répond à M. Desmedt, p. 330. — Art. 11. Relève une contradiction, p. 332. - - Donne la préférence au système proposé par MM. Tobback et Verbaet, p. 334. — Combat l'amendement de M. Van Laeys, p. 336. Art. 11*bis*. Estime l'amendement Van Laeys inutile, p. 338. — Fournit quelques explications, p. 338. — Discute l'interpré-

Derbaix (*suite*)

tation de M. Fonteyne, p. 338. — Répond à M. Fonteyne, p. 340. — Art. 12. Se déclare d'accord avec la déclaration du ministre, p. 343. — Art. 13. Juge l'amendement de M. Van Laeys irrecevable, p. 347.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêté-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Convie le Sénat à adopter le projet amendé par la Chambre, p. 355.

Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Dépose le rapport complémentaire sur ce projet, p. 390.

Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre et au rapporteur, p. 412.

Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Art. 1er. Fait observer que les modifications à cet article ne touchent pas au fond. Répond à M. Fonteyne, p. 459. — Art. 2. Rappelle la portée de l'article 2. Art. 3. Propose de changer le libellé. Répond à M. Van Remoortel, pp. 460, 461. — Art. 4. Souligne la modification de pure forme à l'alinéa 1er, p. 462 — Art. 5. Fait remarquer qu'il ne s'agit que de corrections grammaticales, p. 462. — Art. 6. Soulève la question des redevances des wateringues, p. 462. — Art. 8. Signale que les commissions se sont prononcées en faveur du texte de l'amendement de M. Fonteyne, p. 463. — Art. 9. Déclare que la commission s'est prononcée pour la suppression de la coulure, p. 464. — Art. 10. [illegible] deux [illegible]rvations. — Art. 11. Propose des rectifications, p. 464. — Art. 13. Intervention, p. 470. — Art. 14. Motive la raison pour laquelle une modification a été apportée. — Répond à M. Fonteyne, p. 471. — Art. 15. Se réfère au rapport, p. 472. — Art. 17. Répond aux questions posées au cours de la discussion en commission, p. 473. — Art. 18. Attire l'attention sur la modification apportée, p. 474.

Proposition de loi supprimant la case de tête des bulletins de vote pour les élections législatives et provinciales. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 514.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Dépose le rapport sur ce projet, p. 516. Discours : Examine et précise les raisons d'être ainsi que la portée du projet de loi. Répond à M. Desmedt. Répond aux objections présentées par le ministre. Désire de plus amples précisions de M. De Clercq, pp. 542, 544, 545. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 546. — Art. 6. Intervient dans la discussion, p. 549.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. Dépose le rapport sur ce projet, p. 761.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 4. Intervient dans cette discussion, p. 842.

Proposition de loi supprimant la case de tête des bulletins de vote pour les élections législatives et provinciales. Discussion générale. Discours : Motive les raisons pour le rejet de la proposition présentée par M. de Dorlodot, p. 846.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Jette un cri d'alarme quant au problème des finances communales, demande de mettre à l'étude la question de l'unification et de la réforme de la législation électorale, p. 947.

Projet de loi [illegible] au ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Signale la pénurie de communications dans le sud du [illegible]

Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1460.

Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1460.

Proposition de loi tendant à modifier l'arrêté-loi du 22 jan- mentation relative à l'approvisionnement du pays. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1460.

Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Amendé par la Chambre). Dépose son rapport et en donne lecture, p. 1632.

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Proposition d'ajournement. Discours : Se rallie à la proposition

Derbaix (*suite*)

d'ajournement, p. 1703. — Discussion générale. Discours : Expose longuement la portée des propositions, p. 1870. — Prend acte que le gouvernement déclare acquiescer à la première proposition de loi et renonce à toute répression administrative, s'étonne de la résistance du gouvernement en ce qui concerne la modification proposée au sujet de l'intervention du parquet, demande le renvoi en commission de la deuxième et troisième proposition, p. 1877.

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Reprend dans tous ses détails l'exposé de son rapport, déclare que la situation très grave des finances provinciales et communales nécessite l'intervention énergique des pouvoirs publics, donne les détails des modalités et des critères de répartition du Fonds des communes, déclare qu'il est inexact de prétendre que le projet avantage les grosses communes au détriment des petites et moyennes communes, explique le fonctionnement du nouveau Fonds des communes projeté et le fonctionnement du Fonds communal d'assistance publique, réfute les critiques faites contre l'ensemble de la réforme, affirme que le Fonds des provinces ne coûtera rien au Trésor, croit utile que la réforme soit complétée par un projet réglant le statut du personnel provincial et communal, pp. 2089 à 2096. — Regrette que le ministre n'ait pas répondu au chapitre ayant trait à la création d'un statut pécuniaire du personnel des administrations provinciales et communales, p. 2137. — Discussion des articles. Art. 12. Signale qu'une modification doit être apportée au texte de la commission, p. 2142. — Fait une observation en ce qui concerne la rédaction de l'article 13, p. 2143. — Art. 17. Suggère une modification de forme, p. 2144. — Intervient dans la discussion à l'article 26, p. 2148, à l'article 28, p. 2148 et à l'article 36, p. 2152.

Desmedt (R.), sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Doc. — N° 490. Amendement : Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Ann. — Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er et amendement de M. de Dorlodot. Intervient dans cette discussion, p. 189.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Désire voir voter les dispositions de la commission, p. 245. — Discussion des articles. Art. 8. Précise l'inconvénient de l'amendement Van Laeys, p. 276. — Déclare que de nombreux propriétaires s'entendent avec leurs locataires, p. 278. — Art. 9. Déclare les observations de M. Depotte inexactes, p. 305. — Demande le renvoi en commission, p. 309. — Exprime l'inquiétude des locataires, p. 313. — Répond à M. Van Laeys, p. 313. — S'intéresse aux petits biens p. 327. — Art. 10. Discours au sujet de l'interprétation, p. 330. — Art. 11. Parle de l'amendement de M. Van Laeys, p. 336. — Art. 11*bis*. Propose l'adoption du texte de la commission, p. 338.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Marque son désaccord au sujet du titre de la loi, p. 544.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assumer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 1er, 2. Intervient dans la discussion, pp. 834, 836, 837.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'exportation de nos produits agricoles, p. 1201.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : En faveur des agriculteurs, p. 1253.

1° Proposition de loi modifiant l'art. 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de la justice de se rallier à son amendement, p. 1875.

Vote sur les ordres du jour proposés par M. de Dorlodot et MM. Bouilly et de la Barre d'Erquelinnes, en conclusion de l'interpellation de M. de Dorlodot à MM. les ministres de l'intérieur et du ravitaillement et des importations, concernant la laiterie de Boussu-lez-Walcourt. — Intervient dans la discussion, pp. 2016 et 2017.

De Smet (P.), sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 149. Rapport : Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.
N° 212. Rapport : Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948.
N° 436. Rapport : Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères.
N° 462. Rapport : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front.
N° 496. Rapport complémentaire : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front.
N° 506. Amendements : Projet de loi portant organisation de l'économie.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Dépose le rapport sur ce projet, p. 377. — Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Invite le Sénat à adopter le projet tel qu'il a été modifié par la commission, p. 402.
Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 573.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : S'intéresse aux formes qu'on peut donner à la compensation dans l'industrie charbonnière, p. 649. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 782.
Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Indique les conclusions de la commission des finances, cite des exemples de compressions possibles et proteste contre la paperasserie administrative, déclare que les nouvelles dépenses doivent s'accompagner de recettes compensatoires, que le statut des parastataux et les pensions des agents de l'Etat doivent être étudiés, demande que la moitié des budgets soit déposée au Sénat et l'autre moitié à la Chambre, demande la communication des négociations relatives au régime financier de Benelux et la production rapide des comptes définitifs des budgets, p. 765.
Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réjouit de l'influence favorable de l'accroissement de la production sur les prix de revient et de voir que la Belgique s'écarte du dirigisme, espère que le gouvernement en aura fini avec le régime des subsides et qu'on en reviendra au commerce libre, p. 1165.
Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la bureaucratie au sein des administrations provinciales, se réjouit de la participation des gouverneurs à la coordination de l'économie nationale, évoque l'exemple hollandais où des instituts technologiques et économiques étudient les situations locales, se réjouit que le ministre s'emploie à supprimer les excroissances dirigeantes et les subsides, p. 1252.
Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore la diversité des revêtements des routes, préconise le relèvement des traitements des ingénieurs du département des travaux publics, p. 1424.
Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Insiste pour que le gouvernement en revienne au paiement des prestations de service à service afin que les dépenses de chaque département puissent être évaluées, estime que la situation de la trésorerie devrait être publiée à des intervalles pas trop éloignés, se préoccupe du recrutement des fonctionnaires à l'administration des contributions directes, critique l'abondance des circulaires interprétatives, constate que le nombre des avances du Trésor n'a pas été réduit et que les retards des opérations en matière d'impôts s'accentuent, rappelle quelques questions sur lesquelles la commission a insisté, pp. 1595 à 1597.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1710.
Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Loue le ministre des finances du projet de loi concernant l'assainissement du bilan de la Banque Nationale, déclare que le projet constitue une nouvelle étape pour ramener la clarté dans nos finances, déclare vouloir apporter sa part aux réformes sociales de l'Etat et fait allusion à l'amendement déposé, repousse l'argument invoqué de la déflation, p. 1724. — Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion à l'article 1er, § 3, p. 1760.

De Smet (P.) (*suite*)

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Commente le projet de loi, estime que la législation proposée doit être instaurée le plus rapidement possible, pose deux questions au ministre de la défense nationale en ce qui concerne les invalides 1914-1918, p. 1784. — Déclare que la suggestion d'un comité de défense des plus grands invalides n'exerçant pas d'activité rémunérée est digne d'examen, estime que le nouveau projet ne mettra pas le point final à cette matière très complexe mais formera momentanément un règlement suffisant du problème des pensions de guerre, demande au Sénat de se rallier au projet, p. 1795. — Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1797.
Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Dépose le rapport complémentaire sur ce projet, p. 1889. — Examen en seconde lecture de l'article 1er amendé au premier vote. Discours : Demande le rejet de l'amendement de M. Buisseret tout en ajoutant qu'il faudrait examiner quelques cas d'espèce, p. 1889.
Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 2. Défend un amendement par lequel il souhaite que l'on fasse appel au concours des ingénieurs pour les délibérations du conseil central de l'économie, p. 1998. — Déclare retirer son amendement, p. 1999. — Intervient dans la discussion de l'article 16, p. 2007.

Devaux, sénateur provincial de Luxembourg.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame des routes touristiques pour les Ardennes, p. 1441.

De Vocht, sénateur provincial de Limbourg.

Ann. — Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

D'Hondt, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 468.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 443. Amendement : Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

Ann. — Nomination du bureau. Propose la réélection de M. Gillon comme président, p. 4. — Propose la réélection des deux vice-présidents sortants du P. S. C., p. 5.
Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Dépose un ordre du jour, p. 57.
Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Appuie la demande d'appel nominal de M. de Dorlodot, p. 80. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans la discussion, p. 85.
Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Dierckx (*suite*)

Interpellation de M. Fonteyne « sur la hausse des loyers ». S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 118.
Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Répond à M. de Dorlodot et critique le régime des crédits supplémentaires, p. 147.
Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Sur les dépenses hors budget. Insiste pour que l'on vote son ordre du jour, p. 187. — Pour un fait personnel, p. 188. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi relatif au regime fiscal du tabac. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe libéral s'abstiendra au vote sur ce projet, p. 192. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 4. Demande le renvoi en commission, p. 271. — Art. 8. Discours sur la portée politique du projet, p. 288.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Discussion générale. Discours : Fait une déclaration au nom du groupe libéral, p. 447. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Justifie l'attitude du groupe libéral, p. 484.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Demande des explications au ministre et au rapporteur au sujet de la présentation de deux documents donnant des chiffres différents. Insiste auprès du ministre pour avoir une réponse plus nette, pp. 552, 553.
Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. Discussion générale. Discours : Propose de remettre la discussion et le vote de ce projet, p. 582. — Se déclare heureux d'avoir provoqué les explications du ministre, p. 584.
Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 479. Déclare ne pouvoir voter l'amendement, p. 638.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe libéral ne peut accepter la nationalisation des industries de base, p. 654.
Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. Discussion des articles. Art. 9 : Se rallie à la suggestion du ministre des finances. Rappelle à M. Doutrepont que le Sénat est saisi d'un autre projet pour les dépassements de 1947, pp. 680 et 681.
Par motion d'ordre manifeste son étonnement de voir clôturer, sans qu'il ait pu prendre la parole, la discussion sur l'article 1er du projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité, p. 698. — Rappelle dans quelles circonstances il s'est permis d'interrompre le premier ministre, déclare que le groupe libéral soutiendra l'amendement De Smet, mais votera contre la loi, p. 699.
Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Concernant le redressement du budget de 1947, les opérations fiscales, les dépassements budgétaires et avances de trésorerie, le discours prononcé par M. Eyskens, le 11 décembre 1946, devant la Chambre, l'ampleur du budget Eyskens-Merlot pour 1948, le poids global de la fiscalité des pouvoirs publics sur les activités économiques de la nation; réclame le maximum de liberté possible, p. 730.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial a rattacher au budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Annonce que son groupe, qui n'a plus confiance dans la politique fiscale du gouvernement, ne votera pas le projet, p. 796.
Interpelle M. le ministre des finances et M. le ministre du budget « à propos des contradictions entre les documents officiels et les chiffres communiqués à la presse par M. le ministre des finances, concernant le rétablissement de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 1947, le montant du mali existant à la fin du dit exercice ainsi que le nombre d'agents actuellement en fonction ». Développe son interpellation. Regrette que le ministre n'ait pas répondu à ses questions, demande que l'esprit qui anime le gouvernement soit modifié, pp. 816, 827.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 838.
Par motion d'ordre, prend la parole pour une rectification de votes, p. 899.
Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Ordre du jour de méfiance de M. Leurquin et ordre du jour pur et simple de MM. E. De Bruyne et Mertens. Observations, p. 1056.
Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause de l'aviation de tourisme, p. 1319.
Rectification du président au sujet d'une déclaration de M. Dierckx, laissant supposer que le règlement n'aurait pas été observé quant à la distribution des rapports sur les budgets. Présente ses observations, p. 1455.
Par [illegible] modes de travail du Sénat; invite le président, par application de l'article 52 du règlement, à constater, par l'appel nominal, que le Sénat n'est pas en nombre et à lever la séance, afin d'étudier des rapports et de préparer les interventions, p. 1587.
Motion d'ordre de M. Van Buggenhout. Observations, p. 1591.
Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 1644.
Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.
Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.
Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Discussion sur la prise en considération. Intervient dans la discussion, p. 1689.
Projet de loi prescrivant l'inscription, en marge de certains actes de décès, de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Discours : Au nom du groupe libéral, s'associe à l'hommage rendu à ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie, p. 1708.
Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Proteste contre l'examen, dans la bousculade, des réformes de structure, aborde l'examen des trois projets concernant la Banque Nationale, donne le motif pour lequel il a représenté l'amendement repoussé en commission, met en garde ceux qui seraient tentés de faire passer les préoccupations politiques avant leurs scrupules, pp. 1729 à 1732. — Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion à l'article 1er, § 3, p. 1760.
Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (n° 76, S. E. 1946). Discussion générale. Discours : Donne un aperçu des faits depuis la carence gouvernementale dans la recherche d'une solution à la question royale, expose l'attitude des libéraux, déclare avoir défendu au conseil national libéral l'opportunité d'examiner les conditions et les modalités d'une consultation d'information, souligne les avantages de la proposition libérale, précise ce qui rapproche le groupe libéral du groupe socialiste, mais aussi ce qui le différencie de lui, déclare que la proposition d'une commission nationale d'information concilierait tous les points de vue, pp. 2048 à 2050.

Donvil, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Doutrepont, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.

Doc. — N° 16. Amendement : Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique.
N° 45. Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946.
N° 63. Rapport : Projet de loi de finances pour l'exercice 1948.
N° 186. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948.

Doutrepont (*suite*)

N° 207. Rapport : Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs.

N° 251. Rapport : Projet de loi reportant au 30 juin 1948 la clôture des opérations de liquidation et d'ordonnancement des dépenses relatives à l'exercice 1947.

N° 277. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial à rattacher au budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1948..

N° 280. Rapport : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1948.

N° 305. Rapport : Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948.

N° 352. Rapport : Budget des finances pour l'exercice 1948.

N° 401. Rapport : Projets de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1947 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1946 et antérieurs et à l'exercice 1947.

N° 442. Amendement : Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parétatiques.

N° 487. Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 8.

Par motion d'ordre demande au gouvernement quand les budgets seront déposés, p. 43.

Motion d'ordre de M. de Dorlodot. Observation, p. 74.

Demande d'interpellation de M. Fonteyne « concernant la hausse de loyers ». Observation, p. 89.

Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Formule certaines critiques, estime que le crédit alloué à la S. A. B. E. N. A. ne se justifie pas, parle de la justification des relèvements de prescription, attire l'attention sur la date de dépôt des projets de loi portant ouverture des crédits supplémentaires, pose une question au gouvernement, p. 141. — Répond au ministre du budget, p. 148.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 158. — Discussion générale. Discours : Critique le régime des crédits provisoires, réclame la distribution des budgets en temps opportun et propose l'adoption du projet. Déclare que les observations de MM. de Dorlodot et Harmegnies seront plus à leur place dans la discussion du budget des voies et moyens, pp. 183, 185, 189.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique le régime des crédits provisoires, réclame la distribution des budgets en temps opportun et propose l'adoption du projet. Déclare que les observations de MM. de Dorlodot et Harmegnies seront plus à leur place dans la discussion du budget des voies et moyens, pp. 183, 185, 189.

Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traitres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Au sujet de l'intervention de M. Gillon, p. 371.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'article 117 de la Constitution, défend son amendement, p. 443. — Regrette que le ministre et le rapporteur soient aussi inconséquents avec eux-mêmes, avec les textes et avec les faits, p. 447.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 468. — Discussion générale. Discours : Fait une rectification au sujet d'une erreur qui s'est glissée dans le rapport, p. 484.

Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. Dépose le rapport sur ce projet, p. 516.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : S'adresse à M. Buisseret, déclare qu'il exposera dans son rapport sur le budget des pensions l'ensemble du problème du régime des pensoins, p. 536.

Demande d'interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures

Doutrepont (*suite*)

étrangers de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Fait observer que la rédaction de l'interpellation n'est pas régulière, p. 540.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle du plan décennal, s'occupe des crédits spéciaux, s'intéresse au logement des troupes et à l'O. M. A., parle de la régie des voies aériennes, attire l'attention sur la question du financement du budget extraordinaire, p. 586. — Discussion des articles. Art. 441. Désire voir adopter l'amendement proposé par la commission, p. 629. — Art. 479. Présente quatre observations, suite à l'intervention de M. Lagae, p. 638.

Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. Discussion générale. Discours : Constate le peu d'attention accordée aux problèmes de trésorerie, soulève la question du droit constitutionnel des législateurs, s'insurge contre les crédits provisoires et supplémentaires, regrette de voir que les prérogatives du parlement ne soient pas observées, p. 644. — Déclare qu'il est indispensable que le parlement possède un contrôle sur la trésorerie, soulève la question des comptes généraux, parle de la situation du trésor public, attire l'attention sur les crédits ouverts en marge du budget, désire une publication périodique de la situation détaillée du trésor public, passe en revue les principaux articles du projet de loi, ainsi que les amendements auxquels la commission des finances s'est ralliée, p. 672. — Discussion des articles. Art. 9. Parle de la situation des chemins de fer vis-à-vis du trésor, p. 681.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend les prérogatives du parlement, s'intéresse à l'amélioration de la présentation du budget, invite le gouvernement à une politique de prudence, regrette que la réforme fiscale ne soit pas encore résolue, p. 736.

Projet de loi reportant au 30 juin 1948 la clôture des opérations de liquidation et d'ordonnancement des dépenses relatives à l'exercice 1947. Dépose le rapport sur ce projet et en donne lecture, p. 752.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 794.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial à rattacher au budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 794.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discours : Désire connaître l'importance des dépenses prévues, p. 798.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes Discussion générale. Discours : Déclare s'élever contre les dépenses non chiffrées, soulève la question des primes, répond à M. Moyersoen, pose une question à MM. les ministres des finances et du budget, p. 815. — Discussion des articles. Art. 1er, 2, 3. Intervient dans cette discussion, pp. 834, 836, 840.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate le développement du budget durant les dernières années, signale le rattachement au budget des opérations de l'O. M. A., de l'O. C. R. A. et de l'Office des séquestres, pose quelques questions, attire l'attention sur le poste « prêts aux agents pour l'achat d'une voiture automobile », soulève la question d'un garage central, parle du fonds destiné à financer certaines dépenses d'ordre social et de la régie des voies aériennes, p. 897. — Espère que le ministre tiendra compte des observations formulées, p. 900.

Projet de loi contenant le budget du ministère du budget pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'occupe des crédits du budget et de leur présentation, ensuite de la politique générale du département, p. 925. — Acte l'accord du ministre avec sa conception en matière de traitements, soulève la question des transferts de crédits, p. 934.

Motion d'ordre de M. d'Aspremont Lynden demandant au gouvernement de connaître ses intentions au sujet de l'organisation administrative du plan Marshall en Belgique. Observations, p. 992.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réfère à son rapport, défend la cause des petits pensionnés, s'étonne que le gouvernement en soit encore au stade des études et des projets, insiste auprès du ministre pour qu'il hâte la revision des pensions, demande certaines précisions, critique le système de calcul technique et mathématique basé sur la notion du traitement différé, déclare que l'Etat ne peut se soustraire à servir un minimum vital à ses agents retraités, demande au ministre de revenir au régime normal du calcul en valeur nominale, déclare que le nouveau régime doit préserver tous les droits acquis, soulève la question d'âge, p. 1004. — Réclame la revision des pensions civiles et des pensions militaires, p. 1020.

Doutrepont (*suite*)

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1148.

Projets de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1947 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1946 et antérieurs et à l'exercice 1947 (nos 391, 392). Dépose le rapport sur ces projets, p. 1498.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1947 et pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime insolite la façon dont la régie a été créée et demande qu'un projet de loi légalise cette situation, p. 1546.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Signale qu'il y a deux rectifications à faire à son rapport, critique l'obscurité de certains postes du budget, réclame une amélioration pour le personnel des finances, réclame une mise en ordre des comptes généraux, demande une prompte réorganisation de l'administration des contributions directes, préconise la rationalisation des taxes sur les spectacles, pp. 1591 à 1594. — Espère que le ministre agira quant aux accusations portées contre les services de l'O. M. A., p. 1607.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que la présentation de ce budget donne une idée fausse sur les dépenses résultant de la guerre, demande la liquidation de tous les organismes créés au cours de l'occupation, déclare que même les « fonds secrets » de la sûreté doivent être compris dans le budget, déplore la faiblesse des recouvrements des dommages-intérêts alloués à l'Etat par des décisions judiciaires en matière de collaboration économique, attire l'attention sur les recettes et dépenses du corps forestier militaire, p. 1608.

Projets de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1947 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1946 et antérieurs et à l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Déclare que les deux projets auraient dû avoir été votés avant le 31 décembre 1947 et que maints créanciers de l'Etat attendent d'être payés, propose un amendement à chaque projet, permettant de poursuivre les opérations de liquidation et d'ordonnancement jusqu'au 31 août 1948, proteste contre la transmission tardive de ces deux projets importants, attire l'attention sur certains crédits abusifs sollicités par le ministère des communications et sur des crédits sollicités par le ministère des affaires économiques, souhaite que le gouvernement surveille plus strictement l'utilisation des crédits et revienne à la régularité et à la légalité, p. 164. — Demande que la loi de 1846 soit observée et déclare que son amendement tend à faire respecter la Constitution, p. 1615. — S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1642.

Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parétatiques. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas voter le projet, fait remarquer que l'action de cette commission serait sans effet, déplore l'intrusion d'étrangers dans les affaires administratives, p. 1697. — Défend les prérogatives du parlement en ce qui concerne le contrôle des services de l'Etat et des institutions parétatiques, confirme sa proposition d'ajournement, déclare maintenir l'amendement qu'il a déposé, p. 1701. — Demande le vote sur sa proposition d'ajournement, p. 1702.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Marque sa préférence pour une nationalisation intégrale de l'Institut, justifie son vote, p. 1742.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste ne votera pas l'amendement de M. De Boodt, p. 1794.

Projet de loi autorisant des régularisations et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour les exercices 1947 et antérieurs. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1792. — Discussion générale. Emet quelques observations et propose au Sénat d'adopter le projet, p. 1832.

Donne lecture du rapport de la commission concluant à la validation des pouvoirs de Mme Dachet-Baudson, p. 2038.

Duchaine, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 97. Rapport : Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste.

N° 141. Amendement : Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste.

Duchaine (*suite*)

N° 152. Amendement : Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

N° 306. Rapport : Projet de loi approuvant la Charte de l'Organisation mondiale de la santé, signée à New-York le 22 juillet 1946.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 208.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Résume le débat, p. 406.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question de l'assurance maladie-invalidité, p. 1227.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Signale que le budget consacré à la santé publique ne représente que 1.92 p. c. du total des budgets, réclame un contrôle sévère sur denrées alimentaires, estime qu'un abaissement du prix du courant électrique permettrait aux bourses modestes de bénéficier de l'électrification, déplore qu'on ne tienne pas assez compte des nécessités de la médecine moderne, p. 1458.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p 2025.

Duray, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 838.

Duvieusart, ministre des affaires économiques et des classes moyennes.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 19. — Répond à M. Harmegnies, p. 22.

Duvieusart (*suite*).

Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Déclare que c'est dans l'égalité de la concurrence qu'il faut chercher la solution du problème, p. 52. — Sur la recevabilité de l'ordre du jour de M. Dierckx, p. 57.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Dépose ce projet, p. 77.

Projet de loi modifiant la législation relative aux cours d'eau non navigables. Dépose ce projet, p. 133.

Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles. Discours : Répond à M. Bouilly, p. 399.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion des articles. Art. 1er. Intervention, p. 403. — Art. 3. Intervention : Répond à M. Catteau, p. 404.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes, pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 1254. — Répond à M. Buisseret, p. 1257.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Parle des engagements antérieurs, déclare que la matière du projet a été particulièrement étudiée et que le projet est la réalisation du programme ministériel, demande au Sénat de le voter dans un sentiment d'unanimité social, p. 1977. — Discussion des articles. Art. 2. Demande au Sénat de s'en tenir au texte original, p. 1998. — Art. 4. Intervient dans la discussion, p. 1999. — Art. 6. Donne les motifs pour lesquels les termes « conseils économiques » ont été choisis, p. 2009. — Art. 12. Parle de l'activité des secrétaires, p. 2002. — Intervient dans la discussion de l'article 14, p. 2002; de l'article 15, pp. 2004, 2005 et 2006; de l'article 16, p. 2007.

E

Estienne, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle du licenciement du personnel, p. 1003.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : sur la rentabilité de l'agriculture, regrette la diminution des emblavements de froment, p. 1021.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° Interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Concernant la formation des ingénieurs agronomes et l'activité du fonds du bien-être indigène, s'intéresse à l'élevage, pp. 1289 à 1292.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Eyskens, ministre des finances.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Répond à MM. de Dorlodot et Hanquet, p. 80. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 85.

Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties. Discussion générale. Discours : Demande le rejet de la proposition de M. de Dorlodot, p. 128.

Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Répond à M. Doutrepont, p. 144.

Eyskens (*suite*).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différentes critiques. Déclare que l'intervention de M. Dierckx pourrait laisser l'impression qu'il règne un désordre dans les finances publiques, pp. 185, 188.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. Discussion générale. Discours : Déclare que la question de la taxation du tabac indigène est à l'étude, p. 192.

Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Discours : Se rallie aux paroles du rapporteur, p. 198.

Proposition de loi revisant le fonds des communes. Discussion générale. Discours : Fait part de son intention d'aider les communes qui en ont le plus pressant besoin, p. 411. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 413.

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur les impôts extraordinaires frappant les revenus, bénéfices et profits exceptionnels de guerre et visant à compter au prix de « remplacement » la valeur d'une tête de bétail au lieu du prix de « réquisition ». Discussion générale. Discours : Combat les propositions de M. de Dorlodot, p. 507.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. Discussion générale. Discours : Donne quelques éclaircissements complémentaires, suite à l'intervention de M. Dierckx. Rassure M. Van Remoortel, pp. 582, 583.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 416. Demande le rejet des amendements, p. 626. — Art. 416*bis*. Insiste pour ne pas majorer le crédit octroyé à l'I. N. C. A., p. 626. — Art. 441. Insiste pour le rejet de l'amendement, p. 629.

Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs. Discussion générale. Discours : Répond aux observations formulées par MM. Doutrepont et d'Aspremont Lynden, déclare que le gouvernement a la ferme intention d'en revenir aux règles normales de gestion publique, p. 675. — Discussion des articles. Art. 3. Intervention. Propose au Sénat de se rallier au texte de la commission, p. 679. — Art. 9. Intervention. Marque son désaccord sur la proposition de la commission des finances, demande d'accepter le système proposé par le gouvernement, propose de ne pas disjoindre les articles 8 et 9, p. 680. — Répond à M. Doutrepont, p. 681. — Art. 14. Intervention. Déclare se rallier aux amendements proposés par la commission des finances, p. 682.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se borne à l'examen de certaines questions importantes soulevées au cours du débat, parle de l'équilibre budgétaire et des compressions de dépenses, déclare résister à toutes nouvelles dépenses, parle du budget extraordinaire et du marché des capitaux, des relations financières internationales et de la politique européenne, p. 766.

Interpellation de M. Dierckx « à propos des contradictions entre les documents officiels et les chiffres communiqués à la presse par M. le ministre des finances, concernant le rétablissement de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 1947, le montant du mali existant à la fin du dit exercice ainsi que le nombre d'agents actuellement en fonction ». Discours : Déclare que M. Dierckx vise à exercer une influence sur l'opinion publique, souligne la bonne situation des finances, déclare que le gouvernement a tenu ses promesses, parle des conséquences de la hausse des prix et de la convertibilité de la livre, parle de la réduction du personnel de l'Etat, soulève la question de la liquidation des organismes nés de la guerre, déclare que le gouvernement a exécuté son programme, déclare avoir stabilisé la situation de 1947, constate que le comité de la hache a réalisé des compressions, souligne la nécessité de moderniser le travail des administrations, affirme que la politique appliquée depuis la libération a visé à sauver le franc, souligne l'importance des dégrèvements fiscaux, déclare que le gouvernement cherche à stimuler la productivité, parle du plan Marshall, déclare que le gouvernement prône des réformes de structure qui répondent aux aspirations de l'heure, évoque les travaux de la conférence des cinq ministres des finances, p. 22.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 17. Intervient dans cette discussion, p. 895.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. Doutrepont et à M. Allewaert, p. 899.

Projet de loi contenant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux orateurs, p. 902.

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi des subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à

Eyskens (*suite*).

maintenir cette grave mesure ». Discours : Souligne les difficultés budgétaires, déclare que les budgets extraordinaire et ordinaire nécessitent l'appel à l'emprunt, déclare qu'il sera possible de débloquer en partie le budget extraordinaire grâce à la réussite de l'emprunt que le gouvernement vient d'émettre et qu'une partie de ces crédits pourra servir pour les travaux communaux, p. 1337.

Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Au nom du gouvernement, s'associe à l'hommage rendu à ceux qui ont sacrifié leur vie pour la patrie, p. 1707.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Expose quelques questions importantes, déclare que la réforme proposée par le gouvernement s'inspire d'un souci d'ordre technique, fait intervenir les considérations d'ordre moral, défend le rôle de la Banque Nationale, insiste sur le caractère public de l'institution, constate que de pareilles réformes ont été faites à l'étranger, rappelle les engagements internationaux, déclare que le gouvernement se propose de consacrer le rendement de l'emprunt d'assainissement monétaire à apurer le bilan de la Banque Nationale, démontre que le gouvernement a le souci des intérêts des actionnaires de la banque, répond à M. Buisseret, déclare que la formule de répartition des bénéfices suggérée par le projet est dans l'intérêt des actionnaires, évoque le problème du « plafond » des avances que la banque peut consentir à l'Etat, déclare que le gouvernement doit résister aux propositions de dépenses nouvelles, donne quelques précisions à M. Buisseret, constate que la campagne politique des libéraux n'a rien à voir avec les statuts de la Banque Nationale, pp. 1743 à 1749. Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion à l'article 1er, §§ 3 et 9, pp. 1760 et 1767.

Projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique. Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 3.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Déclare que la proposition ne saurait être applicable en matière fiscale, p. 1807.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Discours : Commente brièvement le projet du gouvernement, p. 1895. — Discussion des articles. Art. 1er, litt. *c*. Donne les motifs pour lesquels il combat l'amendement de M. Moyersoen, répond à M. Buisseret, déclare l'amendement de M. Schot, tendant à une représentation de l'agriculture et des classes moyennes, superflu, p. 1904. — Art. 1er, litt. *f*. Combat l'amendement de M. Schot, p. 1911.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. Discussion générale. Discours : Renouvelle son engagement concernant la revision de la liste des produits soumis à la taxe de luxe, répond à M. Schot, insiste sur la nécessité de faire rentrer les impôts afin de pouvoir faire face à certaines subventions, notamment en ce qui concerne les fonds des communes, pp. 1913 et 1914.

Projet de loi concernant les accises. Discussion générale. Discours : Constate qu'après l'introduction du droit d'accise majoré, le volume des matières premières des brasseries a augmenté, déclare qu'un nouveau régime sera nécessaire dans le cadre de Benelux, insiste sur la nécessité de trouver de nouvelles ressources pour faire face aux dépenses proposées, p. 1918.

Projet de loi modifiant la législation en matière de taxes assimilées au timbre. Discours : Déclare que le problème du théâtre professionnel se posera à l'occasion de la réforme fiscale et qu'il s'agit d'une mesure transitoire, p. 2019.

Transmet au Sénat le rapport établi au 30 juin 1948 concernant les opérations réalisées au moyen des fonds prélevés sur le Trésor pour le financement des achats de la mission économique belge à l'étranger, p. 2037.

Demande d'interpellation de M. Nothomb à M. le ministre des finances « à propos de la circulaire que l'administration fiscale vient d'adresser à tous les contribuables en retard de paiement, et notamment à tous ceux dont les réclamations les plus justifiées sont pendantes devant les directions provinciales des contributions pour les menacer de la réalisation de leurs biens si, avant le 5 novembre 1948, ils n'ont pas payé ce qui est réclamé ou n'ont pas fourni de garanties. Répond à M. Nothomb que la circulaire a été envoyée et que les comptables des recettes et les receveurs de contributions sont personnellement responsables vis-à-vis de la Cour des comptes de la rentrée des impôts, annonce qu'il a déposé un projet apportant une réforme fondamentale aux articles 71 et 72 des lois coordonnées en cause, p. 2130.

F

Fonteyne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 10. Proposition de loi modifiant les lois des 27 juillet 1871 et 21 mars 1859 sur la contrainte par corps.

N° 11. Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale établie par la loi du 12 avril 1947 au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale.

N° 21. Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs.

N° 22. Proposition de loi concernant la grâce en matière d'infractions contre la sûreté de l'Etat et de crimes de guerre.

N° 50. Amendements : Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale.

N° 59. Proposition de loi concernant les dépens en matière pénale.

N° 62. Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'ordre judiciaire.

N° 65. Amendements : Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers.

N° 94. Proposition de loi relative à l'option et à la naturalisation des étrangers et apatrides ayant participé à la résistance en Belgique.

N° 95. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 100. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 107. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 112. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 115. Proposition de loi tendant à l'assainissement de la presse.

N° 116. Proposition de loi tendant à soustraire aux juridictions militaires la connaissance des infractions de droit commun.

N° 128. Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès.

N° 132. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 8 de l'arrêté-loi du 2 juin 1944 portant obligation de restituer certaines sommes ou valeurs et instituant un séquestre des biens des personnes obligées à cette restitution.

N° 152. Amendement : Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

N° 175 Amendements : Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès

N° 179 Amendements proposés au texte de la commission : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

N° 206. Amendements proposés au texte adopté par la commission : Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 255. Amendement : Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les Chambres des Cours d'appel.

N° 257 Amendement : Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

N° 273. Amendement : Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs.

N° 284. Amendement : Projet de loi relatif au classement des tribunaux de première instance.

N° 291. Proposition de loi consacrant l'interdiction de la présence du ministère public au délibéré des juges.

N° 308. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 373. Amendements : Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 374. Amendements : Projet de loi contenant le budget de l'ordre judiciaire.

N° 412. Proposition de loi interdisant aux juges de paix suppléants de plaider devant la juridiction à laquelle ils sont attachés.

N° 414. Proposition de loi assurant des allocations aux avocats stagiaires du chef de l'assistance gratuite des indigents.

N° 499. Amendements : Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 516. Amendement : Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière.

N° 522. Rapport : Proposition de loi autorisant les femmes à exercer les fonctions de notaire.

N° 544. Proposition de loi relative à la compétence territoriale des tribunaux en matière de vente à tempérament.

Fonteyne (*suite*).

Ann. — Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale établie par la loi du 12 avril 1947, au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale. Dépose cette proposition, p. 10.

Proposition de loi modifiant les lois des 27 juillet 1871 et 21 mars 1850 sur la contrainte par corps. Dépose cette proposition, p. 10.

Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Dépose cette proposition, p. 32.

Proposition de loi concernant la grâce en matière d'infractions contre la sûreté de l'Etat et de crimes de guerre. Dépose cette proposition, p. 32.

Demande d'interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice « sur les mesures à prendre pour parer à la hausse des loyers ». Discussion sur l'urgence. Observation, p. 89.

Proposition de loi complétant en ce qui concerne les frais de procédure, les lois coordonnées sur les accidents du travail. Discussion générale. Discours : Demande l'adoption du principe de la proposition, p. 78.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi. Discussion générale. Discours : Fait quelques remarques, p. 97.

Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre de la justice « sur les mesures que le gouvernement compte prendre, en présence de l'augmentation constante du coût de la vie, pour parer à la hausse des loyers le 1er janvier prochain ». Discours : Développe son interpellation, p. 102. — Ne se déclare pas satisfait des déclarations de M. Struye, p. 104.

Proposition de loi concernant les dépens en matière pénale. Dépose cette proposition, p. 136.

Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. Dépose cette proposition, p. 136.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. Discussion générale. Discours : Critique l'absurdité du régime en vigueur, p. 161. — Répond à M. Ancot, p. 162.

Projet de loi relatif à une allocation compensatoire à la hausse des loyers. Discussion générale. Discours : Aborde le fond du sujet, p. 167. — Formule deux observations en réponse à M. Lohest, p. 171. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 171.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Proposition de loi relative à l'option et à la naturalisation des étrangers et apatrides ayant participé à la résistance en Belgique. Dépose cette proposition, p. 221.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 1er. Défend ses amendements, p. 259.

Proposition de loi tendant à soustraire aux juridictions militaires la connaissance des infractions de droit commun. Dépose cette proposition, p. 264.

Proposition de loi tendant à l'assainissement de la presse. Dépose cette proposition, p. 264.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Discours : Appuie M. Van Laeys, p. 264. — Art. 2. Défend ses amendements, p. 266. — Art. 3. présente un amendement, p. 268. — Présente un second amendement, p. 269. — Estime que le texte de la commission n'est pas limitatif, p. 269. — Art. 4. Parle de l'interprétation du fermage avant la guerre, p. 271. — Art. 6. Défend son amendement, p. 273. — Art. 8. Se déclare d'accord avec M. Buisseret sur le fond, p. 279. — Dépose un nouvel amendement, p. 284. — Justifie son amendement, p. 290. — N'est pas d'accord sur l'interprétation de M. Derbaix, p. 292. — Approuve l'amendement de M. Godding, p. 294. — Se rallie dans une certaine mesure à l'idée de M. Lagae, p. 297. — Soulève la question de l'affectation des terrains à une construction, p. 301. — Appuie M. De Coene, p. 302. — Art. 9. Expose la portée de son amendement, p. 304. — Motive la raison de son amendement, p. 307. — Fait quelques observations, p. 307. — Déclare que le groupe communiste votera l'amendement de M. Leurquin, p. 308. — Parle du texte proposé par son amendement, p. 308. — Marque son accord avec M. Desmedt, p. 311. — Expose son amendement, p. 312. — Soulève une question juridique, p. 314. — Parle de l'amendement proposé par M. Ronse, p. 325. — Répond à M. Moyersoen, p. 327. — Art. 10. Défend un amendement, p. 328. —

Fonteyne (*suite*).

Art. 11. Demande le renvoi des propositions en commission, p. 335. — Art. 11*bis*. Ne se déclare pas d'accord avec M. Van Laeys, p. 338. — Parle de la disposition nouvelle introduite par les commissions, p. 338. — Répond à M. Bouilly, p. 339. — Art. 11*ter*. Critique l'amendement Ancot, p. 340. — Attire l'attention sur les conséquences qui peuvent résulter de l'application de la disposition telle qu'elle est rédigée, p. 341. — Art. 12. Démontre le bien-fondé de son amendement, p. 343. — Répond à une question posée par M. Bouilly, p. 345. — Art. 13. Discours : Au sujet d'une rectification du texte, p. 346. — Expose la portée de son amendement, p. 346.

Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Dépose cette proposition, p. 353.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal. Discussion générale. Discours : Motive le vote du groupe communiste, p. 356.

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juillet 1871 et celle du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps. Discussion générale. Discours : Sur l'emprisonnement pour dettes, p. 358.

Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Donne les raisons pour lesquelles son groupe a déposé plusieurs propositions de lois sur la matière, p. 369.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. Discussion des articles. Discours. Art. 3. Se déclare d'accord avec Mlle Baers, p. 386.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 1er, 6, 7, 8, 13, 15, 16, 19, 43, 44. Intervient dans cette discussion, pp. 423, 426, 427, 428, 430, 432, 435.

Par motion d'ordre constate que certains amendements déposés n'ont pas encore été distribués, p. 443.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Discussion générale. Discours : Défend l'exposé de M. Doutrepont, constate l'aggravation des charges en faveur de l'église catholique, rappelle les déclarations de l'archevêque au sujet des bombardements américains, p. 445.

Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Insiste pour que soit voté son amendement, p. 450.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale. Discours : Demande le renvoi en commission, p. 453.

Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Art. 1er. Présente une brève observation afin d'éviter toute contestation. Désire une précision plus grande par la voix du rapporteur. Parle de la distinction établie entre l'existence du bail et la contestation sur le prix, p. 459. — Art. 2. Déclare s'incliner, vu que le Sénat s'est prononcé pour le principe de l'unité de la succession, p. 459. — Art. 3. Pense que le vœu exprimé par le rapporteur aurait rencontré l'accord de la commission s'il lui avait été soumis. Répond à M. Bouilly, pp. 460, 461. — Art. 11. Déclare que le texte doit être aménagé, p. 465. — Art. 16. Intervention, p. 472. — Art. 14. Ne peut se déclarer d'accord avec les explications données par le rapporteur, p. 471. — Art. 19. Demande la parole pour rendre hommage à M. Derbaix, p. 474.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Propose de réexaminer le projet, p. 487. — Art. 2. Fait une remarque, p. 488.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Fait remarquer que l'amendement de M. Van Remoortel reprend partiellement le sien, p. 490. — Déclare maintenir son amendement, p. 497.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Projet de loi approuvant l'accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Discussion générale. Discours : Présente une brève observation, p. 512.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Expose le motif pour lequel il a déposé un amendement, p. 519. — Art. 2*bis*. Estime dangereux d'accepter l'amendement déposé par

Fonteyne (*suite*).

M. Buisseret, p. 521. — Art. 7. Motive la raison de son amendement. Déclare prendre la défense des petites gens, pp. 523, 524.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Appuie les observations faites par M. Derbaix, p. 545. — Discussion des articles 2, 3, 4. Intervient dans la discussion, pp. 546, 547.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Pour fait personnel relève une déclaration offensante de M. Orban de Xivry, p. 567.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. Discussion générale. Discours : Expose les objections pour lesquelles le groupe communiste votera contre le projet, p. 755.

Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale établie par la loi du 12 avril 1947, au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale. Discussion générale. Discours : Motive les raisons qui justifient l'adoption de sa proposition, p. 754.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Discussion des articles. Art 1er. Discours : Développe la portée de son amendement. Demande de vouloir remettre la continuation de la discussion, pp. 758, 759.

Par motion d'ordre regrette que l'assemblée ne se soit pas déclarée d'accord sur sa proposition de remettre le débat sur le projet modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, p. 761.

Pour fait personnel relève une déclaration de M. Allard, p. 780.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Proposition de loi consacrant l'interdiction de la présence du ministère public au délibéré des juges. Dépose cette proposition, p. 801.

Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition, parle du problème de l'incivisme, critique la politique antérieure du gouvernement, parle des erreurs commises, fait allusion à la statistique des abonnements aux journaux dans les prisons, pose diverses questions, développe sa proposition, constate la carence de la justice vis-à-vis des gros collaborateurs, réclame l'égalité pour les détenus, parle des libérations conditionnelles, des évasions, soulève la question de rééducation et de reclassement des jeunes délinquants, parle du rôle joué par certains aumôniers dans les prisons, traite de la question des bibliothèques, déclare que la proposition déposée s'inspire d'un sentiment de justice, pp. 862 à 869. — Fait deux brèves observations, p. 872.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Approuve M. Van Roosbroeck, déclare que le groupe communiste se prononce pour une solution radicale au sujet des classements des tribunaux, parle de la responsabilité des magistrats, p. 877. — Fait trois observations, p. 884.

Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'y a pas de raison pour limiter la portée de la loi. Fait quelques observations, pp. 887, 889.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre, p. 976.

Projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de commerce en matière de droit maritime et fluvial. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la traduction flamande ne correspond pas à la réalité, p. 976.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Motive la raison pour laquelle son groupe ne votera pas le projet, p. 976. — Pose une question, p. 978.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Défend ses amendements, craint que la propriété commerciale puisse être mise en péril. Explique les raisons de son insistance, pp. 1348, 1349.

Fonteyne (*suite*).

Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès et à la transcription et à la rectification de certains actes de l'état civil. Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion des articles (texte présenté par la commission). Art. 2. Propose une modification, p. 1379. — Art. 3. Propose une modification, p. 1379. — Art. 10. Se déclare d'accord sur le principe, demande d'élaborer un texte définitif en commission, p. 1382.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Traite de la justice démocratique, estime que la politique de M. Struye a porté échec à de nombreuses décisions judiciaires, déplore les évasions trop nombreuses, désire savoir si le ministre a pris des sanctions vis-à-vis des fonctionnaires complaisants, parle de la composition des bibliothèques des prisons et de la distribution des livres par les aumôniers, s'étonne des mesures de rigueur à l'égard des étrangers, demande en quoi va consister la réorganisation de la sûreté de l'Etat, pp. 1399 à 1403. — Signale que des services de la justice sont logés dans des locaux insuffisants et malsains, attire l'attention sur la situation des greffiers, évoque l'incident du conseil de guerre de Bruges, signale l'affaire de la Tour de l'Yser, p. 1411.

Projet de loi contenant le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 17. Défend un amendement visant à mettre à la disposition des barreaux une somme de 5 millions qui serait distribuée aux avocats stagiaires pour leurs prestations aux consultations gratuites, p. 1422.

Interpellation de M. Minnaert « sur les ordonnances de police votées par certains conseils communaux et qui sont en opposition avec l'article 19 de la Constitution ». Discours : Déclare que le règlement du conseil communal de Gand est inconstitutionnel et menace la liberté, p. 1492.

Proposition de loi assurant des allocations aux avocats stagiaires du chef de l'assistance gratuite des indigents. Dépose cette proposition, p. 1566.

Projet de loi relatif aux déclarations de décès et de présomptions de décès et à la transcription et la rectification de certains actes de l'état civil. Discussion en seconde lecture. Art. 10 amendé. Suggère une modification de ponctuation, p. 1573.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion des articles. Art. 1er et art. 9. Intervient dans cette discussion, pp. 1573 et 1575.

Projet de loi relatif au contrat de louage des services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 1er, art. 15, art. 18, art. 25, art. 45. Intervient dans cette discussion, pp. 1576, 1579, 1580 et 1583.

Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (amendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Demande au ministre de la justice de se déclarer d'accord avec lui sur l'interprétation de l'article 3. Défend l'intérêt des petits commerçants et déclare que son groupe votera le projet, p. 1633.

Proposition de loi interdisant aux juges suppléants de plaider devant la juridiction à laquelle ils sont attachés. Dépose cette proposition, p. 1636.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion des articles. Intervient dans la discussion aux articles 3, 15, 18 et 21, pp. 1779 à 1783.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il est impossible d'associer dans cette loi de réparation les hommes qui ont sacrifié leur vie et ceux qui ont trahi le pays, p. 1795.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Estime que le domaine fiscal ne peut échapper au moratoire, pose deux questions, propose une rectification, p. 1807. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1808.

Fonteyne (*suite*).

Fait personnel de M. De Boodt qui relève une déclaration offensante de la part de M. Fonteyne. Répond à M. De Boodt, p. 1814.

Projets de loi : 1° portant approbation de la Convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Fait une mise au point en ce qui concerne l'interprétation du texte, p. 1830.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Reconnaît l'urgence du projet mais déclare se trouver devant une des manœuvres de la réaction, critique le texte au point de vue de la forme et du fond, pp. 1954 à 1956. — Discussion des articles. Art. 2. Discours : Fait des observations complémentaires, combat la proposition de la commission, p. 1956 et 1957. — Propose d'ajouter après l'article 2 un autre article. Motive longuement ses amendements, fait une observation, fait remarquer que ses amendements sont progressistes, p. 1959, 1961 et 1963. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1963.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des cours d'appel. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet permettant aux avocats de siéger comme magistrats est une offense très grave au principe de l'inamovibilité, proteste contre le projet de loi, p. 1964.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. (Réamendé par la Chambre.) Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe communiste votera le texte adopté par la Chambre, mais persiste à considérer comme réactionnaire l'amendement abaissant les plafonds, p. 2021. — Discussion des articles. Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 2022.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera le projet mais que celui-ci contient des monstruosités au point de vue juridique, regrette que le projet rende le gouvernement juge du moment où le moratoire entrera en vigueur, fait une observation concernant les dettes civiles et commerciales, p. 2031.

Proposition de loi relative à la compétence territoriale des tribunaux en matière de vente à tempérament. Dépose cette proposition, p. 2038.

Développe son interpellation adressée à M. le ministre de la justice « sur la politique à l'égard des travailleurs étrangers ». Discours : Cite des cas d'expulsion et demande de garantir la liberté de défense et les droits des étrangers ou étrangères qui ont épousé des Belges, p. 2114. — Déclare proposer un ordre du jour demandant qu'on revoie la politique du ministre à l'égard des étrangers qui sont entrés régulièrement dans le pays, p. 2119.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

Francen, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

G

Gabriel, sénateur provincial de Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. Discussion générale. Discours : Propose la modification d'une expression à l'article 3, p. 383.

Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion générale. Discours : Demande que le ministre fasse tout ce qui est possible afin d'améliorer la situation des assurés libres, p. 415.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 8, 45. Intervient dans cette discussion, pp. 427 et 436.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Gabriel (*suite*).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaire pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Au sujet de l'épuration des eaux, p. 619.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Appuie l'initiative de M. Moyersoen, p. 815.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 13. Intervient dans la discussion, p. 1067.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Au sujet des pensions de vieillesse, rend hommage à M. Van Overbergh, parle du Fonds des estropiés et mutilés, p. 1226.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Insiste pour rendre possible aux mutilés l'accession aux emplois publics, p. 1369.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'organisation judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande une amélioration du sort matériel des enfants hébergés à l'Institut de Tronchiennes, p. 1414.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Sollicite des crédits pour les travaux à effectuer au canal de Gand-Terneuzen, s'intéresse au trafic du port de Gand, p. 1444.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande si la pollution de nos cours d'eau par la France continuera, défend la cause des sourds-muets, pose une question au sujet des orphelins, demande la construction de maisonnettes pour vieillards, demande que les pensionnaires mariés, placés dans des instituts, ne soient plus séparés, p. 1476.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de se décider à faire quelque chose pour ceux qui ont fait librement certains versements, surtout pour les agriculteurs et les membres des classes moyennes, p. 1926.

Gillon, sénateur coopté.

Doc. — N° 286. Amendements : Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 116.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Critique la discussion sur des questions de principe, p. 347.

Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à morts, et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Au sujet du rapprochement des points de vue divergents, p. 371.

Vote sur l'ordre du jour de confiance au gouvernement, suite à l'interpellation de M. Glineur. Intervention, p. 388.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Propose l'ajournement, p. 498.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Au nom du groupe libéral, rend hommage à M. le premier ministre à l'occasion du dépôt du projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, p. 655.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Constate que trois ans après le second conflit mondial on suppute les

Gillon (*suite*).

risques d'une troisième guerre, regrette que les peuples ne se connaissent pas mieux, souhaite des relations culturelles entre l'est et l'ouest, admet que les peuples se gouvernent comme ils l'entendent, parle de la forme des démocraties, soulève la question des intérêts communs, rappelle les efforts faits a Londres pour une meilleure compréhension des peuples, déclare que le plan Marshall n'est pas subordonné à des clauses politiques et que la Belgique adhère au traité sans arrière-pensées, déclare que les accords réalisés entre les puissances démocratiques de l'ouest ne peuvent compromettre la paix, fait confiance au gouvernement dans le domaine militaire, p. 714.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Déclare se rallier à l'amendement proposé par le gouvernement et maintenir son texte si la disposition du gouvernement ne serait pas adoptée, p. 883. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 886.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Déclare qu'une modification du texte équivaut à un amendement, p. 978.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que les rapports rédigés au nom de la commission des affaires étrangères ne respirent guère l'optimisme, parle de la tension existant entre les Etats-Unis et la Russie, défend la diplomatie secrète, soulève la question palestinienne, déclare que les libéraux voteront le budget, pp. 1184 à 1187.

Par motion d'ordre, se plaint des mauvaises méthodes de travail du Sénat, p. 1444.

Rectification du président au sujet d'une déclaration de M. Dierckx laissant supposer que le règlement n'aurait pas été observé quant à la distribution des rapports des budgets. Observations, p. 1455.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Discussion générale. Discours : Fait quelques commentaires au sujet de la lenteur apportée à régulariser les relations avec l'Italie, se réjouit de voir renouer les liens d'amitié, réclame les justes revendications pour la réparation des dommages causés par un régime néfaste, glorifie le passé de ce pays et convie le Sénat à ratifier le traité, p. 1567.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 1644.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1893.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Déclare qu'il eut préféré prendre position sur un projet de loi, s'étonne de certaines variations dans l'attitude du P. S. C. et du P. S. B., signale que le groupe libéral garde une complète indépendance d'esprit, déclare que l'inconstitutionnalité de la proposition ne lui paraît pas manifeste, demande l'avis du premier ministre, déclare que l'on rencontrera la meilleure bonne volonté chez les libéraux pour résoudre un problème épineux, p. 1931.

Développe son interpellation adressée à M. le ministre de l'intérieur « sur le fait que la ville de Courtrai se trouve sans bourgmestre et sur la cause de cette carence », pp. 1938 et 1939.

Rend hommage à M. le président au nom du groupe libéral, p. 2033.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Rappelle les motifs pour lesquels il a voté la prise en considération de la proposition Struye et déclare que le rapport de la commission Servais et les articles du comte Pierlot, si divergents sur des points importants, avaient permis de mettre fin à la suspicion de la loyauté des intentions de ceux avec lesquels on avait été en désaccord; estime que la proposition de consultation populaire n'est pas inconstitutionnelle, mais que, d'autre part, il est douteux qu'elle ait répondu aux vœux de nos constituants, rappelle les jugements de MM. P. Hymans et Ch. Woeste à cet égard, estime que la consultation populaire empoisonnerait l'atmosphère à l'heure où tant de difficultés de tous ordres doivent être résolues, émet les raisons de son vote négatif, déclare que tous les moyens de conciliation n'ont pas été épuisés et que la formule libérale comporte, au point de vue constitutionnel, une partie constructive; fait appel à M. Spaak afin que celui-ci réalise une entente entre socialistes et catholiques, pp. 2070 et 2071.

Vote sur l'ordre du jour impliquant la confiance, déposé par MM. Edg. De Bruyne et Mertens en conclusion de l'interpellation de M. Fonteyne à M. le ministre de la justice « sur la politique à l'égard des travailleurs étrangers ». Exprime le sentiment du groupe libéral, p. 2104.

Glineur, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 88. Proposition de loi instituant le régime des pensions de retraite et de veuves des travailleurs salariés et appointés.

N° 448. — Amendement : Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix.

N° 353. Amendements : Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

Ann. — Nomination du bureau. Présente la candidature de M. Rolin comme président, p. 4. — Présente la candidature d'un sénateur communiste comme vice-président, p. 5. — Présente la candidature de M. Coenen comme deuxième vice-président, p. 5. — Présente la candidature de M. Coenen comme troisième vice-président, p. 5.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 117.

Proposition de loi instituant le régime des pensions de retraite et de veuves des travailleurs salariés et appointés. Dépose cette proposition, p. 176.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Interpelle M. le ministre de la justice « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Développe son interpellation, p. 361. — Formule quelques brèves observations, p. 370. — Demande une rectification de la politique suivie jusqu'à ce jour, p. 371.

Proposition de loi créant des conseils régionaux consultatifs. Dépose cette proposition, p. 423.

Proposition de loi concernant le régime linguistique des administrations. Dépose cette proposition, p. 423.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Proposition de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Insiste sur l'urgence de parer à la crise du logement, souligne le caractère limité du projet, p. 808.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera le projet, p. 1132.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la politique du gouvernement en matière de prix et salaires, parle du reclassement des estropiés, soulève la question de l'Office des séquestres, défend la cause des mineurs, insiste sur la refonte du système de sécurité sociale, pp. 1216 à 1219.

Glineur (*suite*).

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Présente quelques brèves observations, p. 1357.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. Discussion générale. Discours : Constate que les avantages prévus au projet ne compensent pas la perte des allocations, défend son amendement, p. 1405. — Conteste la pertinence de la notion de salaire diféré, p. 1408.

Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Discussion sur la prise en considération. Intervient dans la discussion, p. 1690.

Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe communiste s'associe à l'hommage que le projet de loi a pour objet de rendre à ceux qui ont donné leur vie pour la Patrie, p. 1708.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Par motion d'ordre demande si des dispositions ont été prises pour éviter le renouvellement des incidents qui ont eu lieu l'année passée à l'occasion du *Te Deum*, p. 1734.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Critique un précédent épouvantable créé par la commission de réparation, p. 1794.

Fait personnel de M. De Boodt qui relève des propos outrageants de M. Glineur. Répond à M. De Boodt, p. 1814.

Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix. Discussion générale. Discours : Défend son amendement, prétend que le contenu du projet n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs, p. 1883. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans la discussion, p. 1886.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Déclare que les gens sérieux ne s'occupent plus de la question « Léopold III », que la proposition est inconstitutionnelle et que le groupe communiste ne votera pas la prise en considération, p. 1934.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Au nom du groupe communiste rend hommage à M. le président, p. 2033.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Déclare que le débat n'intéresse que médiocrement les travailleurs et que le parti social chrétien a voulu détourner l'attention de nos populations des problèmes angoissants qui se posent pour le pays, prétend que la proposition de consultation ne vise qu'à masquer la faillite de la politique du gouvernement, p. 2075.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Godding, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 54. Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

N° 108. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 234. Amendements : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : S'oppose à la création d'un corps de contrôleurs linguistiques, p. 22.

Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Projets de loi contenant : 1° le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 3° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Parle de l'enseignement laïc au Congo, p. 59. — S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Godding (*suite*).

Par motion d'ordre regrette que les élus de la Nation n'aient pas été invités aux funérailles nationales du général Tombeur de Tabora, p. 119.

Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Dépose cette proposition, p. 126.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Expose la portée de son amendement, p. 293.

Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 coordonnant les lois relatives en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à voter la proposition, p. 415.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait quelques observations de détail, parle de l'urbanisme, s'intéresse aux voies hydrauliques, soulève la question de l'outillage portuaire, parle du plan décennal, rend hommage à la gestion de la Sabena, soulève la question des tantièmes, p. 602. — Discussion des articles. Art. 401. Répond à M. De Block, p. 624. — Art. 455. — Propose de réduire le crédit alloué et retire son amendement, p. 631. — Art. 469. Expose les raisons de son amendement, p. 635. — Art. 488. Fait une remarque justifiée, p. 636.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à la nature juridique d'un document officiel, p. 1142.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Réitère la protestation de la commission au sujet du retard de la remise au Sénat du projet de loi contenant le budget des colonies, critique les dépenses excessives, déplore que l'on n'encourage pas suffisamment l'établissement des Belges au Congo, parle de la décentralisation administrative, pp. 1296 à 1299. — Aborde son interpellation « au sujet de la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo », p. 1299 à 1301.

En conclusion de son interpellation dépose le vœu que le recrutement du personnel enseignant pour les établissements officiels d'enseignement du Congo belge s'effectue parmi les membres du personnel enseignant de l'enseignement officiel belge et se réalise par le moyen d'une entente entre le ministère des colonies et celui de l'instruction publique, p. 1301.

Goossens, sénateur coopté.

Ann. — Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Goossens (*suite*).

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.
Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se plaint de l'état des routes en Flandre orientale, réclame une amélioration du régime de la Dendre, p. 1425. Discours : Pose une question au ministre, p. 1448.
Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; le budget de l'armée pour l'exercice 1948; le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose quelques questions, p. 1513.
Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.
Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

Gribomont, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Ann. — Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Trouve que les objections formulées par les socialistes ne sont pas fondées et déclare que le Luxembourg luttera jusqu'au bout pour le retour du Roi, p. 2084.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Examine le projet d'après les principes qu'il contient et les réalités qu'il apporte, oppose les petites communes sages aux grandes communes dépensières, p. 2126.

Guinotte, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 136.

H

Hanquet, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 6.
Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Sur la question linguistique, p. 18.
Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Sur la recevabilité de l'ordre du jour, p. 57.
Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Demande au ministre d'entrer dans la voie du déblocage, p. 79.
Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 136.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Démontre l'exclusivité de la loi, p. 254.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 6. Intervient dans la discussion, p. 274. — Art. 8. Fait remarquer l'ambiguïté de l'amendement Leurquin, p. 289. — Art. 9. Demande le renvoi en commission, p. 324.
Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion des articles. Art. 1er. Appuie les observations formulées par M. Fonteyne. Répond au ministre, p. 487.
Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Se déclare d'accord avec l'amendement proposé par M. Coeckelbergh, p. 497.

Hanquet (*suite*).

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Demande une solution au problème, p. 543.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi instituant une administration personnalisée, sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». Discussion générale. Discours : Annonce que son groupe votera le projet, parle de la suppression des minervals, pose trois questions au ministre, demande de prendre des mesures en faveur de l'enseignement libre, p. 747.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial à rattacher au budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Regrette le dépôt tardif des budgets, regrette que le parlement n'ait pas été consulté au sujet des avances à la S. N. C. F. B., p. 794. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 802.
Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate la diminution du nombre d'enfants dans les écoles primaires, réclame une politique de natalité, parle des subsides accordés, soulève la question des fournitures classiques, désire savoir quel est le standing de l'enseignement belge par rapport à l'étranger, s'intéresse à l'étude des problèmes scolaires, soulève la question de la dualité d'enseignements, demande l'unification des dates de vacances, p. 1094.
Projets de loi contenant : 1° le budget de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait l'apologie des efforts du conseiller Hanssens en vue de la réhabilitation des inciviques, parle du sort des condamnés à mort, souhaite que la justice soit plus sereine, p. 1394.
Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève l'argumentation relative à la réorganisation des contributions directes, plaide la cause de certains fonctionnaires de cette administration, p. 1604.
Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1642.
Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Désire apporter une note médiane en ce qui concerne l'article 9, p. 1793.
Projets de loi : 1° réglant l'enseignement de la religion et l'enseignement de la morale dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat; 2° relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de quelle façon se cristallisera le choix du père de famille en ce qui concerne les cours de religion, lui demande également de répéter ce qu'il a dit en commission en ce qui concerne les changements d'école, p. 1948.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : S'inquiète de certains abus commis par de grandes communes, notamment par la ville de Liège, en matière d'enseignement, soulève la question de la taxation concernant les chiens, les vélos et les spectacles, p. 2104.

Hans, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Doc. — N° 345. Rapport : Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général.

Ann. — Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1087.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 1644.

Harmegnies, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Doc. — N° 93. Proposition de loi revisant le Fonds des communes.
N° 236. Rapport : Projet de loi concernant l'application des lois relatives aux impôts directs, aux revenus cadastraux afférents, pour les années 1947 et 1948, aux immeubles industriels par nature et par destination.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Sur les frais du recencement, p. 17. — Estime trop peu élevé le crédit pour le recensement, p. 22.
Interpelle M. le ministre de l'intérieur « sur le retard apporté par le gouvernement dans l'application des mesures préconisées par la commission spéciale pour l'étude de l'assainissement des finances communales et provinciales ». Discours : Développe son interpellation, p. 120.
Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Sur l'autonomie communale, p. 184.
Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Dépose cette proposition, p. 221. Discussion générale. Discours : Demande à M. Allewaert de se rallier à son point de vue, propose à l'assemblée de rejeter l'amendement déposé, soulève le fond de la question, demande une solution urgente au problème des finances communales, p. 411. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 413.
Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale. Discussion générale. Discours : Demande l'ajournement, p. 516.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'achèvement de la construction de l'hôtel provincial du Hainaut, parle de la crise du logement, plaide la cause du réseau routier attire l'attention sur les subventions, demande la simplification des formalités à remplir pour l'approbation de projets, p. 600. — Discussion des articles. Art. 416. Insiste pour résoudre la crise du logement, p. 626.
Projet de loi concernant l'application des lois relatives aux impôts directs, aux revenus cadastraux afférents, pour les années 1947 et 1948, aux immeubles industriels par nature et par destination. Dépose le rapport sur ce projet, p. 634.
Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des communes dont la situation financière est difficile, rappelle la promesse du gouvernement au sujet d'un projet de refonte fiscale, p. 743. — Conteste un chiffre cité par M. Dierckx en ce qui concerne les impôts communaux et provinciaux, p. 775.
Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Discours : N'admet pas que son amendement devienne celui de M. Van Gerven, p. 778.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.
Projet de loi contenant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Soulève la question du retard dans la perception des impôts, p. 901.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se borne à poser quelques questions au ministre, p. 938.
Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des petits pensionnés, p. 1014.
Interpelle M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Développe son interpellation, p. 1332.
Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur les travaux de distribution d'eau, soulève la question de la liquidation des subventions pour des travaux qui sont en cours, insiste sur certains points soulevés dans son interpellation, parle de la situation du personnel du département, p. 1439.
Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Insiste sur la nécessité d'une réforme fiscale, déplore « l'embouteillage » qui règne dans l'administration des contributions, signale l'anomalie qui existe en matière d'impôt sur le capital, p. 1603.

Harmegnies (*suite*).

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.
Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. Discussion générale. Discours : Déclare voter le projet, attire l'attention sur l'importance du problème, p. 1693.
Par motion d'ordre demande que le gouvernement et le bureau du Sénat prennent les dispositions nécessaires pour que le projet de loi de l'assainissement des finances communales et provinciales soit discuté dans la deuxième quinzaine de septembre, p. 1938.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Manifeste la joie que lui a causé le projet, insiste sur la mission du Fonds des communes et du Fonds d'assistance, attire l'attention sur les vœux contenus dans le texte de la commission et déclare que c'est dans un effort de décentralisation que l'on peut escompter de sérieux progrès et que le gouvernement doit revoir la question du statut pécuniaire et organique du personnel communal, p. 2099. — Discussion des articles. Art. 13. Attire l'attention sur le chiffre de la population, p. 2144.

Huart, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 169 Amendement : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.
N° 183. Sous-amendement : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

Ann. — Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale : Discours : Motive la raison pour laquelle il a déposé un amendement, p. 455.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Evoque les événements de 1940 et estime que le rapport de la commission Servais a définitivement fait justice de toutes les attaques et accusations dont le Roi a fait l'objet, justifie l'attitude du Roi à Wijnendael et fait l'historique de la question royale jusqu'à l'envoi de la lettre royale en 1948, rappelle que tous nos rois furent discutés par la presse socialiste, donne lecture de la lettre adressée au Roi par les parlementaires et par laquelle les représentants de la nation faisaient amende honorable pour les paroles prononcées à Limoges, déclare que le parti social-chrétien maintiendra sa position, p. 2051 à 2056.

Huysmans, ministre de l'instruction publique.

Ann. Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Répond à M. Libois, s'adresse aux membres de la droite, répond aux détails de l'interpellation, p. 226.
Projet de loi accordant une subvention annuelle à l'université libre de Bruxelles, à l'université catholique de Louvain, à la faculté polytechnique de Mons et au Fonds national de la recherche scientifique. Dépose ce projet, p. 421.
Interpellation de M. Jespers « sur l'insuffisance des rémunérations accordées aux membres de l'inspection de l'Etat de l'enseignement primaire et sur les retards mis à pourvoir aux places devenues vacantes, malgré le nombre suffisant de candidats disponibles ». Discours : Répond à l'interpellateur, p. 476. Répond à M. Libois, p. 478.
Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». Discussion générale. Discours : Rappelle avoir posé le premier, en 1920, le principe des subventions aux écoles libres, déclare que les délégués des quatre universités ont approuvé la proposition pour la fixation des subventions à l'enseignement supérieur et se demande pourquoi il n'y aurait pas moyen d'arriver à la même entente pour l'enseignement moyen et primaire, parle de la difficulté des achats de terrain, marque sa volonté de veiller au respect de la loi, p. 750.
Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des mieux-doués. Discussion générale. Discours : Constate qu'il ne faut pas mesurer l'intelligence suivant le résultat des examens, déclare qu'il faut pouvoir aider les enfants des familles, peu fortunées à continuer leurs études, répond à M. Libois, parle du remboursement des sommes empruntées, p. 857 à 859.
Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Fait quelques remarques, p. 860. — Répond à M. Missiaen, p. 859 à 861.
Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Affirme que les promoteurs de la grève de l'enseignement l'ont justifiée par l'insuffisance des

Huysmans (*suite*).

traitements, déclare que ces griefs ne justifient nullement la grève, désapprouve les professeurs qui veulent cesser le travail, évoque la responsabilité d'un Etat qui permettrait des dérogations, souligne que les barèmes actuels sont provisoires, déclare que le gouvernement ne pourra pas céder à la grève, p. 1076. — Répond aux différents orateurs, p. 1100 à 1103.

Projets de loi : 1° Réglant l'enseignement de la religion et l'enseignement de la morale dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat;

2° Relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. Discussion générale. Discours : Maintient ce qu'il a dit en commission, quant à la proposition relative au transfert d'élèves; s'en réfère à l'expérience faite à Anvers et qui s'est révélée féconde, p. 1949. — Répond à M. Jespers, p. 1949.

J

Jacobs, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseilk.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Jauniaux, sénateur coopté.

Ann. Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. Discussion des articles. Discours : Art. 3. Demande des renseignements précis, p. 386. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 389.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Parle de la réglementation, p. 407.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 16 et 19. Intervient dans cette discussion, p. 430 à 432.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux arguments de Mme Ciselet, plaide la cause des travailleurs indépendants, espère que les pouvoirs publics trouveront les ressources nécessaires pour renforcer la sécurité sociale, insiste pour une meilleure répartition du revenu national en faveur des travailleurs, p. 1138.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Marque son désaccord sur plusieurs points de la politique du ministre, déclare que l'on fait le rabattage en faveur des colonies catholiques, estime que l'O. N. E. doit continuer à bénéficier des subsides qui lui étaient versés jusqu'à présent, p. 1470.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 2*b*. Déclare ne pas s'opposer à des amendements contenant des choses substantielles, p. 1962.

Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. N° 379. Amendement. Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

N° 440. Rapport : Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix.

Ann. Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Demande que le recensement porte sur la constitution des familles, p. 19.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Parle de l'application de la loi sur l'emploi des langues à l'armée, p. 137.

Projet de loi relatif au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 354.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'Enfance. Discussion générale. Discours : S'étend sur le principe de la loi, parle de l'application de la loi scolaire, p. 358.

Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 413.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 2, 15, 43. Intervient dans cette discussion, pp. 426, 428, 435.

Jespers (*suite*).

Interpelle M. le ministre de l'instruction publique « sur l'insuffisance des rémunérations accordées aux membres de l'inspection de l'Etat de l'enseignement primaire et sur les retards mis à pourvoir aux places devenues vacantes, malgré le nombre suffisant de candidats disponibles ». Discours : Développe son interpellation. Demande au ministre de revoir son attitude, pp. 475,479.

Motion d'ordre de M. Van Remoortel. Observation, p. 514.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 527.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Observations, p. 799.

Projet de loi portant création d'un centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux et juridiques en régions wallonnes et flamandes. Discussion générale. Discours : En faveur de l'unité nationale, p. 845.

Projet de loi approuvant les conventions conclues, d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Discussion générale. Discours : Constate que par suite de la nouvelle réglementation, les intérêts de la commune frontière d'Esschen subiront un préjudice, p. 856.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Pose quelques questions au ministre, p. 1099.

Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : Appuie les arguments de Mlle Baers, p. 1131.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de la déprolétarisation des travailleurs, p. 1219.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Réclame l'établissement de cinémas spéciaux pour enfants, p. 1388.

Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1689. Discussion générale. Discours : Demande que le projet soit adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre et que l'amendement de M. Glineur soit rejeté, p. 1881.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Discussion générale. Discours : Insiste sur le dépôt d'un projet définitif, p. 1924.

Projets de loi : 1° Réglant l'enseignement de la religion et de la morale dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat;

2° Relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre, p. 1949.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 15. Intervient dans la discussion, pp. 2005 et 2007.

K

Kluyskens, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Doc. — N° 14. Amendement : Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

N° 190. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 275. Rapport : Projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de commerce en matière de droit maritime et fluvial.

N° 482. Amendement subsidiaire à l'amendement de la commission des finances et du budget Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale.

N° 531. Rapport : Projet de loi corrigeant les termes inexacts du texte français du Code civil et y constatant certaines abrogations tacites.

N° 532. Rapport : Proposition de loi consacrant l'interdiction de la présence du ministère public au délibéré des juges.

N° 533. Rapport : Proposition de loi interdisant aux juges de paix suppléants de plaider devant la juridiction à laquelle ils sont attachés.

Kluyskens (*suite*).

Ann. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Répond à M. Buisseret, p. 278.
Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Discours. Art. 3. Regrette la disposition prise, p. 460. Art. 11. Déclare qu'il s'abstiendra au vote, p. 466. — Art. 15. Conteste la nécessité de modifier le texte, p. 472.
Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose le rapport sur ce projet, p. 482.
Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Expose la raison d'être du nouveau projet, p. 517. — Discussion des articles. Art. 1er. Se déclare d'accord avec l'amendement déposé par M. Fonteyne. Répond à M. Orban de Xivry, p. 519. — Art. 2*bis*. Estime devoir repousser l'amendement de M. Buisseret, p. 520. — Art. 7. Discours : Demande le rejet de l'amendement Fonteyne, p. 523.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Discussion des articles. Art. 1. Discours : Déclare que la discussion soulève un très délicat problème de droit, p. 760.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de commerce en matière de droit maritime et fluvial. Dépose le rapport sur ce projet, p. 794.
Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Constate une part de vérité dans la proposition Fonteyne, déclare qu'il faut faire quelque chose en faveur des délinquants, ne se déclare pas d'accord avec la proposition, estime qu'il faut suivre la voie de la libération conditionnelle, p. 871.
Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Justifie la proposition de M. Ancot, p. 882.
Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Désire voir apporter une correction dans la rédaction de l'article 17, p. 893. — Discussion des articles. Art. 17. Intervient dans cette discussion, p. 895.
Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès, et à la transcription et la rectification de certains actes de l'état civil. Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion des articles (texte présenté par la commission). Art. 10. Discours : S'oppose à l'amendement proposé par M. Lohest, p. 1381.
Projets de loi contenant 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore le nombre de crimes restés impunis, soulève le problème de la réorganisation des justices de paix, examine le reclassement des inciviques, réclame un salaire suffisant pour permettre aux détenus d'aider leurs femmes et enfants, p. 1398.
1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.
2° Projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.
3° Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion de l'article 1er, § 3, p. 1760.
1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.
2° Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.
3° Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Insiste pour qu'on fasse une distinction entre les cas graves et les cas bénins et pour qu'on maintienne le recours d'un délinquant, p. 1876.
Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 2b. Déclare que les amendements de M. Fonteyne nécessitent de longues discussions, p. 1961.

Kluyskens (*suite*).

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion générale. Discours : déclare ne pouvoir voter le nouveau projet qu'il considère comme une des plus grandes hérésies juridiques, p. 2030. Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 2032.

Knops, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Proposition de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

L

Lagae, sénateur provincial de Flandre orientale.

Doc. — N° 23. Rapport : Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi.
N° 24. Rapport : Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, par application de la loi du 5 mars 1935, concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre.
N° 98. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.
N° 119. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal.
N° 126. Rapport : Proposition de loi modifiant les lois des 27 juillet 1871 et 21 mars 1859 sur la contrainte par corps.
N° 217. Amendements : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948.
N° 224. Rapport : Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des orphelins des guerres 1914-1918 et 1940.
N° 242. Rapport : Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats.
N° 359. Proposition de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.
N° 376. Amendement au texte présenté par la commission : Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse.
N° 434. Rapport : Projet de loi fixant la composition du corps électoral provincial.
N° 520. Rapport : Projet de loi complétant l'article 19 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre 1er du Code de procédure pénale militaire.

Ann. — Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi. Dépose le rapport p. 32.
Projet de loi relatif aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, par application de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre. Dépose le rapport sur ce projet, p. 84. Discussion générale. Discours : Fait une rectification à son rapport, p. 97.
Proposition de loi concernant les testaments olographes des personnes décédées aux mains de l'ennemi. Discussion générale. Discours : Demande l'adoption du projet, p. 96.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Discours : Sur les terrains à bâtir, p. 296.
Projet de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal. Dépose le rapport sur ce projet, p. 315.
Proposition de loi modifiant les lois des 27 juillet 1871 et 21 mars 1859 sur la contrainte par corps. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 315.
Proposition de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal. Discussion générale. Discours : S'étend sur le texte, p. 356.
Proposition de loi modifiant les lois des 27 juillet 1871 et 21 mars 1859 sur la contrainte par corps. Discussion générale. Discours : Demande le vote de la proposition avec les amendements proposés par la commission, p. 357.
Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Discours : Art. 11. Répond à MM. Kluyskens et Bouilly. — Répond aux critiques émises par M. Bouilly au sujet de son amendement, p. 465.
Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.
Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des orphelins des guerres 1914-1918 et 1940. Dépose le rapport sur ce projet, p. 566.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 479. Convie le Sénat à approuver son amendement, p. 636. Insiste pour voir adopter son amendement, p. 637.
Projet de loi concernant l'Œuvre nationale des Orphelins des guerres 1914-1918 et 1940. Discussion générale. Discours : Propose au Sénat de se rallier au point de vue de la commission, p. 688.

Lagae (*suite*).

Par motion d'ordre, demande des précisions au ministre de la santé publique au sujet d'une déclaration, lors de la discussion du budget extraordinaire, p. 689.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'ajustement du traitement des membres de la députation permanente, p. 946.

Proposition de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers. Dépose cette proposition, p. 992.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Motive la raison pour laquelle il a déposé un amendement, réclame un contrôle sévère, p. 1386.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite que la croisade de la santé, entreprise en 1938 soit répétée en 1949, se réjouit des crédits qui ont présidé à l'attribution des subsides aux mouvements de jeunesse, demande que des crédits soient maintenus pour l'établissement des plaines de jeux, voudrait que la politique familiale soit amplifiée, préconise des allocations pour les mères au foyer, p. 1460 à 1462.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion des articles. Intervient dans cette discussion à l'article 7, p. 1575.

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2032.

Lapaille, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Doc. — N° 333. Rapport : Projet de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

N° 420. Rapport : Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissement de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à la suppression du bouchon de Lanaye, parle de l'industrie du petit granit et du grès, p. 618.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend l'industrie belge de la pierre, p. 1200.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des ouvriers carriers, p. 1406.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Insiste pour que les crédits supprimés soient rétablis, demande l'utilisation de matériaux belges pour les travaux publics, p. 1427.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. Dépose le rapport sur ce projet et en donne lecture, p. 1634.

Laurens, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 1645.

Leclercq (R.), sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement générale de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Leclercq (R.) (*suite*).

Interpelle le gouvernement et plus spécialement M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et le ministre du ravitaillement et des importations « sur les conséquences désastreuses pour les hôteliers et restaurateurs des dispositions de réglementation nouvelle qui leur sont imposées par le récent arrêté du 27 décembre 1947 sur la matière ». Développe son interpellation, p. 315.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 13. Intervient dans cette discussion, p. 428.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale : Signale que la suppression du passage à niveau de Nimy a créé un véritable « no man's land », p. 1277.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1890.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Constate que le parti libéral est divisé sur la question en discussion, redoute la consultation populaire, déclare ne pas voter la prise en considération, p. 1935.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2032.

Ledoux, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Leurquin, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Doc. — N° 103. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 106. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Ann. — Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Fait quelques observations, p. 244.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet p. 468.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Déclare qu'il ne votera pas l'amendement déposé par M. Fonteyne, p. 520.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Demande l'adoption du projet tel qu'il vient de la Chambre, p. 545.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er. Expose les désiderata de ses administrés et des environs, p. 987.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande des explications au ministre au sujet de la ténébreuse affaire des laiteries, p. 991. — Dépose une motion, p. 1003.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que les primes allouées à l'agriculture sont dérisoires, parle des droits d'accises sur les bières et alcools de fruits, souhaite que le ministre réussisse à mener à bonne fin le vaste programme qui reste à réaliser, p. 1044.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Dépose un ordre du jour de méfiance tendant à supprimer le ministère du ravitaillement, p. 1003.

Leurquin (*suite*).

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1893.

Vote sur les ordres du jour proposés en conclusion de l'interpellation de M. de Dorlodot à MM. les ministres de l'intérieur et du ravitaillement et des importations concernant la laiterie de Boussu-Walcourt (de M. de Dorlodot et MM. Bouilly et de la Barre d'Erquelinnes). Intervient dans la discussion p. 2016.

Levecq, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Projets de loi contenant : 1° le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 3° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours. Parle de l'enseignement laïc au Congo, p. 58. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° Interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Résume les différentes constatations qu'il a pu faire durant son séjour au Congo avec la mission sénatoriale, réclame un standard de vie meilleur pour les indigènes, soulève la question de l'uranium, demande la création de coopératives agricoles, parle de l'élevage et de la pisciculture, pp. 1292 à 1294.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la division du budget militaire, constate que les conclusions des deux rapports ne sont pas identiques, critique le Pacte à Cinq et les accords de Londres, défend la cause des résistants, p. 1498.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques, résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1797.

Levecq (*suite*).

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Leysen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Constate la nécessité d'une réforme fondamentale, p. 535.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réjouit de la liquidation prochaine du ministère du ravitaillement, parle de la production agricole, soulève la question du cheptel, parle des prix de revient, fait une suggestion, défend la cause des familles horticoles, p. 992.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'enquiert des intentions du gouvernement concernant la réforme des pensions, p. 1011.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1057.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

Libois, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Demande d'interpellation de M. Nothomb à M. le premier ministre et ministre des affaires étrangères. Observations, p. 17.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Fait siennes les paroles de M. Missiaen, parle de l'enseignement primaire, des locaux, du sabotage de l'enseignement officiel, de l'enseignement moyen, de la prolongation de la scolarité, des types d'enseignement public et rappelle au ministre une question posée, p. 221.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Interpellation de M. Jespers à M. le ministre de l'instruction publique « sur l'insuffisance des rémunérations accordées aux membres de l'inspection de l'Etat de l'enseignement primaire et sur les retards mis à pourvoir aux places devenues vacantes, malgré le nombre de candidats disponibles ». Discours : Apporte l'opinion de son groupe sur la question soulevée par M. Jespers, p. 476.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Discute les premier et troisième paragraphes de l'exposé des motifs du projet de loi, constate que le traité sert uniquement à sauver la civilisation capitaliste, déclare que le pacte n'apporte rien de concret dans le domaine économique, affirme le caractère pacifique de l'U. R. S. S., p. 718.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des mieux-doués. Discussion générale. Discours : Demande d'adapter aux nécessités actuelles les subventions allouées, indique le point de vue de son groupe, soulève la question des fonds, p. 857.

Libois (*suite*).

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.
Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que la déclaration du ministre concernant le droit de grève du personnel enseignant sera ressentie par celui-ci comme une véritable provocation, s'intéresse à l'inspection médicale scolaire et à l'enseignement frœbelien, affirme que de hauts fonctionnaires sabotent l'enseignement officiel, répond à M. Baur, réclame un statut commun pour toutes les écoles, pp. 1082 à 1086. — Plaide la cause des régents, p. 1087.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

Lilar, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 122. Proposition de loi portant revision des articles 25, 30 et 83 des lois relatives aux impôts sur les revenus coordonnées par arrêté du Régent du 15 janvier 1948 et visant à la mise sur pied d'égalité des professions libérales soumises à une discipline professionnelle légalement organisée et des appointés et salariés.
N° 368. Rapport : Demandes de naturalisations.
N° 454. Amendement : Projet de loi portant organisation de la profession d'expert métrologue juré et des professions connexes.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.
Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.
Par motion d'ordre attire l'attention du ministre du commerce extérieur sur l'urgence des négociations belgo-helvétiques, p. 126.
Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. Discussion générale. Discours : Critique le projet et déclare que le groupe libéral ne votera pas celui-ci, p. 165.
Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.
Projet de loi modifiant l'article 123*ter* du Code pénal. Discussion générale. Discours : Fait part de sa confiance au sujet de l'intégrité des magistrats, p. 357.
Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 599.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, pp. 835, 836.
Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Demande au Sénat de revoir le texte de la proposition de près, rappelle l'objet de cette proposition et demande le rejet de celle-ci, p. 870.
Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Formule quelques observations, p. 880.
Motion d'ordre de M. Dierckx. Rectification, p. 899.
Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Fait part de sa confiance à l'égard de la magistrature, p. 977.
Projets de loi contenant : 1° le budget de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à la liquidation des affaires en suspens devant les conseils de guerre, soulève la question des libérations conditionnelles, parle du problème de l'organisation judiciaire, p. 1395. — Estime qu'il eut été préférable de liquider les affaires plutôt que les conseils de guerre, p. 1420.
Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1643.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.
Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.
Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.

Lilar (*suite*).

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion générale. Discours : Estime qu'il est impossible au groupe libéral de suivre le projet, celui-ci établissant un système juridique absolument incohérent et le gouvernement se réservant la possibilité de le mettre ou non en application, p. 2030.
Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Estime que la proposition libérale peut constituer un noyau à la recherche de la solution du problème royal, p. 2083.

Logen, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 151. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948.
N° 393. Rapport : Budget des dotations pour l'exercice 1948.
N° 403. Rapport : Projet de loi ouvrant, pour l'exercice 1948, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Administration belge de Coopération économique.
N° 510. Amendements : Projet de loi portant organisation de l'économie.

Ann. — Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail et proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Motive les raisons pour lesquelles le groupe socialiste émettra des votes différents, p. 134.
Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 449.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande à la Haute Assemblée de voter le budget, rectifie un point du rapport, communique l'essentiel des réponses données à des questions posées, justifie l'augmentation massive pour l'année 1948, parle de l'urbanisation, de la régie des voies aériennes et des amendements de MM. Ronse et Bouilly; rend hommage aux dirigeants de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne et de l'Institut national de Crédit agricole, p. 570. — Répond à M. Ronse, constate l'insuffisance des primes à la construction, parle du fonctionnement de la régie des voies aériennes, répond aux différents orateurs, parle des retards apportés à la mise en adjudication de certains travaux, p. 615. — Discussion des articles. Art. 416*bis*. Convie le Sénat à rejeter l'amendement proposé, p. 626. — Art. 441. Demande d'accepter l'amendement symbolique. Motive les raisons pour l'adoption de l'amendement, p. 629. — Art. 462, 463 et 464. Demande confirmation de la déclaration du ministre, p. 632. — Art. 469. Déclare ne pas insister en ce qui concerne l'amendement à l'article 469, p. 635.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Par motion d'ordre rectifie une affirmation de M. Catala, p. 663.
Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1494.
Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Revient sur quelques remarques présentées en commission, p. 1987. — Discussion des articles. Art. 20. Intervient dans la discussion, p. 2008.

Lohest, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 64. Rapport : Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers.
N° 76. Rapport : Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
N° 140. Rapport complémentaire : Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
N° 145. Rapport : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.
N. 147. Proposition de loi tendant à faire bénéficier les instituteurs mobilisés, prisonniers, déportés, agents de services de renseignements, membres d'un organisme reconnu de résistance armée au cours de la guerre 1940-1945, des avantages octroyés à leurs aînés de la guerre 1914-1918.
N° 150. Rapport : Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique.
N° 239. Rapport : Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel.
N° 267. Rapport : Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire.
N° 344. Rapport : Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
N° 350. Amendement au texte présenté par la commission de la justice. Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès et à la transcription et à la rectification de certains actes de l'état civil.

Lohest (*suite*).

N° 342. Rapport : 1° Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° budget des cultes pour l'exercice 1948.
N° 400. Rapport : Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention : « Mort pour la Belgique ».
N° 474. Rapport complémentaire : Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire.
N° 480. Rapport : Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. (Projet réamendé par la Chambre.)
N° 481. Rapport : Proposition de loi acordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière.
N° 498. Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Ann. — Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Estime que la loi est nécessaire, p. 48. — Demande le dépôt du projet du ministre et une dernière mesure de cadenas pour six mois, p. 56.
Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Prise en considération. Intervention, p. 114.
Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail et proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Fait quelques réserves, p. 135.
Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. Donne lecture de son rapport, p. 164. Discussion générale. Discours : Répond à M. Fonteyne, p. 171. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 171.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Appuie M. Orban, ministre de l'agriculture, p. 294.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Dépose le rapport sur ce projet, p. 290. — Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur les points délicats de ce problème, parle des délégués, p. 381. — Se déclare d'accord avec M. Gabriel au sujet de son intervention, p. 384. — Discussion des articles. Art. 3. Se déclare d'accord avec Mlle Baers, p. 386.
Proposition de loi tendant à faire bénéficier les instituteurs mobilisés, prisonniers, déportés, agents de services de renseignements, membres d'un organisme reconnu de résistance armée au cours de la guerre 1940-1945, des avantages octroyés à leurs aînés de la guerre 1914-1918. Dépose cette proposition, p. 377.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Discussion générale. Discours : Discute les fondements de l'amendement présenté par MM. Doutrepont et Mazereel, p. 445.
Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale. Discours : Fait un résumé du problème, p. 454.
Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de Renseignements et d'Aide aux Familles des Militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale. Discours : Fait une courte motion, p. 483.
Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale. Discours : Expose d'une manière succinte la portée des amendements déposés, p. 489.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. Dépose le rapport sur ce projet, p. 648. Discussion générale. Discours : Fait une brève observation, p. 757.
Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale, établie par la loi du 12 avril 1947, au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale. Discussion générale. Discours : Fait une remarque, p. 754.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi approuvant les conventions conclues, d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur une omission dans le rapport concernant la ligne Liège-Maastricht, p. 855.
Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Répond au discours de M. Fonteyne, p. 869.
Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Odre judiciaire. Discussion générale. Discours : Estime que la proposition est fondée, demande à l'assemblée de voter l'amendement proposé par la commission, p. 889. — Demande le renvoi de la proposition en commission, p. 892.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1087.
Projet de loi contenant le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1087.
Projet de loi contenant le budget des cultes pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1087.
Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1194. Discussion générale. Discours : Soutient le point de vue de la commission, demande d'écarter les amendements de M. Fonteyne, p. 1349. Discussion des articles. Art. 2. Invite le Sénat à voter le texte de la commission dans lequel sont inclus les amendements de M. Ancot, p. 1372.
Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès et à la transcription et à la rectification de certains actes de l'état civil.
Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Fait l'éloge de M. Allard, p. 1378. — Discussion des articles (texte présenté par la commission). Art. 10. Propose un amendement, p. 1381. — Répond à M. Kluyskens, p. 1382.
Projets de loi contenant : 1° Le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° Le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° Le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à la rétribution des magistrats et à l'organisation judiciaire, fait quelques remarques, p. 1393. Rend hommage aux membres de la commission de la justice, p. 1420.
Projet de loi prescrivant l'inscription, en marge de certains actes de décès; de la mention « mort pour la partie ». Dépose le rapport sur ce projet, p. 1453.
Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Discours : Evoque la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour la patrie, p. 1707.
Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'ordre judiciaire. Dépose le rapport complémentaire sur cette proposition, p. 1723.
Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'Appel. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1756. (Projet réamendé par la Chambre.)
Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1756.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1797.
Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Souligne que la loi est nécessaire étant donné la crise qui sevit dans l'industrie de l'hôtellerie, p. 1804. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1808.
Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1944. — Discussion générale. Discours : Fait ressortir l'opportunité de la prorogation, donne un exposé du projet de loi, p. 1954. — Discussion des articles. Art. 2. Déclare que la commission a orienté l'examen de ce projet dans le sens de l'intérêt général, demande à l'assemblée de voter le texte tel qu'il a été amendé par la commission. Réplique aux arguments de M. Fonteyne, p. 1957 et 1958. Art. 2*b*. Déclare les amendements de M. Fonteyne inopportuns, p. 1962.
Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des cours d'appel. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet est provisoire et tend à remédier à la difficulté de constituer les chambres, p. 1965.
Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matières de baux à loyer. (Réamendé par la Chambre.) Discussion générale. Discours : Fait rapport verbalement sur les délibérations de la commission de la justice concluant à voter le projet tel qu'il est renvoyé par la Chambre, p. 2020.

Lohest (*suite*).

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet déposé à la Chambre écarte nettement toute idée de moratoire, précise l'interprétation de la loi en ce qui concerne le cas d'un débiteur appartenant à la catégorie protégée et poursuivi devant le tribunal de commerce en vertu d'une traite qu'il a acceptée, p. 2029.

Au nom du groupe P. S. C rend hommage à M. le président, p. 2033.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Déclare que le vote qui va être émis sera imposé par les partis politiques à l'extérieur du Sénat et que jusqu'à présent l'opinion publique n'a pu être exprimée au grand jour, qu'il y a eu reconnaissance gouvernementale et parlementaire de l'intégrité de l'honneur de Léopold III, que le Roi est maintenu *ipso facto* dans l'impossibilité d'abdiquer puisque l'abdication est un ate de la fonction royale, estime que la consultation mettra un point final à toutes les controverses pénibles sur les attitudes prises dans le passé et que si elle est repoussée, il sera démontré que la démocratie est parfois impuissante à résoudre nationalement les problèmes nationaux, p. 2065 à 2068.

M

Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 154. Rapport : Proposition de loi revisant le Fonds des communes.

N° 232. Rapport : Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives.

N° 363 Rapport : Budget de la gendarmerie pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 401. — Donne lecture du rapport, p. 411. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 414.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Désire un projet complet sur la question, p. 535. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Dépose le rapport sur ce projet, p. 608.

Motion d'ordre de M. de Dorlodot. Observation, p. 648.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Développe son rapport, propose le rejet des amendements déposés par M. de Dorlodot, p. 702 et 711.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Proteste contre les abus résultant du paiement prématuré de pensions à des agents ayant quitté leur place dans l'administration pour se faire une situation dans le privé, souhaite que les doléances des anciens combattants soient entendues par le gouvernement, p. 1012.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1059.

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Confirme l'avis de M. Harmegnies déplore que différents ministères aient à s'occuper des questions d'hygiène, p. 1334.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; le budget de l'armée pour l'exercice 1948, le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Appuie les remarques présentées par MM. Buisseret et Massonnet au sujet de la condition matérielle des membres du corps de la gendarmerie, critique le système qui consiste à exiger des gendarmes qu'ils dressent un minimum de procès-verbaux, s'intéresse à la motorisation des brigades, p. 1510.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Maquet, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 204. Rapport : Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

N° 307. Rapport : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948.

Ann. — Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 449.

Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946, relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de bien vouloir envisager la possibilité de décentraliser le service s'occupant des déclarations judiciaires du décès et de la présomption du décès, p. 451.

Annonce de son décès, p. 1722.

Marion, sénateur provincial de Liège.

Ann. Proposition de loi relative au déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite une meilleure signalisation routière, demande des explications au sujet de l'attitude du chef de cabinet du ministre pendant l'occupation, p. 1442.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1713.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Massonnet, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Ann. — Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Massonnet (*suite*).

Projet de loi réduisant certains crédit inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Reproche l'imprécision du texte qui donne tout pouvoir au ministre, p. 805

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'année 1948. — Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la situation des sinistrés de la province de Luxembourg, p. 963.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se réjouit qu'on ait reconstitué le groupe d'Arlon, réclame certains travaux urgents intéressant le Luxembourg, p. 1279.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite que les crédits pour les travaux communaux soient distribués, attire l'attention sur la situation particulière de Florenville, p. 1427.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° Le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des gendarmes, p. 1500.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1893.

Matagne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc.. — N° 313. Rapport : Budget du ministère de l'instruction publique et budget de l'enseignement pour l'exercice 1948.

N° 472. Rapport : Projet de loi réglant l'enseignement de la religion et l'enseignement de la morale dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat.

N° 473. Rapport : Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare être envahi par un sentiment pénible en raison de la grève annoncée dans l'enseignement de l'Etat, p. 1076. — Commente son rapport, parle longuement de la situation de l'enseignement technique et professionnel et souligne l'effort considérable fourni par la province de Hainaut pour le développement de cet enseignement, p. 1077 à 1080.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de la coordination économique et du rééquipement national et du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Dépose un ordre du jour pur et simple, p. 1266.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'article 2 du projet de loi, p. 1373.

S'abstient au vote sur la motion de M. Godding en conclusion de son interpellation au ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge », p. 1375.

Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Discussion sur la prise en considération. — Intervient dans la discussion, p. 1690.

Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Discours : Au nom du groupe socialiste rend hommage à ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la patrie, p. 1708.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : S'oppose à la proposition d'ajournement de M. Ronse, p. 1718.

Projet de loi relatif au changement d'école en cours d'année scolaire. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1724.

Projet de loi réglant l'enseignement de la religion et de la morale dans les athénées royaux et dans les écoles moyennes de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1766.

Matagne (*suite*).

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Souligne que l'unité morale de la patrie est le but de son parti, fait allusion à la lettre de M. Pirenne adressée au gouvernement, et demandant des poursuites à charge du journal *Le Peuple*; répond au discours de M. Van Zeeland, parle des injures de la presse catholique envers M. Pierlot, fait allusion aux débats de 1945, déclare que les passions se réveillent et pourraient mener à des désordres, évoque les protestations des syndicats du pays noir à l'annonce que le roi aurait reçu des prétendus mineurs socialistes, p. 2080 à 2083.

Mazereel, sénateur provincial de Brabant.

N° 31. Amendements : Projet de loi concernant le rajustement des traitements du personnel enseignant des universités de l'Etat.

N° 58. Rapport complémentaire : Projet de loi concernant le rajustement des traitements du personnel enseignant des universités de l'Etat.

N° 111. Rapport : Projet de loi relatif au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire..

N° 235. Rapport : Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ».

N° 330. Rapport : Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique

N° 547. Proposition de loi modifiant l'article 6 du texte coordonné des arrêtés royaux n° 125 du 28 février 1935 et n° 171 du 31 mai 1935, concernant les rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes.

Ann. — Par motion d'ordre demande que le bureau veuille bien saisir à nouveau la commission de l'instruction publique de la question de la revision des traitements des professeurs d'universités, p. 110.

Projet de loi concernant le rajustement des traitements du personnel enseignant des universités de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet, p. 126.

Projet de loi relatif au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. Dépose le rapport sur ce projet, p. 267. Discussion générale. Discours : demande de voter le texte présenté par la commission, p. 353. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 354.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet, p. 634. Discussion générale. Discours : Souligne l'état lamentable dans lequel se trouvent les établissements d'enseignement moyen, p. 747.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique. Dépose le rapport sur ce projet, p. 942.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1059.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame le remaniement des barèmes des régents des écoles moyennes, constate avec satisfaction l'importance accordée à la langue maternelle dans l'enseignement secondaire, critique la lourde charge imposée aux professeurs, demande la revision de la politique du fonds des constructions scolaires, p. 1097.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Examine la question de l'enseignement public au Congo du seul point de vue de la technique scolaire, p. 1306.

Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par les lois du 13 juillet 1934 et du 16 juin 1937 et relative à l'avancement des chefs de musique. Discussion générale. Discours : Fait remarquer au Sénat que la commission de la défense nationale a accepté ce projet pour des raisons toutes différentes de celles qui sont données dans l'exposé des motifs, p. 1522.

Mazereel (*suite*).

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Emet quelques critiques, demande la correction de l'article 16 de la loi du 26 août 1947, p. 1785 et 1786.
Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Discussion générale. Discours : Souhaite que le régime transitoire soit de courte durée, remercie le ministre d'avoir donné suite aux revendications des pensionnés, p. 1923.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Déclare que le nombre de fonctionnaires à la disposition des provinces et communes est insuffisant, demande l'assouplissement de l'article 6 de l'arrêté royal 171 qui permettrait aux gouvernements provinciaux d'octroyer à leurs fonctionnaires le grade et le traitement correspondants aux fonctions exercées et dépose une proposition de loi dans ce sens, p. 2103.
Proposition de loi modifiant l'article 6 du texte coordonné des arrêtés royaux du 28 février 1935 et du 31 mai 1935 concernant les rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes. Dépose cette proposition, p. 2104.

Merlot, ministre du budget.

Ann. — Projet de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1946 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1945 et antérieurs et à l'exercice 1946. Discussion générale. Discours : Au sujet des reproches de M. Doutrepont, p. 145. — Répond à M. de la Vallée Poussin, p. 148.
Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. Dierckx, p. 187.
Motion d'ordre de M. Van Roosbroeck relative au taux du jeton de présence accordé aux membres des conseils de prud'hommes. Répond à l'orateur, p. 449.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande le vote des crédits, déclare qu'il répondra à M. Dierckx lors de la discussion du budget de son département, p. 484.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Considère le débat comme prématuré, donne les raisons pour lesquelles la proposition de M. Buisseret doit être rejetée déclare que le gouvernement fera des déclarations nettes ultérieurement, parle des abus, p. 531.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Répond à M. Dierckx, insiste pour qu'on vote les crédits. Déclare que le premier feuilleton est absolument indépendant du second, pp. 552 et 553.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 479. Déclare ne pouvoir accepter l'amendement proposé par M. Lagae, p. 637.
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1948 et un crédit spécial à rattacher au budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que les subventions de l'Etat doivent servir à couvrir l'insuffisance des recettes d'exploitation de la S. N. C. F. B., ainsi que la hausse du prix du combustible, demande au Sénat de voter les crédits sollicités, p. 795.
Interpellation de M. Dierckx « à propos des contradictions entre les documents officiels et les chiffres communiqués à la presse par M. le ministre des finances, concernant le rétablissement de l'équilibre budgétaire pour l'exercice 1947, le montant du mali existant à la fin du dit exercice ainsi que le nombre d'agents actuellement en fonction ». Discours : Appuie les arguments de M. le ministre des finances, déclare que M. Eyskens a répondu aux questions posées, fait observer que les chiffres budgétaires confirment les données citées par le ministre des finances en ce qui concerne le nombre d'agents de l'Etat, p. 828.
Projet de loi contenant le budget du ministère du budget pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux orateurs, p. 929. Déclare qu'il n'y a aucune raison de ne pas répartir les budgets entre la Chambre et le Sénat, p. 935.
Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Affirme que le gouvernement est décidé à faire le maximum d'efforts pour les pensionnés, reproche à certains orateurs d'avoir soutenu, sans étude chiffrée préalable, les revendications de certaines catégories de pensionnés, conteste certains chiffres cités dans le rapport de M. Doutrepont, déclare qu'une réforme complète fera disparaître les abus, affirme le souci du gouvernement de servir les intérêts légitimes, mais aussi de veiller à une sage gestion des deniers de l'Etat, p. 1014. — Réaffirme les bonnes intentions du gouvernement, p. 1021.

Merlot (*suite*).

Motion d'ordre de M. Buisseret souhaitant que le ministre des finances soit présent lors de la discussion de son budget. Observations, p. 1599.
Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que les interventions de MM. Doutrepont et De Smet contenaient maintes suggestions auxquelles il sera attentif, déclare qu'il prendra des informations précises quant à l'O. M. A., parle de Benelux, soulève la question des comptes généraux et parle du retard dans la perception des impôts, déclare que les travaux sont entrepris pour la simplification de la fiscalité, p. 1606. — Déclare que l'affaire de l'O. M. A. retiendra toute son attention, p. 1607.
Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Rappelle que la commission des finances avait marqué son accord pour l'établissement d'un budget unique et spécial des dépenses résultant de la guerre, déclare qu'il avait proposé de revenir aux budgets séparés par département, donne la raison pour laquelle le gouvernement a concentré les recettes et dépenses de guerre dans un document unique, signale que si des modifications ont été apportées à certains chiffres du budget, c'est pour éviter de recourir aux avances de trésorerie, p. 1611. — Répond à M. Taillard, p. 1613.
Projets de loi autorisant des régularisations, réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1947 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1946 et antérieurs et à l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement entend revenir le plus rapidement possible à des méthodes normales, insiste pour que le Sénat rejette l'amendement relatif à la prolongation de l'exercice, p. 1615. — Affirme que tout sera régulier, p. 1616.
Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parétatiques. Discussion générale. Discours : Estime que le projet peut être assimilé à la réforme administrative et que la presse est souvent mal documentée sur la technicité du problème administratif, déclare que le gouvernement laisse les Chambres libres de se prononcer sur ce projet, p. 1700.
Au nom du gouvernement s'associe à l'hommage rendu à la mémoire de MM. Maquet et Renard, p. 1722.
Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. Dépose ce projet de loi, p. 1723. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet constitue une nouvelle étape dans la voie du retour à la régularité dans le domaine budgétaire, déclare que le gouvernement a voulu rompre avec les pratiques qui, bien que légales, ne sont pas en harmonie avec les principes de notre droit budgétaire, souligne l'effort considérable fourni pour élaborer ce document important, p. 1833.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Précise la position du problème, demande à M. De Boodt de retirer son amendement, celui-ci pouvant avoir des conséquences graves, p. 1794. — Discussion des articles. Art. 1er, § 3. Intervient dans la discussion, p. 1796.
Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Examen en seconde lecture de l'article 1er amendé au premier vote. Discours : Rappelle que le gouvernement a discuté le projet avec les délégués des anciens combattants, déclare que la thèse de M. Buisseret n'a jamais été défendue, souligne qu'il veut servir au maximum les intérêts des anciens combattants, n'admet pas de nouvelles dépenses, demande le rejet de l'amendement de M. Buisseret, p. 1891.
Projet de loi accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie. Discussion générale. Discours : Justifie longuement le projet en discussion. Répond à M. Gabriel, p. 1924 et 1926.

Merteris, sénateur coopté.

Doc. — N° 266. Amendements : Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes.
N° 323. Rapport : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948.

Ann. — Nomination du bureau. Présente la candidature de M. Rolin, p. 4.
Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste votera contre la la proposition, p. 81.

Mertens (*suite*).

Interpellation de M. Fonteyne « concernant la hausse des loyers ». Discours : Déclare, au nom du groupe socialiste, déposer une proposition d'ordre du jour pur et simple, p. 105.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 115.

Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936. Discussion générale. Discours : Souligne la portée de la loi, p. 140.

Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Déclare ne pouvoir se rallier à un ordre du jour de méfiance, p. 371.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 1, 2, 15, 21 et 44. Intervient dans cette discussion, pp. 423, 426, 428, 432 et 435.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Au nom du groupe socialiste, rend hommage à M. le premier ministre à l'occasion du dépôt du projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, p. 655.

Par motion d'ordre demande au Sénat, au nom du groupe socialiste, si le gouvernement est disposé à déposer un projet d'ensemble à favoriser la construction d'habitations à bon marché, p. 798.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : S'oppose au projet, déclare que la loi est une arme aux mains du ministre, p. 802. Discussion des articles. Art. 2, 3 et 4. Intervient dans cette discussion, pp. 834, 835, 839, 840, 842 et 843.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Dépose un ordre du jour pur et simple. Fait quelques observations, p. 1056.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1061.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1937.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. (De MM. Struye et consorts). Prise en considération. Discours : Déclare que le groupe socialiste émettra un vote négatif, étant donné que la proposition est inconstitutionnelle, p. 1930. Déclare que son groupe ne peut admettre les raisons invoquées pour faire voter la prise en considération, dévoile la manœuvre politique du P. S. C., p. 1935.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Discours : Art. 2. Estime que les raisons invoquées pour modifier le texte voté par la Chambre ne justifient pas un renvoi à cette dernière, p. 1959.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 1er. Proteste contre certaines allégations exprimées lors de la discussion générale par MM. Motz, Catala et Catteau, défend la cause des travailleurs et leur organisation syndicale, p. 1996.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale du projet réamendé par la Chambre des représentants. Discours : Déclare ne pouvoir accepter le compromis admis par la commission en ce qui concerne la représentation au sein du conseil, p. 2027.

Au nom du groupe socialiste, rend hommage à M. le président, p. 2033.

Meurice, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 71. Rapport : Propositions de loi : 1° tendant à la modification [illegible] la loi du [illegible], portant généralisation des allocations familiales exceptionnelles pour le dernier trimestre de 1946; 2° tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés, coordonnée par l'arrêté royal en date du 19 décembre 1939, modifiée et complétée par les arrêtés du Régent en date des 29 décembre 1944, 22 novembre 1945, 23 novembre 1945, 21 août 1946 et 22 août 1946.

N° 334. Rapport : Budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948.

Meurice (*suite*).

Ann. — Propositions de loi : 1° tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés, ainsi qu'à l'octroi d'allocations familiales exceptionnelles pour le dernier trimestre de 1946; 2° tendant à la modification des articles 40 et 42 de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales au profit des travailleurs salariés, coordonnée par l'arrêté royal en date du 19 décembre 1939, modifiée et complétée par les arrêtés du Régent en date des 29 décembre 1944, 22 novembre 1945, 23 novembre 1945, 21 août 1946 et 22 août 1946. Dépose le rapport sur ces propositions, p. 158.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Démontre les imperfections du système de la compensation. Soulève la question de la main-d'œuvre indigène, p. 663. Discussion des articles. Art. 1er. Développe certaines idées se rapportant à l'article, précise la situation des charbonnages, répond aux objections soulevées, donne les raisons pour lesquelles l'amendement a été proposé, p. 631. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que le problème charbonnier n'est pas encore résolu, p. 1167.

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.

Projet de loi relatif à l'assainissement du capital de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1811.

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1811.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Expose dans quel esprit les sociaux chrétiens voteront les réformes de structure, se réjouit, au nom du P. S. C. de voir aboutir des projets qui sont parmi les premiers de ses objectifs, p.1967.

Michot, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi instituant une administration personnalisée, sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». Discussion générale. Discours : S'étonne que l'on puisse s'opposer à l'école officielle, s'inquiète de l'avenir de l'enseignement public, déclare que son groupe votera le projet, p. 748.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Minnaert, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : Sur le renouvellement du numéro des maisons, p. 18.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Interpelle M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et M. le ministre des communications sur « la situation tragique des ouvriers du port de Gand durement touchés par le chômage ». Développe son interpellation, p. 248. — Répond à MM. Ronse et Crommen, p. 253.

Minnaert (*suite*).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.
Par motion d'ordre fait part au ministre de l'intérieur de quelques faits qui mettent en danger la sécurité du pays, p. 599.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Développe son interpellation adressée à M. le ministre de l'intérieur « sur les ordonnances de police votées par certains conseils communaux et qui sont en opposition avec l'article 19 de la constitution ». Proteste contre les agissements de ceux qui ne se servent de la liberté et du droit que pour des fins de propagande, pp. 1490 et 1493.
Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2011.
Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Missiaen, sénateur provincial de Flandre occidentale, secrétaire du Sénat.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 6.
Par motion d'ordre demande l'urgence pour son interpellation, p. 191.
Développe son interpellation « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel », p. 214. — Répond aux ministres, p. 229.
Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les chambres législatives. Discussion générale. Discours : Se déclare adversaire du projet, prétend que ce sont les dirigeantes féministes qui désirent l'adoption du projet de loi, déclare que les femmes se laisseront influencer par les directives d'ordre politique, p. 705.
Projet de loi instituant une administration personnalisée sous la dénomination de « Fonds de constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ». Discussion générale. Discours : Défend l'enseignement officiel, regrette l'insuffisance des crédits alloués pour la remise en état des établissements d'enseignement secondaire, demande que la loi soit intégralement appliquée, p. 749.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.
Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 13 de la loi sur l'enseignement moyen. Discussion générale. Discours : Marque son étonnement pour la demande de renvoi en commission, p. 861.
Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Donne lecture en néerlandais du rapport de M. Moreau de Melen, p. 1567.
Projet de loi portant approbation de l'Accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948. Donne lecture en néerlandais du rapport de M. Nothomb, p 1569.

Moens de Fernig, ministre du ravitaillement et des importations.

Ann. — Incident relatif à la demande d'interpellation de M. de Dorlodot. Intervention, p. 87.
Interpellation de M. de Dorlodot à M. le ministre du ravitaillement « au sujet des fermetures ordonnées aux magasins par décision administrative contraire aux déclarations ministérielles ». Discussion. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 109.
Interpellation de M. Leclercq « sur les conséquences désastreuses pour les hôteliers et restaurateurs des dispositions de réglementation nouvelle qui leur sont imposées par le récent arrêté du 27 décembre 1947 sur la matière ». Répond aux orateurs, p. 318.

Moens de Fernig (*suite*).

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait un exposé de l'évolution du ravitaillement, p. 999. Répond à MM. Mullie et Estienne, p. 1003.
Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Ordre du jour de méfiance de M. Leurquin et ordre du jour pur et simple de MM. E. De Bruyne et Mertens : Observations, p. 1056.
Projet de loi portant approbation de l'Accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948. Discussion générale. Discours : Défend le projet qui assure, pour cinq ans, une base de ravitaillement, conteste les critiques de M. Taillard, p. 1571.
Projet de loi ouvrant, pour l'exercice 1948, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'administration belge de coopération économique. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'est pas d'usage de soumettre au parlement un accord qui est en cours de négociation et qu'il n'est question que d'assurer le fonctionnement d'un service. Répond à M. De Boodt, p. 1572.
Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Expose la portée des deux conventions, déclare qu'on se trouve en plein stade d'organisation, tant aux Etats-Unis qu'en Belgique, fait ressortir que la prospérité de la Belgique a pour contre-partie le déséquilibre de sa balance commerciale et la faiblesse de sa capacité d'investissement, estime que le succès de l'aide américaine dépend en grande partie de l'Europe elle-même, p. 1815.
Motion d'ordre de M. Moulin au sujet de la catastrophe de Grandmetz. S'incline devant les victimes, déclare qu'il fera part de la motion présentée à M. le ministre des communications, p. 1832.
1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Répond à M. Buisseret, déclare que le pays reste favorisé par rapport à ses voisins, p. 1876.
Interpellation de M. de Dorlodot adressée à MM. les ministres du ravitaillement et de l'intérieur : « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie requisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut, ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie requisitionnée par la province de Hainaut ». Discours : Déclare que l'affaire est ennuyeuse pour les producteurs et que le choix du gestionnaire s'est révélé malheureux, fait observer que les comptes seront rendus prochainement et que le gouvernement prendra le déficit à charge, déclare que l'enquête du parquet est en cours, p. 1943. — Vote sur les ordres du jour déposés par M. de Dorlodot, d'une part, et MM. de la Barre d'Erquelinnes et Bouilly, d'autre part. Intervient dans la discussion, pp. 2016 et 2017.

Mondelaers, sénateur de l'arrondisement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'insémination artificielle, parle du contrôle laitier, soulève la question du drainage, p. 1046.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait quelques observations au sujet des dispositions d'exécution du règlement sur le contrôle et le commerce de la viande, réclame la construction d'abattoirs modernes, p. 1452.

Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 184. Rapport : Projet de loi approuvant l'Accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946.
N° 294. Rapport : Projet de loi approuvant les Conventions conclues d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière et le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays.
N° 388. Rapport : Projet de loi approuvant l'Accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949.

Moreau de Melen (*suite*).

N° 413. Rapport : Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 11. Pose une question au ministre et aux rapporteurs, p. 331.

Projet de loi approuvant l'Accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Dépose le rapport sur ce projet, p. 453.

Projet de loi approuvant l'Accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Discussion générale. Discours : Donne un aperçu des traités qui ont précédé la conférence d'où est sorti l'accord de Paris, parle de l'établissement d'un plan général de l'économie allemande, soulève la question des quotes-parts des dix-huit Etats, s'intéresse aux prestations économiques, demande au gouvernement de persévérer avec fermeté en ce qui concerne la question des réparations, p. 508.

Proposition de loi assurant le [illegible]ement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi portant création d'un centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux et juridiques en régions wallonnes et flamandes. Discussion générale. Discours : Rend hommage à M. Hermel, insiste pour que la proposition soit adoptée rapidement, p. 845.

Projet de loi approuvant les conventions conclues, d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Dépose le rapport sur ce projet et en donne lecture, p. 855.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Emet des considérations sur l'O. N. U., énumère les raisons de confiance : plan Marshall, Benelux, pacte de Bruxelles; souhaite que le soutien américain se concrétise bientôt au point de vue militaire, estime que des compensations, y compris les rectifications de frontières, sont dues par l'Allemagne à la Belgique, réclame une indépendance plus grande pour l'armée d'occupation, note l'amélioration du commerce extérieur, espère que la Belgique prendra une part importante aux efforts pour une paix véritable, p. 1176.

Projet de loi approuvant l'Accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1414.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1509.

Projet de loi approuvant l'Accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. Discussion générale. Discours : Répond à une objection de M. Taillard, demande que la Hollande fasse un effort pour augmenter ses importations chez nous, p. 1559.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Discussion générale. Discours : Répond à M. de Dorlodot, commente les clauses économiques du traité avec l'Italie, p. 1559.

Projet de loi contenant le budget des dotations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1642.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur une situation spéciale en ce qui concerne les prisonniers de guerre et demande une déclaration du gouvernement à ce sujet, p. 1786.

Motz, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 396 : Proposition de loi sur les conseils d'entreprises.

Ann. — Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Motz (*suite*).

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la coordination économique, critique le freinage des travaux publics, demande de favoriser l'épargne, demande où en est la politique de construction de logements, dépose une motion, p. 1150.

Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime catastrophique la situation financière des charbonnages, pose le problème du rééquipement, réclame la liberté du commerce et desp rix, considère que ce serait une catastrophe nationale d'étendre à toutes nos industries le système de la compensation charbonnière, dépose une motion tendant à supprimer le ministère du combustible, p. 1155.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Approuve la politique de commerce extérieur, s'intéresse à la réalisation du plan Marshall, soulève le problème de l'utilisation des crédits consentis à l'étranger, voit en Benelux une première étape vers des perpectives plus larges, p. 1202.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Enumère les causes du malaise sévissant parmi les classes moyennes, se déclare partisan de la libre initiative pour concurrencer avec les pays étrangers, constate qu'il y a trop de commerçants, déclare que la politique suivie avantage trop de travailleurs manuels par rapport aux classes moyennes, p. 1251.

Projet de loi contenant la budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur deux points ayant trait au statut du personnel de la S. N. C. F. B., parle de la radiodiffusion en Belgique, p. 1270.

Proposition de loi sur les conseils d'entreprise. Dépose cette proposition, p. 1306.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : S'intéresse au fonctionnement de la Société du crédit à la colonie, p. 1352.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Demande que les traitements des ingénieurs ainsi que ceux des autres fonctionnaires supérieurs soient relevés, p. 1369.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles, additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Emet quelques observations au sujet des articles 6, 7 et 8 de la Convention, déclare que l'administration du plan Marshall devra utiliser au maximum les canaux du commerce privé, estime qu'il est souhaitable que le parlement ait connnaissance du programme soumis à Paris par la Belgique, déclare que des contats directs doivent être ménagés entre acheteurs et vendeurs, p. 1818.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Examine l'esprit du projet, critique le monopole accordé à des organisations ouvrières, critique la compétence des conseils d'entreprise en matière économique et le monopole syndical, propose certains amendements, p. 1973. — Discussion des articles. Art. 16. Intervient dans la discussion, p. 2007. — Justifie le vote de son groupe, p. 2011.

Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 130. Rapport : Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

N. 180. Amendements : Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947, maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant.

N° 371. Rapport : Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Moulin (*suite*).

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. Discussion générale. Discours : Sur les difficultés rencontrées par les planteurs de tabac, p. 192.
Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Au sujet de la création d'une école moyenne à Frasnes-lez-Buissenal, p. 231.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 389.
Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Combat l'amendement présenté par M. Buisseret, p. 405.
Proposition de loi complétant les articles 35 et 52 de l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946 coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion générale. Discours : Émet le vœu de voir voter la proposition, p. 415.
Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste votera pour la dernière fois le maintien de l'activité de l'O. R. A. F., propose, sous forme d'amendement, de rédiger l'article 1er du projet de telle sorte que la prorogation soit valable jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi réglant la situation des victimes de la guerre, p. 452. — Insiste pour l'adoption de son amendement principal, p. 483.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Observations, p. 799.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Conteste les chiffres avancés, p. 805. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.
Projet de loi approuvant les conventions conclues, d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur une omission dans le rapport concernant la ligne Bruxelles-Lilles, p. 855.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à l'activité des offices d'orientation professionnelle, et au fonctionnement des services d'incendie, p. 941.
Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Proteste contre certains cumuls dont bénéficient des officiers pensionnés occupés dans les organismes parastataux, p. 1013.
Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : S'étonne de la discussion qui surgit autour du projet, p. 1132.
Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des travailleurs indépendants, ainsi que celle des ouvriers agricoles, p. 1140.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Rend hommage à l'activité du personnel de la régie, p. 1367.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1414.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Au sujet de l'amendement proposé à l'article 19, soulève la question de la lutte contre la poliomyélite et de la politique du logement, souhaite que le budget de l'Œuvre nationale de l'enfance soit publié en annexe du budget de la santé publique, déplore que la question de l'inspection médicale scolaire n'ait pas trouvé de solution d'ensemble, soulève la question de la distribution d'eau, critique la répartition des subsides entre les organismes sportifs, critique également la nomination d'un inspecteur, déclare qu'il faut revoir les limites de la liberté subsidiée, pp. 1465 à 1467. — Déclare retirer l'amendement déposé à l'article 19.

Moulin (*suite*).

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore qu'il y ait trop de militaires pensionnés occupés à l'O. M. A., demande la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner les activités de cet organisme, p. 1605.
Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.
Par motion d'ordre demande au ministre des communications de prendre des mesures en vue d'éviter que des catastrophes telles que celle de Grandmetz puissent se reproduire, p. 1832.

Moyersoen (baron), sénateur coopté.

Doc. — N° 51. Proposition de loi instituant une Société nationale de construction et de crédit immobilier en faveur des classes moyennes.
N° 325. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948.
N° 477. Amendements : Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie.
N° 546. Amendement : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.
Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 1er. Fait quelques remarques, p. 261. — Art. 4. Demande que la portée de l'article soit précisée, p. 271. — Art. 9. Demande le renvoi en commission, p. 314. — Répond à M. Fonteyne, p. 326.
Proposition de loi instituant une Société nationale de construction et de crédit immobilier en faveur des classes moyennes. Dépose cette proposition, p. 449.
Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion des articles. Art. 5. Déclare retirer son amendement, p. 701. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Déclare que le moment est venu de passer aux réalisations, constate que les programmes élaborés n'ont pu être exécutés pour des raisons financières, déclare que pour arriver à un résultat, il faut l'intervention des pouvoirs publics et de l'initiative privée, répond à M. Gilneur, parle de la mauvaise volonté de la Société nationale et des prêts consentis par la Caisse d'Epargne, p. 809. — Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 838.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 13. Intervient dans la discussion, p. 1066.
Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se préoccupe de la crise du logement, souhaite que les sociétés de construction de maisons à bon marché puissent reprendre leur activité, p. 1465.
Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : Désire savoir si la commission ou le rapporteur ont consulté la Ligue des familles nombreuses et le Conseil supérieur des familles, p. 1575.
Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion des articles. Art. 1er, litt. *c*. Intervient dans la discussion pour motiver son amendement, p. 1900.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion des articles. Art. 18. Souligne qu'il conviendrait de diminuer le revenu au profit de l'Etat et de la commune, p. 2145.

Mullie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, deuxième vice-président du Sénat.

N° 67. Rapport : Projet de loi concernant les douanes et accises.

Doc. — N° 68. Rapport : Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac.
N° 295. Rapport : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948.
N° 437 Rapport : Projet de loi concernant les accises.

Ann. — Proclamé deuxième vice-président du Sénat, p. 5.
Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. Dépose le rapport sur ce projet, p. 158.
Projet de loi concernant les douanes et accises. Dépose le rapport sur ce projet, p. 158.

Mullie (*suite*).

Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.
Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de répondre aux observations présentées par M. Bouilly, p. 192.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 972.
Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Répond à M. le ministre, p. 1002.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 1004.
Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.
Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1647.
Projet de loi concernant les accises. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1723.
Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.
Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion des articles. Art. 1er, litt. c. Discours : Souhaite la désignation d'un représentant de l'agriculture et des classes moyennes au conseil d'administration, p. 1905.
Interpellation de M. Gillon « sur le fait que la ville de Courtrai se trouve toujours sans bourgmestre et sur la cause de cette carence ». Discours : Appuie la demande de M. Gillon et insiste pour que la nomination soit faite sans retard, p. 1939.

N

Neefs (Cyriel), sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Neels, sénateur provincial de Flandre occidentale.

Doc. — N° 332. Rapport : Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires, en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales.
N° 379. Amendement : Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

Ann. — Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués. Discussion générale. Discours : Demande au gouvernement de se rallier au point de vue de la commission, p. 352.
Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 426.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1061. — Discussion générale. Discours : Souligne la portée du projet et souhaite que bientôt il y ait une loi définitive, p. 1130.
Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. Discussion générale. Discours : Déclare retirer son amendement, p. 1407.

Nihoul, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Doc. — N° 540. Amendement : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.

Nihoul (*suite*).

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Fait quelques remarques, p. 243.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article permier de la proposition, p. 550.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Evoque les progrès techniques qu'on peut attendre dans le domaine de la production agricole, estime que les pouvoirs publics ont un grand rôle à jouer dans le développement de la science agricole, p. 1049.
Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.
Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion des articles. Art. 12. Justifie son amendement, p. 2143. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2154.

Nothomb (baron), sénateur provincial de Luxembourg.

Doc. — N° 131. Rapport : Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant.
N° 164. Rapport : Projet de loi autorisant le gouvernement belge à faire une déclaration acceptant la juridiction obligatoire de la Cour de justice internationale.
N° 223. Rapport : Projet de loi fixant une date limite pour l'introduction des demandes en indemnisation du chef de réquisitions effectuées par les troupes belges.
N° 348. Rapport : Budget de la défense nationale pour l'exercice 1948.
N° 415. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948.

Ann. — Interpelle M. le premier ministre et ministre des affaires étrangères « sur les conditions nouvelles de la politique extérieure et intérieure de la Belgique au lendemain des délibérations de l'O. N. U. et de la constitution du Kominform, et à la veille de la conférence des puissances pour la solution du problème allemand ». Développe son interpellation, p. 27.
Projet de loi relatif à une allocation compensatoire à la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.
Par motion d'ordre demande au premier ministre si le gouvernement n'estime pas opportun de faire une déclaration sur la politique internationale, p. 305.
Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale. Discours : Convie le Sénat à adopter le projet, p. 452. — Fait un exposé de l'incident qui a suspendu le projet, p. 452. — Fait un exposé de l'incident qui a suspendu la discussion du projet de loi, p. 482. — Demande le rejet de l'amendement présenté et se prononce pour l'adoption du projet tel qu'il a été présenté par le gouvernement, p. 483.
Par motion d'ordre demande au gouvernement ce qu'il a fait et ce qu'il fera pour empêcher que des événements pareils à ceux de Prague ne se produisent jamais dans notre pays, p. 505.
Projet de loi approuvant l'accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Discussion générale. Discours : Espère que le gouvernement ne manquera aucune occasion de faire valoir nos revendications réelles d'ordre économique et territorial, p. 512.
Projet de loi autorisant le gouvernement belge à faire une déclaration acceptant la juridiction obligatoire de la Cour de justice internationale. Discussion générale. Discours : Recommande l'adoption du projet, p. 513.
Projet de loi fixant une date limite pour l'introduction des demandes en indemnisation du chef de réquisitions effectuées par les troupes belges. Dépose le rapport sur ce projet, p. 566.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Proposition de loi supprimant la case de tête pour les élections législatives et provinciales. Discussion générale. Discours : Rappelle au Sénat avoir déposé une proposition plus souple, appuie la thèse de M. de Dorlodot, . 850.
Projet de loi contenant le budgets des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur un point particulier, p. 901.

Nothomb (baron) (*suite*).

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame des locaux dignes pour les différentes académies, demande la protection des monuments, réclame la répartition des œuvres d'art, demande de ne rien négliger pour la défense du livre et de l'édition belges, réclame la restitution des archives qui se trouvent à Dusseldorf et à Trêves et demande où en est la question de la normalisation de notre chant national, p. 1096.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il faut organiser une Europe occidentale, s'intéresse au problème allemand, réclame la renaissance des anciens Etats princiers rhénans, rappelle avoir préconisé un statut spécial pour la région d'Aix-la-Chapelle, p. 1188.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1262.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se plaint de la lenteur des communications dans la province de Luxembourg, préconise une politique plus active du tourisme, évoque la question de la radiophonie, p. 1322.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique l'état imposé à des condamnés et à des étrangers, se plaint de la lenteur mise à nommer des juges de paix dans le Luxembourg, p. 1414.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que pendant longtemps il n'y a rien eu derrière la façade de l'armée, lance une diatribe contre les communistes, parle des travaux de la commission militaire mixte, souhaite que notre stratégie soit tournée vers l'avant, réclame une aviation forte, déplore que notre armée d'occupation se trouve dans une situation inférieure, évoque le problème du commandement suprême de l'armée, demande la désignation d'un chef des opérations et souhaite l'organisation de la mobilisation civile, p. 1505.

Projet de loi portant approbation de l'accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948. Dépose son rapport et en donne lecture, p. 1569.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Déclare que de toute façon il résultera du débat un effort de clarté, de compréhension et de concorde nationale, p. 2086.

Demande d'interpeller le ministre des finances « à propos de la circulaire que l'administration fiscale vient d'adresser à tous les contribuables en retard de paiement, et notamment à tous ceux dont les réclamations les plus justifiées sont pendantes devant les directions provinciales des contributions, pour les menacer de la réalisation de leurs biens si, avant le 5 novembre 1948, ils n'ont pas payé ce qui est réclamé ou n'ont pas fourni de garanties ». Insiste sur l'urgence de son interpellation, p. 2122. — Signale la situation angoissante de certains contribuables qui ont introduit des réclamations contre les taxes qui leur sont imposées et qui se trouvent dans l'impossibilité d'obtenir des cautionnements, p. 2130. — Après une déclaration du ministre des finances, ne maintient pas la demande d'urgence mais désire que son interpellation reste inscrite à l'ordre du jour, p. 2131.

O

Olin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projets de loi contenant les budgets du ministère de l'instruction publique et de l'enseignement pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se plaint du crédit minime octroyé au théâtre lyrique de Verviers, p. 1096.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite la reprise des travaux aux bâtiments scolaires, p. 1442.

Orban, ministre de l'agriculture.

Ann. — Motion d'ordre de M. le comte d'Aspremont Lynden « concernant la menace de pénurie de pommes de terre ». Répond à M. d'Aspremont Lynden, p. 48.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion générale. Discours : Marque son accord complet sur les textes proposés, p. 242. — Discussion des articles. Art. 1er. Répond à M. Sobry, p. 259. — Art. 2. Demande le rejet des amendements de M. Fonteyne, p. 266. — Art. 4. Se déclare d'accord avec les amendements de M. Fonteyne, p. 270. — Approuve l'interprétation de M. Verbaet, p. 271. — Art. 6. Demande au Sénat de ne pas se rallier à l'amendement présenté, p. 273. — Art. 8. Attire l'attention sur un inconvénient de l'amendement de M. Van Laeys, p. 276. — Parle de l'attitude des groupes communistes et libéraux, p. 284. — N'approuve pas l'amendement de M. Godding, p. 294. — Parle des principes de procédure et de la ligne de conduite à suivre par les juges, p. 302. — Art. 9. Déclare ne pas être en possession du texte de M. Leurquin, p. 308. Répond à M. De Clercq, p. 310. — Fait quelques réserves, p. 325. — Art. 11. Fait part de ses sentiments personnels, p. 336. — Art. 11*ter*. Fait une précision, p. 341. — Art. 12. Parle au sujet des droits d'enregistrement, p. 343. — Fait siennes les paroles de M. Van Remoortel, p. 344. — Art. 13. Intervention, p. 347.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Discours. Art. 1er. Fait remarquer à M. Fonteyne que son observation contient une chose non juridique, p. 459. — Art. 3. Intervient pour dissiper un malentendu, p. 461. — Art. 11. Souligne que le gouvernement n'a pas à prendre position au sujet de l'amendement de M. Lagae, p. 466.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion générale. Discours : Insiste pour que soit rejeté l'amendement proposé à l'article 3, p. 544. Discussion des articles. Art. 3. Intervient dans cette discussion, p. 546.

Projet de loi sur le remembrement des biens ruraux. Dépose ce projet, p. 573.

Interpellation de M. Buisseret « sur les conditions anormales dans lesquelles s'effectue l'importation de 2,000 vaches de race pie noire et sur les mesures qu'il compte prendre pour arrêter d'urgence le trafic inadmissible qui est en cours ». Discours : S'étend sur le problème posé par M. Buisseret, attire l'attention de l'interpellateur sur le fait que cette importation se faisait sous le contrôle des syndicats d'élevage, signale que c'est la première fois qu'il est procédé à l'importation de bétail d'élevage de Hollande, déclare que tous les syndicats étaient représentés, donne lecture de la délibération prise par les syndicats, déclare que son département étudie une formule qui ne donnera plus lieu à ces abus individuels, p. 577.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Déclare accorder toute son attention aux effets du plan Marshall et aux rapports avec l'Allemagne, examine quelques détails du rapport, énumère les mesures prises pour l'amélioration de la production fourragère, évoque le stade épineux de la question du tabac, p. 1052. Expose les mesures prises pour combattre les maladies du cheptel, parle de l'exportation de chevaux vers la France, déclare qu'il intensifiera la politique d'amélioration des produits laitiers, fournit des explications au sujet du nouveau programme agricole, annonce qu'un important subside sera consacré à l'achat de matériel pour les instituts scientifiques de recherches, déclare vouloir favoriser la création de coopératives agricoles, p. 1064. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1065. — Art. 13. Intervient dans la discussion, p. 1066.

Projet de loi réglant le recrutement de la magistrature. — Dépose ce projet, p. 1689.

Projet de loi corrigeant les termes inexacts du texte français du Code civil et y constatant certaines abrogations tacites. Dépose ce projet, p. 1689.

Proposition de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement est favorable au projet et qu'il ne s'oppose pas, en principe, à la création d'unee police féminine, p. 1711. Discussion des articles. Art. 8. Intervient dans la discussion, p. 1716.

Projet de loi portant répartition du territoire du royaume en circonscriptions judiciaires et fixant le tabelau du personnel des justices de paix et des tribunaux de police. Dépose ce projet, p. 1711.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la proposition contient des dispositions juridiques nouvelles, demande qu'elle ne soit pas applicable en matière fiscale, p. 1805.

Orban (*suite*)

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Discussion générale. Discours : Déclare que le discours de M. De Block a parfaitement exposé le point de vue du gouvernement, demande au Sénat de voter le projet à l'unanimité, p. 1948.

Orban de Xivry (baron), sénateur provincial de Luxembourg.

Doc. — N° 237. Rapport : Projet de loi comportant des mesures transitoires relatives aux allocations pour victimes civiles de la guerre 1940-1945.

N° 491. Rapport : Projet de loi accordant une indemnité d'attente sur pension à certaines veuves de la guerre 1914-1918.

Ann. — Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 175.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 9. Fait une remarque, p. 310.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Demande certaines précisions à M. le rapporteur, p. 519

Proposition de loi concernant la revision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 526.

Fait personnel de M. Fonteyne. Répond à M. Fonteyne, p. 567.

Interpellation de M. Buisseret à M. le ministre de l'agriculture « sur les conditions anormales dans lesquelles s'effectue l'importation de 2,000 vaches de race pie noire et sur les mesures qu'il compte prendre pour arrêter d'urgence le trafic inadmissible qui est en cours ». Discours : Constate que la question des vaches pie noire remonte à plusieurs mois, signale la réduction du cheptel, déplore qu'il n'ait pas été tenu compte des syndicats d'élevage de la province de Luxembourg, p. 576.

Projet de loi comportant des mesures transitoires relatives aux allocations pour victimes civiles de la guerre 1940-1945. Dépose le rapport sur ce projet, p. 648.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les élections législatives. Discussion générale. Discours : S'élève contre le discours de M. Missiaen, p. 711.

Projet de loi comportant des mesures transitoires relatives aux allocations pour victimes civiles de la guerre 1940-1945. Discussion générale. Discours : Déclare se tenir à la disposition du Sénat pour fournir éventuellement des explications complémentaires, p. 711.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Par motion d'ordre flétrit les actes de vandalisme qui ont été commis contre le monument élevé à la mémoire du bâtonnier Louis Braffort, p. 794.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des sinistrés des Ardennes, p. 972.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande un prix rentable pour les agriculteurs, p. 999.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord avec les orateurs précédents, attire l'attention sur le dépérissement d'arbres résineux, réclame des mesures en matière de tuberculinisation du bétail et propose la destruction des animaux nuisibles, p. 1051.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur les défauts de communications ferroviaires dans le Luxembourg et sur les accidents de roulage, réclame pour les gros camions le placement du volant à droite et souhaite la création d'une ligne vicinale Clavier-Marche-en-Famenne, soulève la question de l'établissement des horaires et réclame l'établissement d'un émetteur de radio dans sa province, p. 1321 à 1322.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Soulève un point de l'amendement de M. Van Roosbroeck, p. 1388.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande la simplification de l'uniforme du gendarme, réclame un armement, demande le secours de chiens policiers, parle de la motorisation, soulève la question du logement des gendarmes, p. 1511.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion des articles. Art. 21. Intervient dans la discussion, p. 1783.

Orban de Xivry (baron) (*suite*)

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Demande au ministre des finances de déclarer qu'il ne réclamera pas en ce moment les impôts exigibles, p. 1807.

Projet de loi accordant une indemnité d'attente sur pension à certaines veuves de victimes civiles de la guerre 1914-1918. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1823. — Discussion générale. Discours : Demande au Sénat de se rallier à l'unanimité à ce projet, p. 1911.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Justifie son vote, p. 1831.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. Discussion générale. Discours : Demande au ministre des finances de répéter ce qu'il a dit à la Chambre concernant la liste des objets de luxe, p. 1912.

Vote sur les ordres du jour déposés par M. de Dorlodot d'une part et MM. de la Barre d'Erquelinnes et Bouilly d'autre part, en conclusion de l'interpellation de M. de Dorlodot à MM. les ministres de l'intérieur et du ravitaillement et des importations, concernant la laiterie de Boussu-Walcourt. Intervient dans la discussion, p. 2018.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2018.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 12, p. 2143. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

P

Petit, sénateur coopté.

Doc. — N° 308. Rapport : Budget du ministère du ravaitaillement et des importations pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait certaines suggestions, p. 998.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande au ministre d'intervenir auprès de son collègue des finances pour que satisfaction soit donnée aux cultivateurs en matière de fiscalité, p. 1052.

Pholien, sénateur coopté, premier vice-président du Sénat.

Doc. — N° 181. Amendement : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

N° 215. Rapport : Proposition de loi prorogeant le délai de prescription légale établie par la loi du 12 avril 1947 au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale.

N° 250. Rapport : Projet de loi modifiant le § 2 de l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

N° 340. Rapport : Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948.

N° 341. Rapport : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948.

N° 357. Rapport complémentaire : Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948.

N° 526. Rapport : Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. Struye et consorts).

Ann. — Proclamé premier vice-président du Sénat, p. 5.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 116.

Demande d'interpellation adressée à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, forts importants, dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Au sujet des détenteurs des titres, attire l'attention sur les investissements faits à l'étranger, démontre l'avantage des rentrées en devises fortes, répond à M. Doutrepont, déclare défendre les intérêts légitimes de la Belgique, pp. 562 à 565. — Développe son interpellation, p. 590.

Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale établie par la loi du 12 avril 1947, au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale. Discussion générale. Discours : Appuie les observations de M. le ministre de la justice, p. 754.

Pholien (*suite*)

Projet de loi modifiant le § 2 de l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Discussion générale. Discours . Déclare que la modification sollicitée harmonisera la situation de l'auditorat général avec celle des parquets généraux des trois Cours d'appel et du parquet général de la Cour de cassation, p. 755.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Déclare ne pouvoir partager le point de vue du ministre de la justice, p. 882.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1155.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1155.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : S'inquiète de l'augmentation trop brusque du train de vie de la colonie, souligne les différents travaux à réaliser au compte du budget extraordinaire, déclare qu'il serait souhaitable de faire appel à l'épargne coloniale pour les travaux à réaliser, réclame l'augmentation du standing matériel et moral de l'indigène, rend hommage à l'œuvre des missions, pp. 1286 à 1289. — Répond à M. Van Eyndonck, voudrait que l'enseignement des deux langues nationales soit observé, estime que le vœu de M. Godding est contraire à la loi, pp. 1356-1357.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Souhaite que chacun émette un vote selon sa conscience, déclare que les projets intéressent l'épargne de tous, se déclare hostile à l'étatisation, soulève la question de la fixation du plafond, pp. 1727, 1728.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Désire que les socialistes revisent leur opinion, rappelle la position du problème en ce qui concerne le P. S. C., justifie la constitutionnalité et l'opportunité de la proposition, p. 1933.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (n° 76, S. E. 1946). Discussion générale. Discours : Rappelle l'article 32 de la Constitution selon lequel les membres des deux Chambres représentent la nation et non leur circonscription électorale, déclare que la situation équivoque ne peut perdurer et que la régence n'est qu'un régime temporaire. Envisage la situation née de la loi du 19 juillet 1945, démontre qu'aucun article de la Constitution ne s'oppose à la consultation et que celle-ci ne donnerait nullement un caractère plébiscitaire au Roi, parle de la proposition libérale tendant à constituer une commission qui serait chargée d'examiner l'attitude du Roi, parle de la commission Servais et de la déclaration de M. Spaak faite antérieurement et selon laquelle l'honneur du Roi n'est pas en cause. Rappelle la dissolution des Chambres en 1939, pp. 2038 à 2043.

Pincé, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose quelques questions, p. 1231.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que les crédits prévus pour le département sont insuffisants pour assurer le développement d'une politique convenable de la santé publique, réclame des hôpitaux plus nombreux et mieux équipés, p. 1467.

R

Ramaekers, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1268.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 15. Intervient dans la discussion, p. 2003.

Renard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Annonce de son décès, p. 1722.

Rolin, sénateur coopté.

Ann. — Elu président du Sénat, p. 4.

Projet de loi suspendant l'application de l'article 16 de la loi du 4 août 1926 (art. 18, 1°, 3e alinéa, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932). Discussion générale. Discours : Appuie le rapporteur, rappelle au Sénat la fonction essentielle du parlement, demande de ne pas suivre le point de vue du gouvernement, p. 378.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 419.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

S'abstient au vote sur l'ajournement du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes, p. 800.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Ronse, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Doc. — N° 40. Rapport : Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur.

N° 105. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 185. Amendement : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948.

N° 303. Rapport : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1948.

N° 370. Rapport : Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948.

N° 435. Rapport : Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parétatiques.

Ann. — Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. Dépose le rapport sur ce projet, p. 118.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. Discussion générale. Discours : Exprime le vœu que les peines soient légères, p. 160.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur le rôle économique joué par la lettre de change, p. 234. — Discussion des articles. Art. 5. Intervient dans cette discussion, p. 236.

Interpellation de M. Minnaert « sur la situation tragique des ouvriers du port de Gand durement touchés par le chômage ». Discours : Réclame la construction d'une écluse et l'amélioration du canal, p. 250.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 8. Discours sur la jurisprudence, p. 276. — Art. 9. Demande quelques précisions, p. 313. — Expose pourquoi il dépose un nouvel amendement, p. 323. — Répond à M. Bouilly, p. 324.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. Discussion des articles. Art. 3 et 4. Intervient dans la discussion, pp. 546 et 547.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souligne la politique portuaire, la question du logement et la construction de maisons d'habitations, p. 584. — Discussion des articles. Art 416. Regrette l'insuffisance des crédits accordés à la petite propriété terrienne, p. 626. — Art. 462, 463 et 464. Prend acte de la déclaration du ministre, p. 623.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord avec l'ensemble des déclarations du ministre des

Ronse (*suite*)

finances, demande l'attention pour le problème de la répercussion des contributions sur la vie économique et sociale, demande la simplification fiscale, plaide la cause des familles nombreuses, souligne que les frais d'administration absorbent 50 p. c. des revenus nationaux, p. 773.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discours : Rappelle que les arguments développés par M. Mertens l'ont déjà été à la Chambre, s'oppose à l'ajournement, p. 798.

Projet de loi contenant le budget des services du premier ministre pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 897. — Discussion générale. Discours : Déclare se référer à son rapport, p. 938.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que certaines critiques ne sont pas fondées, regrette le dépôt tardif du projet de loi, parle des statistiques, soulève la question des chantiers nationaux, parle des priorités et de la caisse autonome des dommages de guerre, p. 965.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1295.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déplore le grand nombre d'arrestations arbitraires, demande de traiter avec clémence le plus grand nombre de personnes susceptibles de réadaptation, parle des exécutions, réclame une mesure de nature à amener des milliers de personnes à s'intégrer à nouveau dans la communauté nationale, p. 1412.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que l'intervention du ministère du budget a été décevante, demande de supprimer le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre et de prévoir un chapitre spécial pour ces dépenses dans le budget de chaque département intéressé, p. 1609.

Proposition de loi abrogeant la loi du 19 juillet 1945, tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution. Discussion sur la prise en considération. Intervient dans la discussion, p. 1689.

Projet de loi relatif à la constitution d'une commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat et des institutions parétatiques. Discussion générale. Discours : Répond aux allégations de M. Buisseret, approuve plusieurs observations de M. Doutrepont, se déclare partisan du système bicaméral, répond à M. Doutrepont et invite le Sénat à voter le projet, p. 1698.

Projet de loi prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention « Mort pour la Belgique ». Discussion générale. Au nom du P. S. C., s'incline devant la figure des héros qui ont sacrifié leur vie pour la patrie, p. 1708.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Souhaite que la discussion soit remise au mardi suivant, déclare que la question doit être approfondie, afin de faciliter la discussion publique, p. 1717.

Projet de loi modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs. Dépose, au nom de M. Ronvaux, le rapport sur ce projet, p. 1732.

Motion d'ordre de M. de Dorlodot demandant un accomodement permettant au Sénat d'entendre tous les discours. Observations, p. 1738.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Déclare que les trois projets sont en rapport direct avec le régime monétaire et la stabilité du crédit, pp. 1753 à 1754.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion des articles. Intervient dans la discussion aux articles 15, 17, 18 et 21, pp. 1780 à 1783.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Demande la clôture du débat et fait quelques remarques, p. 1829.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Souligne qu'il s'agit de la constitutionnalité et de l'opportunité de l'initiative

Ronse (*suite*)

consistant à soumettre cette proposition au parlement, déclare que la nécessité d'une solution a été reconnue par tous les gouvernements et que les socialistes sont contraires à la tradition même de leur parti en s'opposant à une consultation nationale, p. 1931. — Discussion générale. Discours : Evoque longuement la séance des Chambres réunies en septembre 1944, reprend les arguments tendant à démontrer qu'il faut en finir avec « cette question tragique », fait observer que la loi de juillet 1945 n'apportait qu'une solution provisoire, rappelle l'engagement du gouvernement à chercher une solution au problème royal, convie les Belges à se serrer unanimement autour du Roi, p. 2061.

Ronvaux, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 470. Rapport : Projet de loi modifiant la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs.

Ann. — Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

S

Schot, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Doc. — N° 82. Proposition de loi revisant le Code des taxes assimilées au timbre en ce qui regarde la taxe de transmission.

N° 85. Amendements : Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et, en général, de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement des constructions maritimes.

N° 92. Proposition de loi modifiant la législation relative au gage.

N° 394. Rapport : Budget de la dette publique pour l'exercice 1948.

N° 457. Amendements : Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale.

N° 458. Amendement : Projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

N° 479. Amendements : Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie.

N° 541. Amendements . Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Suggère une réduction de certains impôts, p. 56.

Interpellation de M. Harmegnies « sur le retard apporté par le gouvernement dans l'application des mesures préconisées par la commission spéciale pour l'étude de l'assainissement des finances communales et provinciales ». Discours : Critique la façon de procéder des différents gouvernements, p. 123.

Proposition de loi revisant le Code des taxes assimilées au timbre en ce qui regarde la taxe de transmission. Dépose cette proposition, p. 192.

Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Discours : Expose les inconvénients du projet, p. 195.

Proposition de loi modifiant la législation relative au gage. Dépose cette proposition, p. 242.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Interpellation de M. Pholien à M. le ministre du commerce extérieur « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction, Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles. Discours : Réclame du gouvernement une déclaration claire et nette, p. 594.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : Insiste pour établir le statut charbonnier, parle du recrutement des ouvriers, déclare que le projet est contraire à ses principes en matière constitutionnelle, légale et conventionnelle; soulève la question de la réquisition et de l'expropriation, critique le système appliqué pour les indemnisations, p. 666. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Schot (*suite*)

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 837.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion des articles. Art. 11. Intervient dans cette discussion, p. 894.

Projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1411.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Discussion générale. Discours : Défend les amendements déposés, souhaite des allegements fiscaux pour l'industrie de l'armement, p. 1554.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Commente les termes de son rapport sur le budget de la dette publique en évoquant l'évolution de la charge de la dette et les dispositions des accords internationaux, p. 1600.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. Discussion générale. Discours : Rappelle que le gouvernement avait promis de ne pas maintenir la taxe à l'exportation, proteste contre le fait que le gouvernement s'est lié avant de consulter le parlement, p. 1634. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1644.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Propose de remettre la suite du débat, p. 1736. — Justifie la portée de son amendement, soulève la question du plafond, commente les dispositions des projets, craint que les pouvoirs du ministre des finances ne deviennent excessifs, pp. 1751 et 1752. — Discussion des articles du premier projet. Intervient dans la discussion au § 9 de l'article 1er, p. 1767.

Projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique. Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 3, p. 1774. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1811.

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1811.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Demande de revenir à la légalité, p. 1875.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion des articles. Art. 1er, litt. *c* : Discours : Défend la portée de ses amendements, p. 1903. — Art. 1er, litt. *f* : Défend son amendement, p. 1910. — Défend un amendement tendant à ajouter un article 6 au projet, p. 1911

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. Discussion générale. Discours : Combat certaines formes tracassières employées pour l'application de la fiscalité et pour la répression des fraudes, p. 1913. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : S'intéresse aux taxes sur les entreprises industrielles, constate que l'Etat n'entend rien abandonner de la contribution foncière, propose d'abandonner aux communes la totalité de l'impôt foncier, p. 2127. — Discussion des articles. Art. 9. Intervient dans la discussion, p. 2141.

Servais, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 30. **Proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.**

Ann. — **Interpelle M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Développe son interpellation, p. 46. — Répond à M. Buisseret et au ministre, p. 55.**

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Prise en considération. Intervention, p. 113.

Servais (*suite*)

Proposition de loi prorogeant les dispositions légales qui interdisent l'ouverture et l'agrandissement de certains établissements de vente en détail; 2° proposition de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Donne les raisons pour lesquelles il est revenu sur sa décision de l'an dernier, qui consistait à n'avoir plus recours à une loi de cadenas, p. 133.

Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 413.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er. Insiste pour que la loi soit appliquée sans délai, p. 986.

Projet de loi doublant la rémunération des vacances prevue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : Motive les raisons pour lesquelles il ne votera pas le projet, p. 1131.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Exprime le sentiment des classes moyennes du secteur industriel et commercial, p. 1987. — Discussion des articles. Art. 14. Déclare retirer son amendement, p. 2002. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Sironval, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 364. **Amendements : Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général.**

Ann. — **Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Regrette que la loi de cadenas ne soit qu'une demi-mesure, p. 51.**

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles ». Discours : Désire voir se développer davantage notre cheptel, parle des exportations vers la colonie et de la spéculation et relève l'accord conclu avec l'Angleterre, p. 397.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des petits sinistrés, parle de l'application de la loi sur les dommages aux personnes, critique les carences du département, p. 967.

Sironval (*suite*)

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Proteste contre les revues pornographiques, p. 1386.

Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande des précisions au sujet du crédit d'un milliard prévu pour la réfection des routes, p. 1439.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. Discussion générale. Discours : Reconnaît le bien fondé de la loi, redoute les abus et les injustices, justifie le dépôt de deux amendements susceptibles de mettre sur un pied d'égalité certains établissements d'enseignement officiel, p. 1448. Insiste pour l'adoption des amendements proposés, p. 1449.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. Discussion générale. Discours : Estime que les dispositions proposées ne résoudront pas le problème, p. 1693.

Projet de loi établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Discussion générale. Discours : Marque l'accord du groupe communiste. Insiste pour que le projet soit appliqué dans le plus bref délai possible, p. 1777.

Sobry, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — N° 52. Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires.

N° 155. Rapport : Proposition de loi concernant la revision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire.

Ann. — Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires. Dépose cette proposition, p. 119.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. Discussion générale. Discours : Se déclare partisan de la proposition primitive, p. 159.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 1er. Fait une remarque, p. 259. Art. 9. Pose une question au ministre, p. 309.

Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945, relative à l'aide aux évacués. Discussion générale. Discours : Défend la cause des sinistrés de la région des Moëres, p. 352.

Proposition de loi concernant la revision de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 395. — Discussion générale. Discours : Au sujet de la portée de la proposition de loi. Motive les raisons pour lesquelles la proposition a été déposée. Déclare que l'adoption de cette proposition servira les intérêts de l'agriculture, p. 503. Répond à M. Bouilly, p. 505.

Par motion d'ordre, relève une erreur dans son rapport relatif à la proposition de loi Mullie concernant la revision de loi du 4 avril 1890 sur la médecine vétérinaire, p. 529.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Traite de la question de l'élevage, fait quelques remarques, p. 1045.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1058.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande de meilleures communications entre la région de Furnes et la capitale, p. 1264.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Emet trois observations, p. 1504.

Proposition de loi créant l'ordre des médecins-vétérinaires. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition, p. 1690.

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1690.

Mme Spaak, sénateur coopté.

Doc. — N° 328. Rapport : Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

N° 386. Rapport : Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution.

N° 407. Rapport complémentaire : Proposition de loi sur la preservation morale de la jeunesse.

Ann. — Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion générale. Discours : Donne connaissance au Sénat du résultat de quelques enquêtes, préconise l'enseignement ménager obligatoire, s'interesse aux ménages modestes, p. 416.

Spaak (Mme) (*suite*)

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Se réjouit de la participation des femmes à la politique du pays, évoque la figure d'Emile Vandervelde, regrette qu'il y ait encore des restrictions au vote féminin, déclare que la femme n'est pas restée insensible aux grands progrès sociaux accomplis, défend le rôle de la mère, exalte le courage de la femme durant l'occupation, p. 703.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1011.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Commente la mission de la mère de famille, p. 1384.

Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1405.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Dépose le rapport complémentaire sur cette proposition, p. 1462.

Projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution. Discussion générale. Discours : Commente son rapport et défend le projet, p. 1709. — Discussion des articles. Art. 8. Intervient dans la discussion, p. 1716.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Expose la position des femmes socialistes, fait allusion aux troubles qui pourraient résulter de la consultation, p. 2068.

Spaak, premier ministre et ministre des affaires étrangères.

Ann. — Interpellation de M. Nothomb « sur les conditions nouvelles de la politique extérieure et intérieure de la Belgique au lendemain des délibérations de l'O. N. U. et de la constitution du Kominform, et à la veille de la conférence des puissances pour la solution du problème allemand ». Discours : Répond aux différents orateurs, p. 38.

Motion d'ordre de M. Doutrepont. Observation, p. 43.

Interpellation de M. Fonteyne à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice « sur les mesures que le gouvernement compte prendre, en présence de l'augmentation constante du coût de la vie, pour parer à la hausse des loyers le 1er janvier prochain ». Discours : Expose la situation du gouvernement, p. 105.

Projet de loi autorisant le gouvernement belge à faire une déclaration acceptant la juridiction obligatoire de la Cour de justice internationale. Dépose ce projet, p. 105.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de M. de Dorlodot). Prise en considération. Intervention, p. 117.

Motions d'ordre de MM. Nothomb et Bouilly. Répond aux orateurs, p. 306.

Projet de loi approuvant l'accord sur les réparations, signé à Paris le 14 janvier 1946. Discussion générale. Discours : Répond aux allégations de M. de Dorlodot, déclare émettre un vote de résignation, émet l'espoir qu'à l'occasion d'autres négociations, le pays pourra obtenir quelques réparations substantielles, p. 511.

Projet de loi autorisant le gouvernement belge à faire une déclaration acceptant la juridiction obligatoire de la Cour de justice internationale. Discussion générale. Discours : Remercie le Sénat pour le vote qu'il émettra, p. 513.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Dépose ce projet, p. 655.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Discussion générale. Discours : S'élève contre les déclarations de M. Catala, déclare que le projet est une loi de circonstance, fait l'historique du projet tel qu'il se présente, répond à une remarque de M. Meurice, parle du système de compensation, fait constater que la solution fondamentale doit être trouvée par le conseil national des charbonnages. Discussion des articles. Art. 1er. Fait constater la différence d'appréciation sur la façon dont le régime de la compensation est établi, pp. 694 et 698.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que pour juger un document de cette importance, il faut examiner les textes, répond à M. Libois, parle des différents articles, refute que le pacte soit un moyen d'agression, p. 721.

Spaak (*suite*)

Motion d'ordre de M. d'Aspremont Lynden demandant au gouvernement à connaître ses intentions au sujet de l'organisation administrative du plan Marshall en Belgique. Observations, p. 992.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. d'Aspremont Lynden au sujet des critiques faites sur l'administration de son département, soulève la question ayant trait aux diplomates, reconnaît que les traités ratifiant nos accords commerciaux auraient pu être déposés plus rapidement, soulève la question des missions à l'étranger, marque son accord sur certaines revendications présentées par les habitants d'Aix-la-Chapelle, répond aux arguments des communistes, dément les affirmations au sujet d'un traité militaire avec les Etats-Unis, aborde les échanges de vue qui se sont produits entre l'Amérique et l'U. R. S. S., parle de la question palestinienne, réclame la création d'une Europe occidentale, pp. 1194 à 1200.

Projet de loi créant un fonds spécial destiné à payer une prime aux ouvriers de certaines industries. Discussion générale. Discours : Annonce qu'un accord est intervenu avec les ouvriers des industries des métaux non ferreux, p. 1634. — Invite le Sénat à adopter le projet qui a obtenu l'accord des patrons, p. 1635.

Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Dépose ce projet, p. 1691.

Projet de loi portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948. Dépose ce projet, p. 1691.

Demande d'interpellation de M. de Dorlodot adressée au gouvernement « au sujet des faits relatés dans l'interview du maréchal des logis pensionné Maurice B..., publié dans le journal *Vrai* du 4 juin 1948 ». Discours : Estime que les déclarations du maréchal de logis n'intéressent pas le gouvernement, p. 1716. — Déclare que le gouvernement ne saurait intervenir dans cette affaire, p. 1717.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Demande que le Sénat étudie la réforme d'une façon approfondie, s'élève contre les idées développées dans certaine presse, prétendant qu'il s'agit de réformes bâclées, demande au parti socialiste d'accepter l'ajournement par courtoisie parlementaire, p. 1718.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion. p. 1808.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Répond au discours de M. Taillard, déclare que le plan Marshall offre à l'Europe l'occasion de s'organiser et de mettre ses ressources en commun en vue de jouer son rôle politique et économique entre l'U. S. A. et l'U. R. S. S., constate que l'opposition communiste est virulente au point qu'on se demande ce qu'elle peut cacher, signale que la Belgique est la dernière à ratifier le traité bilatéral, souligne les difficultés de la tâche, déclare qu'un nouveau pas a été fait en matière de paiements, soulève la question des problèmes monétaires, répond à une observation du rapporteur au sujet du contrôle du plan Marshall, demande de faire confiance au gouvernement, promet que rien d'essentiel ne sera accompli sans avoir obtenu le contrôle et l'approbation du parlement, pp. 1827 à 1829.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement souhaite le retour à la liberté, mais désire garder les pouvoirs nécessaires pour appliquer sa politique des prix et que le droit de grâce sera appliqué très largement, invite le baron de Kerchove d'Exaerde à retirer son amendement, propose le renvoi en commission de la proposition concernant l'amnistie, se rallie à la proposition de MM. Orban et Pholien, déclare ne pouvoir revenir à la liberté que par étapes successives, demande également le renvoi de la proposition traitant la question des parquets, pp. 1877 et 1878.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (de MM. Struye et consorts). Discussion sur la prise en considération. Discours : Déclare que le gouvernement applique la déclaration ministérielle, p. 1932.

Spaak (*suite*)

Motion d'ordre de M. de la Vallée Poussin demandant si la création d'une assemblée européenne élue par les parlementaires nationaux est dans la ligne de la politique belge. Discours : Marque son accord sur la résolution du congrès de La Haye tendant à créer une assemblée parlementaire européenne, p. 1945.

Motion d'ordre de M. Van Buggenhout demandant au gouvernement ce qu'il compte faire pour obvier aux conséquences malheureuses de la décision de la Chambre relative à l'ajournement du projet concernant l'industrie hôtellière. Observations, p. 1984.

Au nom du gouvernement rend hommage à M. le président, p. 2033.

Spreutel, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Interpellation de M. Bouilly « sur la situation qui règne dans l'industrie de la chaussure et les initiatives qui pourraient être prises en vue de permettre à cette industrie de faire face aux exigences actuelles ». Discours : Sur l'urgence d'une solution, p. 396.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 1236.

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Plaide la cause de la gobeleterie, p. 1253.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande le rétablissement de la formule du prix du voyage réduit à 50 p. c. en faveur des bénéficiaires de vacances, défend la cause des vérificateurs des postes, p. 1318.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Rend compte des observations qu'il a faites lors du voyage des parlementaires au Congo, demande l'augmentation du taux des pensions des anciens agents de la colonie, p. 1353.

Stamps, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Stamps (*suite*)

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la régie des voies aériennes, réclame une industrie aéronautique prospère et indépendante de l'étranger, p. 1261.
Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.
Annonce de son décès, p. 2037.

Steyaert, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.
Projet de loi approuvant les conventions conclues d'une part entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Discussion générale. Discours : Au sujet de la ligne Gand-Courtrai-Lille, p. 856.
1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge ». Discussion générale. Discours : Réclame l'application des lois linguistiques, p. 1351.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande que, lors de la construction de nouveaux bâtiments, des mesures spéciales de sécurité contre l'incendie soient prévues, réclame des économies, réclame une plus stricte application des lois linguistiques, p. 1366.
Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre, p. 1407.
Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Appuie M. De Boodt en ce qui concerne le problème linguistique à l'armée, p. 1503.
Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.
Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Struvay, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Ann. — Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.
Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.
Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.
Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.
Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.
Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.
Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.
Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Struvay (*suite*)

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que le ministre n'a pas réduit le déficit des chemins de fer, dénonce la politique de compression à sens unique, démontre certaines économies à réaliser, soulève la question de l'électrification, parle des lignes déficitaires, réclame justice pour les agents blessés en service en mai 1940, parle de la situation du personnel féminin, soulève la question de la marine, sollicite la réintégration des postiers révoqués, pp. 1274 à 1277.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que la trésorerie de la régie est plus mauvaise que ne le dit le ministre, p. 1368.
Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1713.

Struye, ministre de la justice.

Ann. — Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Dépose ce projet, p. 32.
Projet de loi suspendant l'application de l'article 16 de la loi du 4 août 1926 (article 18, 1°, 3e alinéa, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932). Dépose ce projet, p. 32.
Projet de loi relatif à la compétence des tribunaux de commerce en matière de droit maritime et fluvial. Dépose ce projet, p. 98.
Interpellation de M. Fonteyne « sur la hausse des loyers. » Discours : Répond à M. Fonteyne, p. 104.
Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. Discussion générale. Discours : Demande de se rallier au projet tel qu'il est amendé par M. Ancot, p. 163.
Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. Discussion générale. Discours : Donne quelques brèves explications, p. 169. — Discussion des articles. Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 174.
Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1946, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Répond à M. Derbaix, p. 355.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Discussion générale. Discours : Répond aux orateurs, p. 359.
Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort, et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Répond aux questions soulevées par l'interpellateur, p. 364.
Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Discussion générale. Discours : Souligne l'importance que le gouvernement attache au statut des délégués à la protection de l'enfance et parle du recrutement de la nomination des délégués, de l'unification du service social de la protection de l'enfance et de la question des diplômes, p. 382. — Parle des magistrats, p. 384. — Discussion des articles. Art. 3. Se rallie à la mesure transactionnelle, p. 386. — Répond à M. Jauniaux, p. 387.
Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Dépose ce projet, p. 422.
Projet de loi modifiant le § 2 de l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Dépose ce projet, p. 422.
Projet de loi modifiant les chapitres I et III du titre V du livre Ier du Code civil. Dépose ce projet, p. 422.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. Discussion générale. Discours : Demande de s'en tenir aux termes du projet déposé par le gouvernement et approuvé par la Chambre des représentants, répond à M. Doutrepont, p. 444.
Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion générale. Discours : Demande de suivre l'avis du rapporteur, désire apporter une correction à l'article 3, p. 451.
Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale. Discours : Répond à M. Fonteyne, p. 454. — Insiste pour entamer immédiatement la discussion, p. 454. — Se rallie à la suggestion de M. le président de rapporter au lendemain la discussion des articles, p. 456.
Projet de loi prorogeant l'arrêté du Régent en date du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certains actes de décès. Discussion des articles. Déclare qu'un projet plus complet sera déposé incessamment. — Art. 2. Répond à M. Fonteyne, p. 488.

Struye (*suite*)

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion générale. Discours : Se déclare heureux de voir aboutir une réforme réclamée depuis de longues années, fait l'éloge de M. Lohest pour son attitude durant l'occupation, p. 489. — Discussion des articles. Art. 1er. Demande le retrait de l'amendement, p. 490. — Répond à M. Coeckelbergh, p. 495. — Souhaite que le conseil de discipline puisse fonctionner cette année encore, p. 497.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Répond à M. Clays, p. 518. — Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Ne voit pas d'objection à l'adoption de l'amendement Fonteyne, p. 519. — Art. 2*bis*. Appuie M. le rapporteur. Répond à M. Fonteyne, pp. 520, 521. — Art. 7. Discours : Appuie M. Kluyskens, p. 524.

Projet de loi modifiant le tableau du personnel des Cours d'appel, tribunaux de première instance et tribunaux de commerce. Dépose ce projet, p. 573.

Projet de loi relatif aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et à la rectification administrative de certains actes de l'état civil. Dépose ce projet, p. 573.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. Discussion générale. Discours : Répond à M. Fonteyne et se prononce pour la réforme, p. 756.

Proposition de loi prorogeant le délai de la présomption légale, établie par la loi du 12 avril 1947, au profit de certaines personnes victimes de contrainte morale. Discussion générale. Discours : Demande au Sénat de suivre la commission et de rejeter la proposition, p. 754.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Convie le Sénat à voter le texte adopté par la Chambre et par la commission de la justice du Sénat, déclare que le projet en discussion vise à combler une lacune manifeste Donne tout apaisement à M. Kluyskens pp. 759, 760.

Proposition de loi instituant un sursis à l'exécution de certaines condamnations pour infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des mineurs. Discussion générale. Discours : Répond à certaines critiques de M. Fonteyne, parle des évasions. p. 871.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Estime inopportun d'apporter des modifications à la classification des tribunaux, répond aux orateurs, p. 881. — Discussion des articles Art. 1er. Intervient dans cette discussion, p. 886.

Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. Discussion générale. Discours : Se déclare adversaire de la réforme, demande le rejet de la proposition, p. 887.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose ce projet, p. 934.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Répond à M. Van Remoortel. Attire l'attention sur un terme néerlandais, pp. 976-977.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article 43 de la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Demande le rejet des amendements proposés par M. Fonteyne et préfère le retour au texte primitif du gouvernement, p. 1349.

Projet de loi relatif aux déclarations de décès, de présomption de décès et à la transcription et la rectification de certains actes de l'état civil. Proposition de loi prorogeant et complétant l'arrêté du Régent du 14 février 1946 relatif aux présomptions de décès, aux déclarations judiciaires de décès et à la rectification administrative de certaines actes de décès. Discussion des articles. Texte présenté par la commission. Art. 10. Se rallie à l'amendement de M. Lohest, p. 1382.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements. Dépose ce projet, p. 1414.

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la justice pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948; 3° le budget des cultes pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 1415. — Déclare que les conseils de guerre ne sont supprimés qu'après épuisement des affaires, p. 1420.

Projet de loi contenant le budget de l'Ordre judiciaire pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Art. 17. Demande le rejet de l'amendement présenté par M. Fonteyne, p. 1423.

Projet de loi relatif à la délégation de magistrats et de greffiers des juridictions militaires. Dépose ce projet, p. 1612.

Projet de loi prorogeant et modifiant les dispositions de l'article 43 des lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (amendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Répond à M. De Clercq, p. 1633.

Struye (*suite*)

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays. Discussion générale. Discours : Se déclare hostile à l'amnistie, déclare que tous les cas dignes d'intérêt seront examinés avec bienveillance, se rallie à la proposition qui tend à mettre fin aux fermetures, mais demande de ne pas insister sur la proposition qui modifie les pouvoirs du parquet, pp. 1874 et 1875. — Se déclare d'accord avec l'amendement de M. Desmedt, p. 1875.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Art. 2, *b*. Demande de rejeter les divers amendements de M. Fonteyne, fait remarquer que la proposition se limite à la prorogation, pp. 1961 et 1962.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. (Projet réamendé par la Chambre.) Discussion générale. Discours : Proteste contre les paroles bessantes de M. Fonteyne à l'égard des barreaux, déclare que la collaboration entre les avocats et la magistrature a toujours donné d'excellents résultats, p. 1965.

Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. Discussion générale. Discours : Déclare que cette proposition a été amendée par la commission d'une façon heureuse et qu'il se range à l'avis de la majorité, p. 1966.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur de l'industrie saisonnière dans les stations balnéaires et climatiques. Discussion des articles. Intervient dans la discussion à l'article 1er, p. 2032.

Au nom du gouvernement s'associe à l'hommage présidentiel rendu à la mémoire de M. Stamps, sénateur, p. 2037.

Interpellation de M. Fonteyne à M. le ministre de la justice « sur la politique à l'égard des travailleurs étrangers ». Discours : Déclare qu'il y a de nombreux clandestins en Belgique et que sa circulaire du 4 août 1948 était parfaitement justifiée, explique les motifs de certaines expulsions, déclare revoir le problème concernant la commission interministérielle, p. 2117.

T

Tack, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 206.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 589.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'étend sur les raisons pour lesquelles il ne peut se rallier, sur divers points, à l'avis du ministre, examine les questions se rapportant aux provinces et communes, p. 939.

Projet de loi autorisant des régularisations, ajustant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1948 et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1947 et antérieurs et à l'exercice 1948. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1893.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Estime que le projet n'est pas parfait mais répond à une nécessité, note que l'Etat achève sa mainmise sur les communes et espère qu'un jour un gouvernement à tendance dirigiste ne tiendra pas les communes à sa merci; quant aux finances provinciales, il estime que la province de Brabant sera lésée au profit d'autres communes et déclare qu'il faudra prévoir une dépense supplémentaire pour assurer la perception des taxes provinciales, pp. 2096 à 2098.

Taillard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 114. Proposition de loi accordant une pension à la famille de certains membres du parlement tués par l'ennemi. N° 539. Amendement : Projet de loi concernant les finances communales et provinciales.

Ann. — Interpellation de M. Nothomb « sur les conditions nouvelles de la politique extérieure et intérieure de la Belgique au lendemain des délibérations de l'O. N. U. et de la constitution du Kominform, et à la veille de la conférence des puissances pour la solution du problème allemand ». Discours : Défend la déclaration de Varsovie, p. 32.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. Discussion générale. Discours : Défend la cause des prisonniers politiques, p. 80.

Proposition de loi permettant le déblocage de certains avoirs en faveur des victimes de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 86.

Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Interpellation de M. Harmegnies « sur le retard apporté par le gouvernement dans l'application des mesures préconisées par la commission spéciale pour l'étude de l'assainissement des finances communales et provinciales ». Discours : Se déclare d'accord avec MM. Harmegnies et Yernaux, p. 123.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Regrette le dépôt tardif des budgets, p. 185.

Proposition de loi tendant à supprimer l'arrêté-loi du 28 février 1947 relatif à la répression des abatages clandestins et du commerce de la viande et de la graisse provenant de ces abatages. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 208.

Projet de loi portant modification de certains taux en matière civile et commerciale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 208.

Projet de loi concernant l'adhésion de la Belgique à l'Organisation internationale des réfugiés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 220.

Proposition de loi accordant une pension à la famille de certains membres du parlement tués par l'ennemi. Dépose cette proposition, p. 281.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, modifié et complété par les arrêtés-lois des 14 et 18 mai et des 7 et 29 juin 1896, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 360.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions aux anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. Discussion générale. Discours : Déclare soupçonner M. Buisseret de s'être livré à une manœuvre électorale, motive la raison pour laquelle le groupe communiste s'abstiendra, p. 535. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 590.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se déclare en désaccord avec le rapporteur, p. 613.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les chambres législatives. Discussion générale. Discours : Précise l'attitude du groupe communiste, suggère de réformer le Code civil, p. 709.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Définit les raisons pour lesquelles le groupe communiste ne peut approuver le budget en discussion, craint que les recettes prévues ne soient pas atteintes, déclare soutenir un gouvernement qui taxera les profiteurs de guerre ainsi que la fraude fiscale, réclame le recouvrement des arriérés d'impôts, p. 741.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 787.

Projet de loi modifiant l'article 10 de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 788.

Projet de loi créant une caisse autonome des dommages de guerre. Discussion générale. Discours. Demande l'acceptation de l'amendement du groupe communiste, p. 893.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 897.

Projet de loi contenant le budget des pensions pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Trouve le taux de certaines pensions insuffisant, p. 1009.

Projet de loi contenant le budget du ministère du ravitaillement et des importations pour l'exercice 1948. Ordre du jour de méfiance de M. Leuridan et ordre du jour pur et simple de MM. E. De Bruyne et Mertens. Fait quelques observations, p. 1056.

Taillard (*suite*)

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique la politique du gouvernement, estime que le bilan du commerce extérieur est décevant, s'en prend au plan Marshall, puis au fonds monétaire international, reprend la question de l'uranium, voit dans le pacte de Bruxelles un instrument politique, déclare que la politique de M. Spaak est une capitulation devant l'impérialisme américain, pp. 1177 à 1180.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 31 juillet 1947, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose cette proposition, p. 1226.

Projet de loi créant un établissement public dénommé « Office national d'expansion commerciale ». Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera le projet, p. 1522.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. Discussion générale. Discours : Signale les crédits exagérés fournis à la Hollande dont les produits font concurrence aux nôtres, p. 1558.

Projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie, signé à Paris le 10 février 1947. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe approuve le traité qui consacre l'anéantissement du fascisme, p. 1568.

Projet de loi portant approbation de l'Accord international du blé et des annexes, signé à Washington le 5 mars 1948. Discussion générale. Discours : Proteste contre le retard apporté au dépôt du projet, estime que l'accord est de nature à favoriser les intérêts des grands producteurs de blé américains, attire l'attention sur le fait que les pays d'Europe orientale pourraient nous fournir du blé en contrepartie de nos exportations, critique les dispositions de l'accord, p. 1570.

Projet de loi ouvrant, pour l'exercice 1948, les crédits nécessaires au fonctionnement de l'administration belge de coopération économique. Discussion générale. Discours : Précise qu'il s'agit de l'organisme qui sera chargé de recueillir les libéralités du plan Marshall, émet le vœu de connaître le contenu de l'accord bilatéral qui doit préluder à la réalisation de ce plan, p. 1571.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe ne votera pas les budgets, p. 1601.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses résultant de la guerre pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande quelles mesures seront prises pour indemniser l'Etat dans un cas de trafic de titres non déclarés, p. 1610. — Constate que le ministre du budget n'a pas répondu à ses questions, p. 1613.

Projet de loi mettant à charge de l'Etat la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1646.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1648.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1713.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; ; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Considère le projet insuffisant, réclame la nationalisation pure et simple, p. 1734.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1808.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Demande le renvoi en commission du projet concernant l'accord bilatéral, p. 1814. — Déclare que l'on nage en plein mystère, trouve insolite la hâte que l'on veut apporter à faire voter le projet, proteste contre le fait que le texte français ne correspond pas au texte anglais, déclare que l'aide des Etats-Unis favorisera le capitalisme américain, soulève la question de savoir si l'accord bilatéral est favorable aux intérêts du pays, émet des craintes au sujet de la perte de notre indépendance politique et économique, p. 1821.

Projet de loi modifiant le statut de la Société nationale de crédit à l'industrie. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe communiste ne votera pas le projet et que la réforme de structure proposée n'est qu'une manœuvre pour sauver le capitalisme, p. 1897.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Taillard (*suite*)

Projet de loi approuvant l'acte constitutif de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2025.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Déclare que les conclusions de deux rapports de la commission chargée de rechercher les moyens d'assainir les finances provinciales furent cachées, que le but poursuivi n'est pas atteint, que l'autonomie des pouvoirs provinciaux et communaux est encore réduite, que la dotation initiale du Fonds des communes est déjà insuffisante et que la véritable solution sera trouvée dans le regroupement de trop nombreuses communes et dans la création de grandes agglomérations, p. 2102. — Discussion des articles. Art. 3. Défend son amendement, p. 2138. — Art. 3*bis*. Intervient dans la discussion, p. 2140. —Art. 9. Intervention, p. 2141. — Art. 10. Déclare retirer son amendement, p. 2141. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2154.

Tobback, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 505. Amendement : Projet de loi portant organisation de l'économie.

N° 536. Amendement : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Article 11. Développe son amendement, p. 334.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Estime que le projet n'exclut pas les initiatives gouvernementales, p. 804. Discussion des articles. Art. 3. Intervient dans cette discussion, p. 840.

Projet de loi relatif au contrat de louage des services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Intervient dans cette discussion aux articles 45 et 46, p. 1582 et 1583.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Article 14. Demande des précisions au sujet des industries saisonnières et des conseils d'entreprise, p. 2002. Article 15. Intervient dans la discussion, p. 2004 et 2007.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2018.

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Troclet, ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Ann. — Remercie M. le président pour les marques de sympathie témoignées à l'occasion de son complet rétablissement, p. 796.

Projet de loi doublant la rémunération des vacances prévue par l'arrêté-loi du 3 janvier 1946, modifié par la loi du 16 juin 1947, concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés et réglant certaines dispositions temporaires en matière de sécurité sociale, de rééquipement ménager et d'allocations familiales. Discussion générale. Discours : Rappelle à Mlle Baers que le projet répond au point de vue de la C. N. T., p. 1131.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle des problèmes que pose la sécurité sociale, réfute la critique émise par la Fédération des industries de Belgique, parle de l'assurance chômage, soulève la question des allocations familiales et celle des congés payés, s'intéresse aux pensions de vieillesse, soulève la question maladie-invalidité, déclare que le moment est venu pour préparer un régime définitif de sécurité sociale, p. 1221 à 1226. — Répond aux questions posées, insiste sur l'aspect politique du problème de l'assurance maladie-invalidité, pense qu'il y a trop de caisses d'allocations familiales, déclare que des machines ont été commandées pour opérer le paiement mensuel des pensions de veillesse, p. 1232 à 1235. — Discussion des articles. Article 1er. Intervient dans cette discussion, p. 1236.

Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord sur les observations présentées par MM. Wallays et Lapaille, répond à M. Glineur, demande le rejet des amendements présentés par M. Glineur, p. 1407.

Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix. Discussion générale. Discours : Demande qu'on se tienne à la formule proposée, fait l'historique du projet et en expose les lignes essentielles, déclare que le projet a reçu l'accord des organisations syndicales, s'oppose à l'amendement de M. Glineur, p. 1881 et 1884.

V

Van Acker, ministre des communications.

Ann. — Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Dépose ce projet, p. 99.

Projet de loi modifiant l'article 5 des lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, modifiées et complétées par les lois des 14 juin 1921 et 7 avril 1936. Discussion générale. Discours : Donne quelques éclaircissements, p. 141.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1948. Dépose ce projet, p. 187.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes. Dépose ce projet, p. 187.

Interpellation de M. Minnaert « sur la situation tragique des ouvriers du port de Gand durement touchés par le chômage ». Discours : Répond aux orateurs, p. 252.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage des services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Articles 1, 2, 15, 16, 42, 44 et 45. Intervient dans cette discussion, p. 423, 426, 428, 430, 435 et 436.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Rappelle que le déficit des chemins de fer provient du déséquilibre entre les tarifs d'une part, les frais et salaires d'autre part et proteste contre une affirmation de M. Struvay, soulève la question des charges nouvelles en faveur du personnel, évoque le programme d'électrification, déclare que le déficit prévu pour la régie des postes sera plus élevé en 1948, a l'intention de mettre fin aux abus existant en matière de pensions à la régie des T. T., souligne le nombre croissant des raccordements téléphoniques, affirme l'importance de l'effort fait en matière d'aviation, soulève la question de la marine marchande, fait connaître la raison pour laquelle la carte des vacances ouvrières a été supprimée, reconnaît le bienfondé de l'installation d'un poste émetteur dans la province de Luxembourg donne des précisions au sujet de la gestion de l'I. N. R.-N. I. R., fait remarquer que son département est très sensible du point de vue budgétaire aux indemnités ou charges sociales qui interviennent parfois, soulève la question du tourisme, p. 1326 à 1331.

Bilan et compte de profits et pertes de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1947. (Rapport du comité de surveillance). Dépose le rapport, p. 1370.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Fait constater qu'il est difficile d'augmenter les salaires en maintenant les tarifs à leur niveau, compare le déficit de 1946 à celui prévu pour 1948, souligne l'effort accompli, soulève la question des barèmes, déclare que la réévaluation des amortissements est à l'étude, soulève la question des retards dans les raccordements téléphoniques, p. 1370.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de la régie des voies aériennes pour l'exercice 1947 et pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Partage l'opinion de M. Doutreponl, déclare examiner l'opportunité de déposer un projet de loi prévoyant la création de la régie aérienne, p. 1546.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Discussion générale. Discours : Signale que notre flotte marchande est actuellement aussi forte qu'en 1940, constate l'effort réalisé depuis la libération, déclare ne pas accepter les amendements déposés, envisage l'avenir avec confiance, insiste pour que le projet de loi soit adopté, p. 1552.

Projet de loi autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (S. A. B. E. N. A.) à augmenter son capital et à modifier ses statuts. Dépose ce projet, p. 1727.

Transmet au Sénat le bilan et le compte de profits et pertes de la S. N. C. F. B. arrêtés au 31 décembre 1947 ainsi qu'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires et une copie du procès-verbal de l'assemblée générale du 28 mai 1948, p. 2037.

Van Belle, sénateur de l'arrondissement de Liège. Questeur du Sénat.

Doc. — N° 365. Rapport : Projet de loi contenant le budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1948.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 8.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : S'intéresse à la suppression du bouchon de Lanaye, déclare que les amendements de MM. Godding et Ronse ne se justifient pas, parle des routes en Wallonie, et de nos ports, p. 605. Discussion des articles. Articles 462, 463 et 464. Au sujet de la suppression du bouchon de Lanaye, p. 633.

Motion d'ordre de M. Gillon au sujet des mauvaises méthodes de travail du Sénat. Observations, p. 1444.

Van Buggenhout, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — N° 222. Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité.

N° 405. Rapport : Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre.

N° 535. Amendement : Projet de loi concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Expose la situation de sa commune, p. 230.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi autorisant le Roi établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. Dépose le rapport sur ce projet, p. 590. Discussion générale. Discours : S'oppose aux nationalisations, discute la question des prix, demande de voter l'amendement. Déclare que la loi doit être assouplie pour éviter les réquisitions, p. 659, 669. — Discussion des articles. Article 1er. Justifie la portée de l'amendement, p. 697. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782

Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Demande des indications sur l'état actuel des travaux du conseil national des charbonnages, soulève la question de la main-d'œuvre étrangère, réclame pour les délégués à l'inspection des mines une situation pécuniaire meilleure, p. 1154.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. — Discussion générale. Discours : Plaide la cause de l'industrie hôtellière, regrette les décisions prises par les pays voisins, p. 1271

Interpellation de M. Harmegnies à M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics « sur l'arrêt dans l'octroi de subventions pour travaux communaux et provinciaux et sur le point de connaître si le gouvernement est décidé à maintenir cette grave mesure ». Discours : Remercie le ministre des travaux publics pour les explications fournies, p. 1339.

Projet de loi portant modification à la législation sur la voirie par terre. — Dépose le rapport sur ce projet, p. 1445.

Par motion d'ordre demande d'épuiser l'ordre du jour en pratiquant une suspension de séance de 6 h. 30 m. à 8 heures. accuse M. Dierckx de ne pas assister assidument aux séances, p. 1591.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er janvier 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Manifeste son étonnement de voir que l'aide donnée à cette industrie ne s'étende pas à la matière fiscale, demande au Sénat de voter le texte tel qu'il est sorti des délibérations de la commission, p. 1806.

Par motion d'ordre demande au gouvernement ce qu'il compte faire pour obvier aux conséquences malheureuses de la décision de la Chambre relative à l'ajournement du projet concernant l'industrie hôtellière, p. 1984.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion des articles. Art. 34. Intervient dans la discussion, p. 2150.

Van den Storme, sénateur provincial de Flandre orientale.

Doc. — N° 361. Rapport : Projet de loi portant prorogation de l'existence du « Fonds bibliothèque Albert 1er », à partir du 1er janvier 1948.

N° 390. Rapport : Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'Achèvement de la jonction Nord-Midi, pour l'exercice 1948.

Ann. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion des articles. Articles 462, 463 et 464. Concernant le canal de Gand-Terneuzen, p. 632.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de la pollution de l'Escaut par les eaux de l'Espierre, p. 1200.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Fonds bibliothèque Albert 1er à partir du 1er janvier 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1251.

Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1320. Discussion générale. Discours : Demande l'adoption du projet, p. 1547.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2018.

van der Straten-Waillet, ministre du commerce extérieur.

Ann. — Demande d'interpellation de M. Pholien « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd » qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles » Discours : Déclare qu'il fournira des explications lors de l'interpellation. Constate avoir été mis en cause par M. Bouilly, déclare se mettre à la disposition du Sénat pour exposer le point de vue du gouvernement, pp. 540, 565.

Interpellation de M. Pholien. Discours : Déclare que rien ne sera épargné en vue de la défense des intérêts belges à l'étranger, p. 594.

Motion d'ordre de M. Ancot au sujet du déplacement de touristes anglais, p. 780.

Projet de loi approuvant les conventions conclues, d'une part, entre la Belgique et la France, d'autre part, entre la Belgique et les Pays-Bas, en vue de régler, la première, dans des gares internationales, la seconde, dans des bureaux douaniers internationaux situés sur le chemin de fer, sur la voie d'eau ou sur la route, la visite douanière ou le contrôle des passeports opérés en commun par les services des deux pays. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il a fallu agir au plus pressé mais qu'il entre dans les intentions du gouvernement de parachever ultérieurement cette organisation, répond aux orateurs, p. 856.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que nos exportations ont augmenté, soulève la situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie du textile, fournit d'abondantes précisions sur nos accords commerciaux, reconnaît que la consultation du secteur privé ne se fait pas encore de façon systématique, commente certaines statistiques, parle de nos relations avec les pays étrangers, voudrait voir s'intensifier nos exportations vers les Etats-Unis et parle des avoir bloqués à l'étranger, pp. 1204 à 1209.

Projet de loi créant un établissement public dénommé « Office national d'expansion commerciale ». Discussion générale. Discours : Donne quelques précisions, p. 1523.

Projet de loi approuvant l'accord commercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. Discussion générale. Discours : Déclare que l'accord est, pour la Belgique, d'une très grande importance, fournit quelques données sur l'accord, déclare qu'il faut obtenir l'équilibre et qu'il faut aider les Pays-Bas à redresser leur économie, estime devoir accepter le principe de l'assurance mutuelle, p. 1550.

Vandervelde-Beeckman (Mme), sénateur suppléant de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs et prestation de serment, p. 1792.

Interpellation de M. Fonteyne à M. le ministre de la justice « sur la politique à l'égard des travailleurs étrangers ». — Discours : Suggère de rétablir la commission interministérielle des étrangers et demande que les mesures soient conciliées avec le respect des droits de l'homme, p. 2116.

Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 283. Amendement : Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes.

N° 368. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 523. Amendement : Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens.

Ann. — Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Demande l'application de certaines mesures d'exemption pour des motifs d'ordre économique, p. 137.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Observations, p. 799.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Constate que le gouvernement n'a pas de politique du logement, répond à M. Moyersoen, demande comment se fera la répartition de l'argent quant au plan d'ensemble, p. 812. Discussion des articles. Art. 2. Intervient, p. 835 à 837. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Van Eyndonck (*suite*)

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernemnt général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord avec M. Godding sur l'enseignement officiel, réclame le respect de la loi linguistique, p. 1314.

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans la discussion, p. 1576.

Proposition de loi sur la prévention morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Van Gerven, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 240. Amendements : Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Ann. — Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi modifiant les articles 29 et 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Discussion générale. Discours : Se réjouit que le ministre accepte une partie de l'amendement, insiste pour que tout l'amendement soit retenu, p. 778.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose une question concernant les conseils de prud'hommes, p. 1232.

Projets de loi contenant . 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Insiste pour que la situation des gendarmes soit améliorée, p. 1510.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, de pensions de réparations et de rentes pour chevrons de front. Discussion générale. Discours : Demande que la proposition du gouvernement, fondée sur un accord avec les états généraux des anciens combattants, soit approuvée et que M. De Boodt retire son amendement, p. 1794

Projet de loi relatif aux changements d'école en cours d'année scolaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2025.

Van Graefschepe, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. N° 404. — Rapport : Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens.

N° 446. Amendements au texte présenté par la commission : Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens.

N° 524. Rapport complémentaire : Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Souhaite que les services d'hospitalisation soient améliorés et modernisés, réclame une inspection scolaire mieux organisée, p. 1456.

Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1612. Discussion générale. Discours : Demande au Sénat de voter le projet de loi tel qu'il est sorti des délibérations de la commission, p. 1691.

Vanhonsebrouck, sénateur provincial de Limbourg.

Ann. — Projet de loi contenant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre, p. 901.

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.

Van In, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Van In (*suite*)

Interpellation de M. Jespers à M. le ministre de l'instruction publique « sur l'insuffisance des rémunérations accordées aux membres de l'inspection de l'Etat de l'enseignement primaire et sur les retards mis à pourvoir aux places devenues vacantes, malgré le nombre suffisant de candidats disponibles ». Discours : Demande le relèvement du traitement de l'inspecteur au niveau de celui du professeur d'athénée, p. 478. — Voudrait connaître l'avis du ministre au sujet du déclassement des inspecteurs de l'enseignement primaire, p. 479.

Projet de loi relatif à la prolongation des baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 551.

Proposition de loi assurant le paiement des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Analyse et définit les intérêts et la méfiance des classes moyennes et des industriels flamands, p. 1992.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

M. Van Kerckhoven, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Sur la défense des classes moyennes, p. 51.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi portant organisation de l'économie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 2011.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Van Laerhoven, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 545. Proposition de loi modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté-loi du 25 février 1947, modifié par l'arrêté du Régent du 31 mai 1948, relatif au régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi contenant le budget du ministère du combustible et de l'énergie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Estime que la période de pénurie de combustible est résolue, soulève la question de la concurrence, parle du recrutement indigène, sollicite des mesures hardies pour compenser les défauts de nos mines, pp. 1155 à 1157.

Projet de loi contenant le budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle en faveur des ouvriers mineurs, demande au ministre de hâter la revision de la convention franco-belge, constate l'insalubrité des mines, p. 1228.

Proposition de loi relative à la modification du régime des pensions de retraite des ouvriers mineurs. Dépose cette proposition, p. 2038.

Van Laeys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 96. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 101. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 166. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 17 mai 1920 concernant les paiements effectués par les administrations publiques à l'intervention du service des chèques et virements postaux.

N° 290. Rapport : Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948.

Ann. — Proposition de loi relative à l'établissement du revenu des propriétés immobilières bâties et non bâties. Discussion générale. Discours : Défend la cause des petits propriétaires, p. 127.

Projet de loi relatif à une allocation compensatoire de la hausse des loyers. Discussion générale. Discours : Espère que le gouvernement poursuivra son œuvre de simplification dans le domaine social, p. 166.

Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. Discussion générale. Discours : Défend ses amendements, p. 194. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 207.

Van Laeys (*suite*)

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 1er. Discours : Expose pourquoi il présente de nouveaux amendements, p. 265. — Art. 4. Présente un amendement, p. 272. — Art. 8. Présente un amendement, p. 275. — Discours sur la jurisprudence, p. 276. — Commente son amendement à l'alinéa 4, p. 291. — Sur l'indemnité au locataire préjudicié, p. 295. — Art. 9. Au sujet d'une interprétation, p. 312. — Art. 11. Pose quelques questions, p. 335. — Expose la raison de son amendement, p. 334 — et p. 337. — Art. 11*bis*. Motive la raison de son amendement, p. 338. — Discours sur l'interprétation, p. 338. — Art. 13. Défend son amendement, p. 346.

Projet de loi modifiant la loi du 17 mai 1920 concernant les paiements effectués par les administrations publiques à l'intervention du service des chèques postaux et virements postaux. Dépose le rapport sur ce projet, p. 414.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Demande le rejet du projet, p. 518.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Critique l'application de certaines lois fiscales, p. 743.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Appuie l'initiative de M. Moyersoen, p. 814. — Discussion des articles. Art. 4. Intervient dans cette discussion, p. 842.

Projet de loi concernant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 844.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Motive les raisons de son amendement, p. 883.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : concernant les titres non déclarés lors du recensement, p. 1604.

1° Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° projet de loi relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° projet de loi portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Estime qu'il n'est pas urgent de réformer le statut de la Banque Nationale, déclare que l'assainissement du bilan pourrait s'effectuer par un accord entre le gouvernement et la Banque Nationale, p. 1756.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Sur les infractions à la loi de cadenas, p. 52.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissement de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur les chemins de fer en Campine, p. 1264.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Parle de l'excessive lourdeur des impôts, critique l'établissement des barèmes de taxation, évoque différents aspects de la fraude fiscale, souhaite la simplification de la fiscalité, pp. 1597 à 1599.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 2018.

Van Oudenhove, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost

Doc. — N° 301. Rapport : Projet de loi apportant modification à l'article 2 de la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat.

N° 302. Rapport : Projet de loi relatif à la circulation des monnaies divisionnaires.

N° 471. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

Van Oudenhove (*suite*)

Ann. — Projet de loi relatif à la circulation des monnaies divisionnaires. Dépose le rapport sur ce projet, p. 902.

Projet de loi apportant modification à l'article 2 de la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat. Dépose le rapport sur ce projet, p. 902.

Projet de loi contenant le budget du ministère des finances pour l'exercice 1948 et projet de loi contenant le budget de la dette publique pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame une simplification de la fiscalité et la réforme de l'administration des contributions directes, attire l'attention sur des exemples d'inégalité et d'anomalies fiscales, p. 1601.

Van Overbergh, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — En sa qualité de doyen d'âge déclare ouverte la session ordinaire de 1947-1948, p. 3.

Van Peteghem, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 6. Exprime quelques réserves, p. 273.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Observations, p. 800.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : S'intéresse au logement des familles nombreuses, p. 912.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Se plaint des déprédations commises par le gibier, p. 1025. régions, p. 1025.

Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 12. Rapport : Budgets ordinaires et budgets extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour les exercices 1946 et 1947.

N° 177. Amendement au texte adopté par la commission : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 182. Amendement : Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel

N° 356. Rapport : Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948.

N° 362. Rapport : Projet de loi contenant le budget de l'armée pour l'exercice 1948.

N° 521. Rapport : Projet de loi modifiant les chapitres I et III du titre V du livre Ier du Code civil.

Ann. — Interpellations de MM. Servais et Baert « sur l'échéance prochaine de la loi de cadenas et sur les mesures à prendre pour assurer une égalité relative entre petits et grands magasins de détail ». Discours : Sur la recevabilité de l'ordre du jour, p. 57.

Projets de loi contenant : 1° le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 3° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Demande le vote de ces projets par le Sénat, p. 58.

Interpellation de M. Fonteyne « sur les mesures que le gouvernement compte prendre en présence de l'augmentation constante du coût de la vie, pour parer à la hausse des loyers le 1er janvier prochain ». Discours : Signale qu'une proposition de loi a été déposée en ce sens, p. 103.

Projet de loi fixant le contingent pour l'année 1948. Discussion générale. Discours : Répond à M. de Dorlodot, p. 137.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 6. Parle de la loi sur la chasse, p. 273. — Art. 12. Regrette l'amendement déposé, p. 344.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance. Discussion des articles. Discours. Art. 3. Expose le motif pour lequel il ne votera pas l'amendement présenté par Mlle Baers, p. 387.

Proposition et projet de loi relatifs au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail. Discussion des articles. Art. 1, 2 et 6. Intervient dans cette discussion, pp. 423 et 426.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 25 février 1947 maintenant en vigueur l'arrêté du 14 décembre 1940 créant l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires (O. R. A. F.) et les arrêtés subséquents le modifiant et le complétant. Discussion générale. Discours : Soutient l'amendement de M. Moulin, p. 453. — Répond à M. Nothomb. Engage M. Moulin à retirer son amendement, p. 483.

Van Remoortel (*suite*)

Projet de loi portant modification à la législation sur le bail à ferme. Discussion en seconde lecture des articles. Discours : Art. 3. Fait une remarque relative à une interprétation, p. 460. — Pose une question, p. 461.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi sur l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel. Discussion des articles. Art. 1er. Intervention : Définit la portée de son amendement, p. 490.

Par motion d'ordre fait ressortir une erreur de traduction dans le texte ayant trait au projet modifiant la législation en matière de baux à loyer, p. 514.

Demande d'interpellation de M. Pholien « au sujet des mesures que compte prendre le gouvernement pour assurer la défense des intérêts belges, fort importants, dans la société « Barcelona Traction Light and Power Cy Ltd », qui paraît être victime de mesures étranges de la part d'autorités espagnoles ». Discours : Demande à M. Bouilly de ne pas s'opposer à l'interpellation, p. 565.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. Discussion générale. Discours : Demande si aucune banque ne s'est insurgée contre la proportionnalité dans les investissements indiqués par le ministre, p. 583.

Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Répond au discours de M. Missiaen et parle de l'opportunité de la question, p. 710.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Proposition de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire. Discussion générale. Discours : Répond aux arguments du ministre de la justice, p. 888.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Discussion générale. Discours : Désire obtenir quelques éclaircissements, p. 976.

Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1221.

Projet de loi contenant le budget de l'armée pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1254.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate que Bruxelles n'a pas encore de poste de télévision, fait une série de remarques de détail sur les chemins de fer et les tramways, p. 1277.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge. Discussion générale. Discours : s'intéresse au service médical, réclame des habitations en matériaux durables pour les indigènes, demande la suppression de la polygamie, réclame des matières premières ainsi que des chaussures, fait appel aux dirigeants du Fonds du bien-être, pousse à la colonisation blanche, parle de l'enseignement laïc, voudrait que l'on publie le nouveau statut des magistrats du corps judiciaire, plaide la cause des mulâtres, p. 1306 à 1309.

1° Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 2° Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays; 3° Proposition de loi accordant amnistie pour les infractions aux lois et arrêtés concernant le ravitaillement et l'approvisionnement du pays Discussion générale. Discours : Se déclare opposé à l'amnistie, p. 1872.

Projet de loi relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix. Discussion générale. Discours : Fait quelques observations au sujet de l'article 8, p. 1880.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées des 31 juillet 1947 et 31 mars 1948 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Article 2*b*. Déclare que le groupe socialiste était favorable à première vue à plusieurs amendements de M. Fonteyne, propose de disjoindre ces amendements de la discussion et de les renvoyer en commission, p. 1962.

Projet de loi permettant d'assumer des avocats en vue de compléter les chambres des Cours d'appel. (Projet réamendé la Chambre). Discussion générale. Discours : se rallie au point de vue du ministre et du rapporteur, p. 1965.

Van Remoortel (*suite*)

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale (n° 76 S. E. 1946). Discussion générale. Discours : Expose les motifs de l'opposition irréductible des socialistes à la proposition, démontre l'inefficacité et l'inconstitutionnalité de celle-ci, déclare que la proposition est nuisible à la paix publique et à l'unité morale de la nation, que la consultation dresserait les Belges contre les Belges et que la solution appartient au Roi lui-même, qu'il est temps que le Prince Baudouin rentre au pays, que la monarchie peut constituer le ciment de notre unité nationale et qu'il n'y a d'autre issue que l'effacement volontaire du Roi, p. 2045 à 2048.

Pour fait personnel rappelle dans quelles conditions fut adressée la lettre au Roi par laquelle les parlementaires faisaient amende honorable pour les paroles prononcées à Limoges, p. 2055.

Van Roosbroeck, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 8. Amendement : Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

N° 9. Amendements : Projet de loi relatif à l'âge minimum des magistrats.

N° 87. Proposition de loi modifiant les articles 4 et 45 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes.

N° 276. Rapport : Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance.

N° 285. Amendement : Projet de loi relatif au classement des tribunaux de première instance.

N° 381. Amendements au texte de la commission : Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

Ann. — Par motion d'ordre demande où en est l'affaire des visas que certains membres de la commission des affaires étrangères ont demandés pour se rendre en Allemagne, p. 94.

Proposition de loi modifiant les articles 4 et 45 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes. Dépose cette proposition, p. 183.

Par motion d'ordre fait part d'une lettre relative au taux du jeton de présence au conseil de prud'hommes, p. 449.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1947 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Article 2*bis*. Discours : Pose une question à M. Buisseret, p. 521.

Proposition de loi modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes. Discussion générale. Discours : Donne les raisons pour lesquelles il a présenté des modifications à la loi du 19 juillet 1926, p. 567.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance. Discussion générale. Discours : Concernant le coût régional de la vie, p. 876.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion générale. Discours : Propose l'adoption de son amendement, p. 1385.

Van Steenberge, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Doc. — N° 79. Rapport complémentaire : Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués.

N° 208. Amendements au texte présenté par la commission : Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

N° 431. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946 concernant l'octroi de subsides aux homes pour enfants débiles de prisonniers politiques ou de résistants.

N° 433. Rapport : Projet de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués. (Projet amendé par la Chambre des représentants.)

Ann. — Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués. Dépose le rapport complémentaire sur cette proposition, p. 192. — Discussion générale. Discours : Fait l'historique du sujet traité, p. 351.

Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale. Discussion générale. Discours : Motive la raison de son amendement, p. 516.

Projet de loi modifiant les lois des 15 octobre 1921 et 25 juin 1927 organiques des Fonds des mieux-doués. Discussion générale. Discours : Développe son point de vue, demande une plus juste répartition par province, fait quelques remarques, p. 857.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Demande la fusion de tous les services de la province dans un seul bâtiment, parle des traitements du personnel des villes et des provinces, soulève la question des finances communales, réclame l'égalité linguistique dans les administrations, p. 942.

Van Steenberge (*suite*)

Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre, p. 1510.

Projet de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués. (Projet amendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Marque son accord avec le ministre, p. 1692.

Projet de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946, concernant l'octroi de subsides aux homes pour enfants débiles de prisonniers politiques ou de résistants. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il importe de proroger l'arrêté en attendant une loi générale, p. 1696.

Projet de loi modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1810.

Projet de loi concernant les accises. Discussion générale. Discours : Proteste contre la façon dont les taxes sont établies en ce qui concerne les brasseries, déclare qu'il est inadmissible que la bière soit considérée comme un article de luxe spécial, p. 1917.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Déclare qu'on se trouve devant la réparation d'une injustice, formule des objections de principe : 1° en ce qui concerne la répartition du déficit; 2° en ce qui concerne l'égalisation des impôts; déclare que la situation des communes n'est pas aussi grave qu'on le prétend, parle de la répartition du fonds, démontre les abus existants dans les communes, parle des dépenses effectuées pour les pensions dans les grandes villes, estime que le projet est une compensation en défaveur des petites communes, affirme ne pas voir la nécessité d'instaurer une compensation entre provinces et ne pouvoir approuver le projet, p. 2107.

Discussion des articles. Discours : Demande le rejet de l'article 27, p. 2148.

van Zeeland, sénateur coopté.

Doc. N° 489. Rapport : Projet de loi portant organisation de l'économie.

Ann. — Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Constate l'accord complet pour éviter l'inflation, fait observer que le poids des impôts par rapport au revenu national devient inquiétant, souligne la complexité fiscale, déclare que l'Etat moderne doit avoir une politique propre, mais devrait laisser plus de jeu à l'initiative privée; signale l'aggravation des dépenses, réclame une augmentation de la production du pays, désire la simplification fiscale, p. 726.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782

Projet de loi portant organisation de l'économie. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1893. Discussion générale. Discours : Justifie le projet de loi, examine quelques points essentiels, réfute les objections principales qui ont été formulées, pp. 1980 à 1986. — Répond à M. Catteau, p. 1992. — Discussion des articles. Art. 15. Intervention, p. 2006.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Souligne le redressement de notre pays, examine la question sur la base constitutionnelle, déclare que la consultation populaire permettra de sortir de l'impasse ou nous nous trouvons et que le Roi n'a point violé son serment; examine les faits de la campagne des dix-huit jours, constate que l'on fait au Roi un procès d'intention et qu'il faudrait clarifier certains articles de la Constitution; estime que la consultation populaire est un expédient, mais le seul moyen de refaire l'unité morale de la nation; rappelle les événements de Limoges, rend hommage au gouvernement de Londres et demande aux différents groupes de réexaminer le problème; fait entrevoir les énormes difficultés qu'il faudra encore vaincre dans l'avenir, pp. 2076 à 2080.

Verbaet, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 102. Amendements : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 399. Amendements : Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes.

Ann. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. Discussion des articles. Art. 4. Soulève la question des impôts, p. 270.

Proposition de loi assurant le paiement des pensions des anciens serviteurs de l'Etat dès la mise à la retraite et la péréquation permanente de ces pensions. S'abstient au vote sur l'article 1er de la proposition, p. 550.

Verbaet (*suite*)

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Traite de la suppression du passage à niveau de Boom, déclare ne pouvoir se rallier à la politique portuaire préconisée par M. Van Belle, parle de la concurrence des ports étrangers et de la seconde écluse du Kruischans, p. 623.

Projet de loi réglant temporairement les effets des congés en matière de baux à ferme. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 789.

Projet de loi contenant le budget du ministère des communications pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Réclame des abris pour voyageurs, s'intéresse aux questions maritimes, p. 1265.

Projet de loi tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes. Discussion générale. Discours : Croit que la flotte marchande devrait atteindre 1 million de tonnes au moins, demande que le montant des subsides aux armements soit déterminé dans l'avenir, espère que les amendements déposés par M. Schot et lui seront adoptés, p. 1549. — Discussion en seconde lecture de l'article 6. Discours : Déclare, au nom de M. Schot, cosignataire, ne pas insister pour le vote de l'amendement, p. 1566.

Proposition de loi instituant une consultation nationale au sujet de la question royale. Discussion générale. Discours : Affirme qu'il ne s'agit pas simplement du cas de Léopold III, mais aussi de la monarchie; démontre que trop souvent on confond la consultation populaire avec le referendum, fait allusion aux paroles prononcées par M. Ronse et à une déclaration de l'amirale Keyes, déclare être convaincu que le Roi n'a rien à se reprocher, réfute l'argumentation de M. Van Remoortel, est d'avis que la monarchie ne sera pas rétablie avant de nombreuses années si la consultation n'est pas décidée et qu'il est nuisible au prestige de notre pays de maintenir plus longtemps ce différend entre le Roi et les ministres, pp. 2073 à 2075.

Verbist, ministre de la santé publique et de la famille.

Ann. — Proposition de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945, relatif à l'aide aux évacués. Discussion générale. Discours : Répond aux orateurs, p. 352.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. Discussion générale. Discours : Défend le point de vue de Mlle Baers, p. 407.

Motion d'ordre de M. Lagae au sujet des crédits pour plaines de jeux. Répond à M. Lagae, p. 689.

Motion d'ordre de M. Mertens au sujet du projet de loi portant des dispositions en vue d'encourager l'intiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discours : Affirme que le gouvernement donnera connaissance du plan national de construction d'habitations, p. 798.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Discussion générale. Discours : Déclare que par suite de la suppression des bons compensatoires, le gouvernement pourra disposer de 1.200 millions pour la construction d'habitations à bon marché, soulève la question des primes, parle des conditions d'hygiène, répond aux orateurs, p. 832. — Discussion des articles. Art. 1, 2, 3, 4. Intervient dans la discussion, pp. 834, 835, 836, 839, 840, 843.

Projet de loi approuvant la charte de l'Organisation mondiale de la santé, signée à New-York le 22 juillet 1946. Discussion de l'article unique. Discours Fait une observation en ce qui concerne le texte néerlandais, p. 925.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, évoque les projets de son département en ce qui concerne la distribution d'eau, fait connaître son attitude vis-à-vis de l'O. N. E., parle de l'inspection médicale scolaire, soulève la question des immondices, estime que les principes qui ont été discutés répètent les arguments présentés à la Chambre, confirme avoir rationalisé les mesures prises par ses prédécesseurs, déclare avoir été inspiré d'un souci de justice quant aux colonies de l'O. N. E., soulève la question de l'organisation des commissions d'assistance publique, précise les attributions de son département et ceux des travaux publics en matière de travaux sanitaires, p. 1471.

Proposition de loi créant l'Ordre des médecins-vétérinaires. Discussion générale. Discours : Oppose les amendements déposés par le gouvernement à ceux proposés par la commission, p. 1691.

Projet de loi créant l'Ordre des pharmaciens. Discussion générale. Discours : Fait une double remarque, p. 1692.

Projet de loi complétant l'arrêté du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués (projet amendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Déclare que l'objet de la modification apportée par la Chambre est dénuée de fondement, p. 1692.

Verbist (*suite*)

Projet de loi concernant la protection des eaux contre la pollution. Dépose ce projet, p. 1938.
Projet de loi concernant les denrées alimentaires et produits usuels. Dépose ce projet, p. 1938.

Verbrugge, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Proposition de loi accordant un moratoire à l'hôtellerie saisonnière. Discussion générale. Discours : Déclare appuyer la proposition, p. 1807.

Vergeylen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eekloo.

Ann. — Interpellation de M. Glineur « sur certaines mesures de grâce intervenues en faveur des traîtres, dont certains condamnés à mort et l'émotion qu'elles ont provoquée dans le pays ». Discours : Estime que les mesures de clémence sont exagérées, p. 367.
Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Vermeylen, ministre de l'intérieur.

Ann. — Interpellation de M. Harmegnies « sur le retard apporté par le gouvernement dans l'application des mesures préconisées par la commission spéciale pour l'étude de l'assainissement des finances communales et provinciales ». Discours : Répond aux différents orateurs, p. 122.
Projet de loi tendant à proroger l'article 8 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, relatif aux fonctions publiques. Dépose ce projet, p. 169.
Projet de loi portant fusion des communes d'Evegnée et de Tignée. Dépose ce projet, p. 213.
Interpellation de M. Missiaen « sur le sabotage officiel de l'enseignement officiel ». Discours : Répond à M. Missaen, p. 228.
Projet de loi suspendant l'application de l'article 16 de la loi du 4 août 1926 (art. 18, 1°, 3e alinéa, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932). Discussion générale. Discours : Propose trois amendements, regrette que la législature de 1926 n'ait pas suivi le principe établi en 1922, déclare que le gouvernement ne peut se rallier à la conception de la commission, demande aux membres de revenir sur leur décision, p. 375. — Répond au rapporteur et à M. Rolin, p. 379.
Proposition de loi revisant le Fonds des communes. Discussion des articles. Art. 2. Intervient dans cette discussion, p. 414.
Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale. Discussion générale. Discours : Se rallie à la proposition de M. Harmegnies pour l'ajournement, p. 516.
Demande d'interpellation de M. de Dorlodot : « 1° sur les retards apportés dans le paiement aux producteurs des marchandises qui ont été livrées il y a deux ans à la laiterie réquisitionnée de Boussu-lez-Walcourt; 2° sur les responsabilités qui pèsent sur l'Etat et la province de Hainaut ainsi que sur les irrégularités et, subsidiairement, sur les détournements qui ont pu se produire au cours de la gestion de la laiterie réquisitionnée par la province de Hainaut : Propose de fixer l'interpellation à huitaine, p. 598.
Motion d'ordre de M. Minnaert. Observations, p. 599.
Projet de loi attribuant le droit de vote aux femmes pour les Chambres législatives. Discussion générale. Discours : Concernant la revision des listes électorales et l'acquisition de la nationalité belge, p. 702.
Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 949.
Interpellation de M. Minnaert « sur les ordonnances de police votées par certains conseils communaux et qui sont en opposition avec l'article 19 de la Constitution ». Discours : Déclare que le conseil communal de Gand est resté dans les limites de la Constitution, fait savoir que des mesures ont été prises après les incidents provoqués par des inciviques dans la salle Roelant à Gand et que la loi autorise les conseils communaux à intervenir lors de manifestations en plein air, p. 1491. — Répond à M. Fonteyne, p. 1493.
Projet de loi relatif à l'octroi aux membres des députations permanentes d'un supplément de pension à charge des fonds provinciaux. Dépose ce projet, p. 1688.
Demande d'interpellation de M. Gillon « sur le fait que Courtrai se trouve toujours sans bourgmestre et sur les causes de cette carence ». Discours : Propose de reporter à quinzaine l'interpellation, prévoyant que d'ici-là la question serait résolue.

Vermeylen (*suite*)

Motion d'ordre de M. Glineur demandant si des dispositions ont été prises pour éviter le renouvellement des incidents qui ont eu lieu l'année passée à l'occasion du *Te Deum*. Observations, p. 1734.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Dépose ce projet, p. 1814.
Motion d'ordre de M. Harmegnies demandant que le gouvernement et le bureau du Sénat prennent les dispositions nécessaires pour que le projet de loi relatif à l'assainissement des finances communales et provinciales soit discuté dans la deuxième quinzaine de septembre. Observations, p. 1938.
Interpellation de M. Gillon « sur le fait que la ville de Courtrai se trouve toujours sans bourgmestre et sur la cause de cette carence ». Discours : Déclare que des difficultés d'ordre administratif ont surgi, p. 1939.
Dépose le rapport du ministre de l'intérieur relatif à l'application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, p. 2038.
Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Estime qu'il convient de faire une réforme profonde, déclare que le contribuable sera moins taxé, est d'avis que l'autonomie communale sera renforcée, constate qu'il y aura une meilleure répartition des additionnels existants et défend les administrations communales, p. 2131. — Est d'accord pour établir une égalité dans les rémunérations du personnel provincial et communal et dans les cadres de ce personnel, déclare qu'il faut faire un geste en faveur des communes du littoral, p. 2137. — Discussion des articles. Art. 3. Déclare, dans les désignations finales, tenir compte de la représentation proportionnelle, mais ne pouvoir être lié par un texte, p. 2139. — Intervient dans la discussion à l'article 3*bis*, p. 2140. — Art. 6. Déclare ne pas perdre de vue les remarques de Mlle Baers, p. 2140. — Art. 9. Intervient dans la discussion, p. 2141. — Art. 12. Demande le rejet de l'amendement Nihoul, p. 2143. — Art. 13. Intervient dans la discussion, p. 2144. — Propose de revenir au texte primitif pour l'article 17, p. 2145. — Art. 20. Intervient dans la discussion, p. 2146. — Intervient dans la discussion de l'article 34, p. 2150, et de l'article 36, p. 2152. — Art. 48. Pense que le Sénat peut adopter les amendements constituant des dispositions transitoires, p. 2153.

Versieren, sénateur provincial de Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.
Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.
Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'intitiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.
Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que les barèmes sont insuffisants, exprime les craintes du personnel vis-à-vis de la mécanisation des communications interurbaines, p. 1368.
Projets de loi contenant : 1° le budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1948; 2° le budget de l'armée pour l'exercice 1948; 3° le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Défend la cause des sous-officiers de gendarmerie, p. 1508.

Vos, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 60. Rapport. Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus.
N° 191. Rapport : Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947.
N° 221. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937.
N° 349. Rapport : Projet de loi créant un établissement public dénommé « Office national belge d'expansion commerciale ».
N° 456. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948.
N° 461. Rapport : Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre.
N° 483. Rapport : Projet de loi approuvant la convention générale sur les privilèges et immunités des Nations unies.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. Discussion générale. Discours : au sujet de la langue flamande, p. 21.
Projet de loi prorogeant temporairement le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus. Dépose le rapport sur ce projet, p. 169. — Discussion générale. Discours : Déclare que les interventions de MM. Van Laeys et Schot ne sont pas pertinentes, p. 197.

Vos (*suite*)

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi réduisant certains crédits inscrits au budget pour l'exercice 1947. Dépose le rapport sur ce projet, p. 469. — Discussion générale. Discours : Fait une remarque. Déclare que le deuxième projet, dont parle M. Dierckx, n'a été distribué qu'au moment où le rapport sur le projet actuellement en discussion était déjà rédigé, p. 552.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1947 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1er mai 1939 et en vertu de la loi du 10 juin 1937. Dépose le rapport et en donne lecture, p. 582. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il s'agit simplement de redresser une erreur, p. 582.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Présente quelques observations au sujet de la politique urbanistique, répond à M. Van Belle, se déclare partisan d'une politique portuaire coordonnée, p. 622. — Discussion des articles. Art. 462, 463 et 464. Attire l'attention sur la nécessité d'une nouvelle écluse au Kruischans, p. 633.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord. Donne lecture en flamand du rapport sur ce projet, p. 714.

Projet de loi approuvant le traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, signé à Bruxelles le 17 mars 1948. Discussion générale. Discours : Expose objectivement le point de vue de son parti, constate que la situation internationale est malsaine, déclare qu'on se trouve à un moment dangereux de l'évolution de l'humanité, fait ressortir que le pacte à cinq est une dernière tentative d'organiser la paix, p. 717.

Projet de loi contenant le budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Approuve pleinement la politique extérieure, fait l'éloge de M. Spaak, déclare devoir rechercher les moyens d'améliorer la situation internationale, affirme le prestige de notre pays dans l'Organisation des nations unies, estime que le peuple allemand nous doit des réparations, déclare que l'Allemagne doit émarger au bénéfice du plan Marshall, approuve la position belge à l'O. N. U. en ce qui concerne la question palestinienne, pp. 1181 à 1184.

Projet de loi créant un établissement public dénommé « Office national belge d'expansion commerciale ». Dépose le rapport sur ce projet, p. 1306.

S'abstient au vote sur la motion de M. Godding déposée en conclusion de son interpellation au ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge », p. 1375.

Projet de loi créant un établissement public dénommé « Office national belge d'expansion commerciale. Discussion générale. Discours : Déclare renoncer à prendre la parole, étant donné que le groupe communiste est d'accord, p. 1523.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. Discussion des articles. Art. 9. Intervient dans cette discussion, p. 1575.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées aux timbres. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1710.

Projet de loi portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1710.

Projets de loi : 1° modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique; 2° relatif à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique; 3° portant modification de l'arrêté-loi n° 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères. Discussion générale. Discours : Déclare que toutes les considérations entendues relèvent de points de vue théoriques, déclare qu'il ne faut pas s'alarmer outre mesure de cette réforme, répond aux orateurs et demande au Sénat d'adopter le projet, p. 1732 à 1734.

Projet de loi approuvant la convention générale sur les privilèges et immunités des Nations unies. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1754.

Projets de loi : 1° portant approbation de la convention de coopération économique européenne, annexe, protocoles additionnels et acte final, signés à Paris le 16 avril 1948; 2° portant approbation de l'accord de coopération économique intervenu entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles le 2 juillet 1948. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste votera les accords avec enthousiasme, constate que le geste des Etats-Unis servira l'intérêt général et international, soulève la question des échanges commerciaux et des emprunts et estime qu'une opération d'une telle importance exige un contrôle indispensable, p. 1819.

Projet de loi approuvant la Convention générale sur les privilèges et immunités des nations unies. Discussion générale. Discours : Répond à une question posée par la commission, p. 1966.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion des articles. Art. 15. Intervient dans la discussion, p. 2006.

W

Wallays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Doc. — N° 367. Rapport : Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contre-partie de certaines allocations compensatoires.

Ann. — Projet de loi octroyant une majoration de salaire en contre-partie de certaines allocations compensatoires. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1309. Discussion générale. Discours : Commente les dispositions du projet dont il recommande l'adoption, p. 1405.

Projet de loi approuvant l'accord comercial concernant les échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas pendant la période du 1er juin 1947 au 31 mai 1949. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1645.

Wigny, ministre des colonies.

Ann. — Projets de loi contenant : 1° le budget du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1946; 2° le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 60.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. Dépose ce projet, p. 241.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. Dépose ce projet, p. 803.

1° Projet de loi contenant le budget du ministère des colonies pour l'exercice 1948; 2° projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 3° projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948; 4° Interpellation de M. Godding à M. le ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo belge. Discussion générale. Discours : Résume la politique générale du gouvernement en matière coloniale, parle des finances, justifie les projets de décret, déclare que l'on créera de nouvelles institutions financières, s'intéresse à l'amélioration du statut des fonctionnaires coloniaux et métropolitains, parle également du statut des magistrats, se préoccupe du sort matériel des indigènes, s'occupe du sort des médecins, soulève le problème social, attire l'attention sur l'octroi d'une carte spéciale pour évolués, s'intéresse au problème des mulâtres, répond aux objections formulées par M. Godding en ce qui concerne l'enseignement, parle du bilan économique, répond aux questions de M. De Bruyne, signale les nombreuses difficultés rencontrées pour le désencombrement du port de Léopoldville, attire l'attention sur le programme d'électrification, promet que toutes les suggestions seront réalisées dans la mesure du possible, pp. 1309 à 1314. — Répond aux différents orateurs, donne l'assurance formelle que les lois linguistiques seront appliquées, déclare que la Société de Crédit au colonat recevra l'impulsion nécessaire pour réaliser sa mission, fournit des précisions sur le statut du personnel enseignant, p. 1358.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifiée par les lois du 29 mars 1911 et du 9 décembre 1912. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord avec M. Ancot pour rejeter le projet, p. 1363.

Vote sur la motion de M. Godding déposée en conclusion de son interpellation au ministre des colonies « sur la situation de l'enseignement officiel pour enfants européens au Congo. Discours : Déclare que le système proposé par M. Godding est illégal, p. 1374.

Wijn, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi prescrivant l'exécution en 1947 d'un recensement général de la population ainsi que d'un recensement de l'industrie et du commerce. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 23.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition, p. 1644.

Y

Yernaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 281. Rapport. Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale.

N° 298. Rapport : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948.

Ann. — Budgets coloniaux pour les exercices 1946 et 1947. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 84.

Interpellation de M. Harmegnies « sur le retard apporté par le gouvernement dans l'application des mesures, préconisées par la commission spéciale pour l'étude de l'assainissement des finances communales et provinciales ». Discours : Se déclare d'accord avec M. Harmegnies, p. 122.

Projet de loi portant suppression du diplôme de droguiste. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 419.

Projet de loi déterminant les conditions de l'ouverture ou de l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 420.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 468.

Projet de loi portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 843.

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1948. Discussion générale. Discours : Désire recevoir une réponse du ministre à trois questions posées en commission, commente les observations présentées par les différents orateurs, p. 945.

Proposition de loi modifiant l'article 67 de la loi électorale communale. Discussion générale. Discours : Répond à M. de Dorlodot, p. 956.

Proposition de loi sur la préservation morale de la jeunesse. S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition, p. 1644.

Donne lecture en français du rapport de la commission concluant à la validation des pouvoirs de M. Bernard, Henri, en remplacement de M. Maquet, décédé, p. 1752.

Projet de loi concernant les finances provinciales et communales. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet est un travail révolutionnaire, réaliste et constructif, énumère les qualités et les répercussions de la réforme, estime qu'il est souhaitable qu'on refonde la loi sur les commissions d'assistance publique, soulève la question de l'autonomie communale, déclare que le projet vise à mettre fin aux abus,

Yernaux (*suite*)

répond aux arguments de M. Taillard et aux objections de M. Van Steenberge critiquant le projet, invite le Sénat à repousser l'amendement de M. Van Buggenhout concernant le Fonds du tourisme, p. 2122.

Z

Zurstrassen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. N° 160. Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

N° 253. Rapport : Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946, prorogeant, en raison des événements de guerre, les délais en matière de propriété industrielle et la durée des brevets d'invention.

N° 309. Rapport : Budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948.

N° 331. Rapport : Projet de loi portant organisation de la profession d'expert métrologue-juré et des professions connexes.

N° 495. Rapport. Projets de loi portant ratification de deux arrêtés du Régent pris en vertu de la loi du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

N° 497. Rapport complémentaire : Projet de loi portant organisation de la profession d'expert métrologue-juré et des professions connexes.

Ann. — Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 8 juillet 1946 prorogeant, en raison des événements de guerre, les délais en matière de propriété industrielle et la durée des brevets d'invention. Dépose le rapport sur ce projet, p. 736.

Projet de loi autorisant le Roi à établir un système de solidarité dans l'industrie charbonnière et à pourvoir aux moyens d'assurer la poursuite de l'exploitation des charbonnages qui cesseraient leur activité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 782.

Projet de loi contenant le budget du ministère de la coordination économique et du rééquipement national pour l'exercice 1948. Dépose le rapport sur ce projet, p. 934.

Projet de loi portant organisation de l'économie. Discussion générale. Discours : Estime qu'il faut donner au syndicalisme la place qui lui revient, déclare que le projet contient trop de lacunes mais qu'il le votera malgré ses imperfections, p. 1986.

FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS.